Cahiers d'Etude et de Recherche

N°4 (ISSN 0298-7899) Avril 1987 20FF, 8FS, 135FB

Dans la série "études"

Sur la révolution permanente

Michael Lowy

Peu de concepts ont une histoire aussi controversée que "la révolution permanente". Formulé pour la première fois par Marx, il sera réélaboré par Trotsky pendant la révolution russe de 1905 comme fondement de sa prévision de la révolution prolétarienne d'octobre 1917. A partir de 1928, Trotsky en fera une théorie à l'échelle mondiale, visant à expliquer la dynamique de la révolution sociale des pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants du capitalisme périphérique.

Cette brochure contient à la fois une analyse détaillée des différents aspects politiques et sociologiques de la théorie et une tentative de bilan critique et historique, à la lumière des révolutions sociales du XXe siècle. Elle est composée de deux chapitres extraits du livre *The Politics of Combined and Uneven Development* (Londres, New Left Books, 1981) qui est le premier ouvrage entièrement consacré à la théorie de la révolution permanente et à sa portée historique. L'analyse du Nicaragua a été mise à jour pour l'édition allemande de 1984, et l'introduction écrite pour ce Cahier.

Michael LOWY est né en 1938 à Sao Paulo, Brésil; il vit à Paris depuis 1969. Sociologue, il travaille comme directeur de recherche au CNRS et comme enseignant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du marxisme (traduits en espagnol, anglais, portugais, italien, allemand, grec, turc, japonais, etc), parmi lesquels: *La Pensée de Che Guevara,* Paris: Maspero, 1970, *La Théorie de la révolution chez le jeune Marx,* Paris: Maspero, 1970, *Les marxistes et la question nationale 1848-1914* (avec G. Haupt et Claudie Weill), Paris: Maspero, 1974, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires,* Paris: Presses Universitaires de France, 1976, *Le marxisme en Amérique latine de 1909 à nos jours,* Paris: Maspero, 1980 et *Paysages de la Vérité,* Paris: Anthropos, 1986. Il est collaborateur de l'Institut International de Recherche et de Formation.

CAHIERS
d'étude et de recherche

SUR LA REVOLUTION PERMANENTE

Michael Löwy



Victor Deni, Trotsky en St Georges

Numéro 4 *avril 1987*

Institut International de Recherche et de Formation



CAHIERS D'ETUDE ET DE RECHERCHE
NOTEBOOKS FOR STUDY
AND RESEARCH

Les *Cahiers d'Etude et de Recherche/Notebooks for Study and Research* (CER/NSR) sont publiés dans le cadre des activités de l'Institut International de Recherche et de Formation/International Institute for Research and Education (IIRF/IIRE).

Ils comportent trois séries:

✻ La série **"cours"** : sont reproduits dans cette série des cours donnés dans le cadre de l'IIRF (et parfois d'autres institutions). On trouve dans les cahiers de cette série, outre la transcription du cours lui-même, un matériel de lecture complémentaire qui accompagne le texte principal.

✻ La série **"études"** : sont publiées dans cette série des études systématiques portant soit sur un pays et une expérience donnés, soit sur une thème particulier.

✻ La série **"dossiers et débats"** : sont présentés dans cette série un ensemble de documents, d'articles et d'interviews qui permettent de faire le point sur une question controversée.

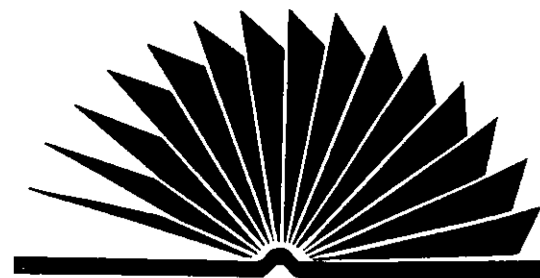
Les mêmes textes paraissent en français, sous le titre *Cahiers d'Etude et de Recherche,* numérotés selon la séquence de publication française, et en anglais, sous le titre *Notebooks for Study and Research,* numérotés selon la séquence de publication anglaise.

Certains cahiers sont traduits en d'autres langues, notamment en espagnol. Pour plus d'informations sur leur disponibilité, écrire à la rédaction.

Nous invitons les lecteurs à nous faire part de leurs remarques concernant la présentation et le contenu des CER/NSR, en nous écrivant à l'adresse suivante:

IIRF/IIRE
Postbus 53290
1007 RG Amsterdam





Les CER/NSR parus et à paraître

■ **En français:**

✦ **parus :**

N°1 La place du marxisme dans l'histoire, par Ernest Mandel (série "études") (20 FF)
N°2 La révolution chinoise - Tome I : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste, par Pierre Rousset (série "études") (20FF)
N°3 La révolution chinoise - Tome II : Le maoïsme à l'épreuve de la lutte de pouvoir, par Pierre Rousset (série "études") (25FF)
N°4 Sur la révolution permanente, par Michael Löwy (série "études") (20FF)

✦ **prévus :**

Luttes de classes et mutations technologiques au Japon depuis 1945, par Muto Ichiyo
Le stalinisme, par Ernest Mandel
La fondation de la IVème Internationale, par Daniel Bensaïd
La révolution cubaine, par Janette Habel
Le populisme en Amérique latine, recueil sld M. Löwy
Aide-mémoire d'économie marxiste
La stalinisation de l'URSS
Origines historiques de l'oppression des femmes
Les révolutions bourgeoises
La théorie marxiste du parti
Marxisme et théologie de la libération

■ **En anglais :**

✦ **parus :**

N°1 The Place of Marxism in History, by Ernest Mandel
N°2 The Chinese Revolution - I: The Second Chinese Revolution and the Formation of the Maoist Outlook, by Pierre Rousset

✦ **à paraître :**

N°3 The Chinese Revolution - II: Maoism Tested in the Struggle for Power, by Pierre Rousset
N°4 Problems of revolutionary strategy, by Daniel Bensaïd
N°5 Class struggles and technological change in Japan since 1945, by Muto Ichiyo

[Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard de publication du CER N°3. Dû à des problèmes de rédaction et de rôdage de la production sur ordinateur, il ne devrait pas se reproduire. Enfin, contrairement à ce que nous avions annoncé, l'étude de Muto Ichiyo sur les luttes syndicales au Japon pourra être publiée en français : ce sera le CER N°5.]

Les conditions d'abonnement et de commandes sont indiquées en dernière page de ce cahier.

Cahiers d'étude et de recherche, périodique publié cinq fois par an. ISSN 0298-7899. Directeur de la publication: Pierre Rousset.
Administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Imprimé par Rotographie. Commission paritaire: 68 604.

Introduction

La révolution permanente de Marx à Trotsky

Ce Cahier est composé de deux chapitres d'un livre que nous avons publié en 1981 : *The Politics of Combined and Uneven Development. The Theory of Permanent Revolution* (Londres, New Left Books). Cet ouvrage était composé de deux parties : d'abord une histoire de la théorie de la révolution permanente, de Marx à Trotsky. Nous en avons extrait pour cette brochure le chapitre qui concerne la formulation générale de la théorie dans les écrits de Trotsky à partir de la fin des années 1920. Ensuite, une analyse des révolutions au XXème siècle visant à vérifier si la théorie de Trotsky est ou non capable d'expliquer leur dynamique. Il s'agissait d'examiner aussi bien les révolutions socialistes des pays capitalistes arriérés (Yougoslavie, Chine, Vietnam, Cuba, Nicaragua) que les révolutions bourgeoises inachevées (Mexique, Algérie, Inde, Egypte, etc). Enfin, la conclusion, inclue dans ce Cahier, essaie d'esquisser une espèce de "bilan historique" de la théorie.

Pour permettre au lecteur une meilleure compréhension du Cahier, nous allons résumer en quelques pages l'évolution du concept de révolution permanente depuis Marx jusqu'aux écrits de jeunesse de Trotsky.

Comment **Marx et Engels** concevaient-ils la révolution dans des pays arriérés, semi-féodaux ou absolutistes? Croyaient-ils à une répétition inévitable des grandes révolutions du passé (Angleterre au XVIIème siècle, France au XVIIIème siècle)? Ou envisageaient-ils la possibilité d'un développement ininterrompu de la révolution vers un pouvoir prolétarien? Ces questions ne trouvent pas une réponse cohérente et univoque dans leurs écrits. On y découvre des éléments contradictoires qui expriment les contradictions de la réalité sociale elle-même et la nature transitoire de la période. Dans une série de textes, notamment d'Engels, on trouve une doctrine clairement "étapiste" qui définit la révolution bourgeoise et/ou le capitalisme industriel comme une condition historique nécessaire pour une intervention révolutionnaire autonome du prolétariat. Cette thèse est parfois justifiée en termes strictement économiques : aucun ordre social ne disparaît avant que toutes les forces productives qu'il comporte ne se soient développées. Mais elle est aussi parfois argumentée dans des termes socio-politiques : le triomphe de la révolution bourgeoise est la précondition pour l'essor de la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie.

Cela dit, on trouve aussi dans les écrits de Marx et Engels l'**idée** de révolution permanente : c'est-à-dire l'hypothèse d'un processus révolutionnaire ininterrompu, permettant au prolétariat et à ses alliés de renverser le capitalisme et de saisir le pouvoir politique, même dans les pays périphériques, arriérés et semi-féodaux de l'Europe. Il s'agit bien d'une **idée** et non d'une **théorie**, dans la mesure où il n'existe pas chez eux une conception systématique et cohérente de la révolution permanente. Ce qu'on trouve, c'est plutôt une série de vues fragmentaires, d'intuitions prophétiques, de perspectives esquissées, qui apparaissent et disparaissent dans leurs écrits de façon intermittente, mais ne sont jamais ordonnées dans une doctrine rigoureuse ou une stratégie globale. Leur importance est surtout méthodologique : ils montrent que Marx et Engels ont bel et bien admis —contrairement à ce que prétendent les marxologues bourgeois ou les doctrinaires de l'étapisme (mencheviques, staliniens ou autres)— la **possibilité objective** d'une rupture dans la succession des tâches historiques; que ces tâches ont une articulation complexe, dialectique; et que le matérialisme historique ne peut pas être réduit à un évolutionnisme économiste ou métaphysique.

Le texte de Marx et Engels qui présente l'idée de révolution permanente de la façon la plus explicite, claire et cohérente est *L'Adresse du conseil central à la Ligue des Communistes,* de mars 1850. Tirant les leçons de la révolution de 1848-1850 en Allemagne, ils constatent que la bourgeoisie "libérale" a capitulé devant l'absolutisme et trahi la lutte pour la démocratie. Contre la coalition réactionnaire entre la monarchie, les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie, ils proposent une action commune du prolétariat avec les forces démocratiques de la petite-bourgeoisie. Toutefois, cette coalition démocratique est perçue comme un moment dialectique d'un processus révolutionnaire "permanent" : "Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite... il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays principaux du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires les forces productives décisives".[1] Ce passage étonnant contient trois des thèmes fondamentaux que Trotsky développera plus tard dans la théorie de la révolution permanente : 1) le caractère ininterrompu de la révolution dans un pays semi-féodal, conduisant à la prise du pouvoir par la classe laborieuse; 2) l'application par le prolétariat au pouvoir de mesures explicitement anti-capitalistes et socialistes; 3) le caractère nécessairement international du processus révolutionnaire et de la nouvelle société socialiste, sans classes et sans propriété privée.

Dans cette perspective, quelle forme pourra prendre le mouvement révolutionnaire du prolétariat? Marx et

Traduction de l'anglais par John Barzman

1. Marx, Engels, "Adresse du Conseil central à la Ligue des Communistes", mars 1850, annexe à *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Paris: Costes, 1939, p.238.

Engels supposaient que la prochaine vague révolutionnaire allait porter au pouvoir en Allemagne le parti démocratique (petit-bourgeois et bourgeois); dans ces conditions "il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils [les ouvriers] établissent leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaire, soit sous la forme de municipalités ou de conseils municipaux, soit par des clubs ou comités ouvriers, de telle façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement perdent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se sentent, de prime abord, surveillés et menacés par des autorités ayant derrière elles toute la masse des ouvriers".[2] Inutile d'insister sur l'extraordinaire similitude avec le programme d'action et la révolution d'octobre : formation de conseils ouvriers, double pouvoir, révolution permanente. La ressemblance est encore plus évidente quand Marx et Engels insistent sur la nécessité de centraliser ces comités ouvriers et de les doter d'une garde prolétarienne armée.[3] L'*Adresse* se termine par un appel aux ouvriers allemands les enjoignant de ne pas se laisser décevoir par les mots d'ordre trompeurs de la démocratie petite-bourgeoise, mais d'organiser leur propre parti politique indépendant : "Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence!"[4]

La plupart des commentateurs réformistes ou bourgeois de ce texte ont répété l'accusation formulée pour la première fois par Bernstein : il s'agit d'une conception "blanquiste". Or, on ne trouve ni le concept ni le terme de "révolution permanente" dans les écrits de Blanqui. Plus intéressante est une autre critique de Bernstein : la source ultime de "l'erreur blanquiste" de Marx et Engels était la **dialectique**. Selon lui, l'idée de transformation de la future explosion révolutionnaire en Allemagne en une "révolution permanente" était le fruit de la dialectique hégélienne ("d'autant plus dangereuse qu'elle n'est jamais entièrement fausse"), qui permet de "passer brusquement de l'analyse économique à la violence" puisque "chaque chose porte en elle son contraire".[5]

En effet, c'est uniquement grâce à leur approche dialectique que Marx et Engels ont été capables de dépasser le dualisme rigide et figé séparant l'évolution économique et la violence politique, la révolution démocratique et la révolution socialiste. C'est leur compréhension de l'unité contradictoire de ces différents moments, et de la possibilité de sauts qualitatifs ("passages brusques") dans le processus historique qui leur a permis de jeter les fondements de la théorie de la révolution permanente. Contre cette méthode dialectique Bernstein ne peut proposer "qu'un recours à l'empirisme" comme "seul moyen d'éviter les pires erreurs".[6] On ne saurait mieux mettre en évidence les prémisses méthodologiques opposées de l'étapisme et du permanentisme....

Il est vrai, bien évidemment, que du point de vue "empirique" les événements prévus dans l'*Adresse* de 1850 ne se sont pas réalisés en Allemagne. Il n'empêche que ce document est une préfiguration brillante des révolutions du XXème siècle. D'autres écrits de la même époque montrent la fertilité de l'approche dialectique : par exemple, dans *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, on trouve l'intuition que la révolution peut éclater plus facilement dans la périphérie que dans le centre du système capitaliste : "Naturellement, c'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que doivent se produire des explosions violentes, avant d'en arriver au cœur, car la possibilité d'un équilibre est plus grande ici que là".[7] Pour Marx en 1850, le "cœur" était sans doute l'Angleterre et les "extrémités" la France ou l'Allemagne. Une autre idée importante suggérée à cette époque est le rôle révolutionnaire de la paysannerie. Réfléchissant sur la défaite de la révolution en Allemagne, Marx commentait dans une lettre à Engels (avril 1856) : "Toute l'affaire en Allemagne dépend de la possibilité de soutenir la révolution prolétarienne par une seconde édition de la Guerre des Paysans".[8] Le thème du soutien paysan à une révolution **prolétarienne** occupera une place centrale dans les écrits de Trotsky à partir de 1905.

Après les articles et ouvrages sur la révolution de 1848-1852 en France et en Allemagne (et celle plus tardive, de 1854-1856 en Espagne), la problématique de la révolution permanente semble s'éclipser dans les écrits de Marx et Engels. Elle réapparaîtra vingt années plus tard, en rapport avec un pays clé : **la Russie**. Marx était convaincu que la Russie n'allait pas nécessairement connaître le même type d'évolution historique que l'Europe capitaliste. Dans une lettre de 1877 à un journal russe, il soulignait que son étude, dans le *Capital*, des origines du capitalisme en Europe occidentale, n'était nullement un modèle général, "une théorie historico-philosophique du Progrès Universel, fatalement imposé à tous les peuples"; bien au contraire, il serait dommage que la Russie gaspillât la meilleure occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple d'échapper à tous les malheurs du système capitaliste.[9] Quelques années plus tard (1881), dans une lettre destinée à la socialiste russe Vera Zasoulitch, il insistait sur le rôle de la commune rurale russe traditionnelle (l'*obchtchina*) dans une possible transition au socialisme en Russie : "Seule une révolution peut sauver la commune villageoise russe.... Si une telle révolution a lieu à temps, si elle concentre toutes ces forces pour assurer le libre développement de la commune rurale, celle-ci deviendra bientôt l'élément régénérateur de la société russe, et le facteur lui donnant une supériorité sur les pays asservis par le système capitaliste".[10] Vers cette époque il rédige avec Engels un autre document —la préface de 1882 à l'édition russe du *Manifeste Communiste*— qui met en avant la dimension internationale de la révolution permanente, en suggérant un rapport dialectique entre la révolution en Russie et en Europe occidentale : "si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste".[11]

La théorie de la révolution permanente de **Trotsky** —d'abord uniquement rattachée à la problématique russe, sans aspirer à une signification universelle— est née dans la tourmente révolutionnaire de 1905-1906 en Russie. Les thèses de Trotsky sur la nature de cette révolution signifiaient une rupture radicale avec les croyances dominantes dans la Seconde Internationale au sujet de l'avenir de la Russie. Depuis la mort d'Engels, il était devenu une prémisse universelle —presque un article de foi— chez les marxistes "orthodoxes" que la future révolution russe aurait nécessairement, inévitablement, un caractère **bourgeois.** Toutes les fractions de la Social-Démocratie russe prenaient cette présupposition comme leur point de départ incontroversé; si elles se disputaient entre elles, c'était sur les différentes interprétations du rôle du prolétariat et de ses alliances de classes dans cette révolution bourgeoise. **Trotsky a été le premier et pour beaucoup d'années le seul marxiste à mettre en question ce dogme sacro-saint.** Pour apprécier l'originalité qualitative de son approche, il est nécessaire de la comparer avec les idées de ses contemporains dans le mouvement ouvrier russe et international.

Si on laisse de côté les conceptions des populistes pseudo-marxistes comme Nikolaion, ainsi que, dans le pôle opposé, les "marxistes légaux" comme Piotr Struve (qui utilisait des arguments marxistes simplement pour justifier le caractère progressiste du capitalisme en Russie), il reste **quatre positions clairement délimitées** dans le champ de la social-démocratie marxiste au sens strict :

❶ La vision menchevique de la révolution comme typiquement bourgeoise par sa nature, fondée sur une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie libérale.

❷ La conception bolchevique, qui reconnaissait aussi le caractère inévitablement bourgeois-démocratique de la révolution, mais excluait la bourgeoisie du bloc révolutionnaire. Selon Lénine, seuls le prolétariat et la paysannerie sont des forces authentiquement révolutionnaires, destinées à établir par leur alliance une dictature démocratique révolutionnaire commune.

❸ La théorie avancée par Parvus et partagée par Rosa Luxembourg qui, tout en reconnaissant en dernière analyse le caractère bourgeois de la révolution, insiste sur le rôle révolutionnaire hégémonique du prolétariat soutenu par la paysannerie. La destruction de l'absolutisme tsariste ne pouvait être achevée sans l'établissement d'un pouvoir ouvrier dirigé par la social-démocratie. En même temps, toutefois, un gouvernement prolétarien de ce type ne pourra pas dépasser dans ses buts programmatiques les limites de la démocratie bourgeoise.[12]

❹ Finalement, la conception de Trotsky, qui envisage non seulement le rôle hégémonique du prolétariat et la nécessité de sa prise du pouvoir, mais aussi la possibilité d'une transcroissance de la révolution démocratique en révolution socialiste.

C'est au cours de l'année 1905, dans divers articles pour la presse révolutionnaire, que Trotsky va formuler pour la première fois sa nouvelle doctrine —systématisée plus tard dans la brochure *Bilan et Perspectives* (1906). Il a été sans doute influencé par Parvus, mais celui-ci n'a jamais dépassé l'idée d'un gouvernement ouvrier accomplissant un programme strictement démocratique (bourgeois) : il voulait bien changer la locomotive de l'histoire mais pas ses rails...[13] Le terme "révolution permanente" semble avoir été inspiré à Trotsky par un article de Franz Mehring dans la *Neue Zeit* en novembre 1905; mais le sens que lui attribuait l'écrivain socialiste allemand était beaucoup moins radical et plus vague que celui qu'il recevra dans les écrits du révolutionnaire russe. Trotsky a été le seul à oser suggérer, dès 1905, la possibilité d'une révolution accomplissant des tâches socialistes en Russie —hypothèse unanimement rejetée par les autres marxistes russes comme utopique et aventurière.

Une étude attentive des racines de la hardiesse politique de Trotsky et de sa théorie de la révolution permanente montre que ses positions étaient fondées sur une interprétation du marxisme et de la méthode dialectique/matérialiste, très distincte de l'orthodoxie régnante dans la Deuxième Internationale. Cela peut s'expliquer, au moins en partie, par l'influence de Labriola, le premier philosophe marxiste étudié par le jeune Trotsky, dont la méthode d'inspiration hégélo-marxiste était aux antipodes du positivisme et du matérialisme vulgaire si influents à l'époque. Voici quelques unes des caractéristiques distinctives de la méthodologie marxiste à l'œuvre dans les écrits du jeune Trotsky et dans sa théorie de la révolution russe :

1- Partant d'une conception dialectique de l'unité des contraires, Trotsky critique la séparation rigide pratiquée par les bolcheviques entre la dictature socialiste du prolétariat et la "dictature démocratique des ouvriers et des paysans" comme une "opération logique, purement formelle". De même, dans un passage étonnant d'une polémique contre le menchevique Tcherevanine, il condamne le caractère analytique (c'est-à-dire abstrait-formel, pré-dialectique) de la politique des mencheviques : "Tcherevanine met sur pieds une tactique comme Spinoza construisait son éthique : par la méthode géométrique".[14]

2- Trotsky rejette explicitement l'**économicisme,** un des traits essentiels du marxisme de Plekhanov. Cette rupture est une des présuppositions méthodologiques fondamentales de la théorie de la révolution permanente, comme l'atteste ce passage bien

2. Ibid., p. 243.
3. Ibid., p. 243.
4. Ibid., p. 249.
5. E. Bernstein, *Les présupposés du socialisme* (1899), Paris : Seuil, 1974, p. 67.
6. Idem.
7. Marx, *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, Paris : Ed. sociales, 1948, p. 123.
8. Marx, Engels, *Ausgewählte Schriften*, Moscou, 1934, p. 440.
9. Marx, Engels, *The Russian Menace to Europe*, Londres : Allen and Unwin, p. 217.
10. Ibid., pp. 278-279.
11. Marx, Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Pékin, 1966, p. 6.
12. La position de Kautsky dans son article de 1906 dans la *Neue Zeit* était à mi-chemin entre Lénine et Rosa Luxembourg. En 1917, bien entendu, il va adopter le point de vue menchevique traditionnel.
13. Sur les différences entre Parvus et Trotsky, voir Alain Brossat, *Aux origines de la révolution permanente : la pensée politique du jeune Trotsky*, Paris : Maspéro, 1974. Sur les convergences et divergences entre Lénine, Rosa Luxembourg et Trotskya, voir le remarquable livre de Norman Geras, *The Legacy of Rosa Luxemburg*, Londres : New Left Books, 1976.
14. Trotsky, *1905*, Paris : Minuit, 1969, pp. 374, 383.

connu de *Bilan et Perspectives :* "Imaginer que la dictature du prolétariat dépende en quelque sorte automatiquement du développement et des ressources techniques d'un pays, c'est tirer une conclusion fausse d'un matérialisme "économique" simplifié jusqu'à l'absurde. Ce point de vue n'a rien à voir avec le marxisme".[15]

3- La conception de l'histoire chez Trotsky n'est pas **fataliste** mais **ouverte** : la tâche du marxisme, écrit-il, c'est de "découvrir, en analysant le mécanisme interne de la révolution, les possibilités qu'elle présente dans son développement".[16] La révolution permanente n'est pas un résultat déterminé d'avance, mais une **possibilité objective**, légitime et réaliste, dont l'accomplissement dépend d'innombrables facteurs subjectifs et événements imprévisibles.

4- Tandis que la plupart des marxistes russes tendent, à cause de leur polémique avec le populisme, à nier toute spécificité à la formation sociale russe, et insistent sur la similarité inévitable entre le développement socio-économique de l'Europe occidentale et l'avenir de la Russie, Trotsky formule une position dialectique nouvelle. Critiquant aussi bien le particularisme slavophile des *Narodniks* et l'universalisme abstrait des mencheviques, il développe une analyse concrète qui rend compte simultanément des spécificités de la formation russe et de l'impact des tendances générales du développement capitaliste sur le pays.

C'est la combinaison de toutes ces innovations méthodologiques qui a fait de *Bilan et Perspectives* —la célèbre brochure écrite par Trotsky en prison, au cours de l'année 1906— un texte unique. A partir d'une étude du développement inégal et combiné en Russie —qui a pour résultat une bourgeoisie faible et à moitié étrangère, et un prolétariat moderne et exceptionnellement concentré— il aboutit à la conclusion que seul le prolétariat, soutenu par la paysannerie (qui doit nécessairement suivre la direction des forces sociales urbaines) peut accomplir la révolution démocratique en Russie, en renversant l'autocratie et le pouvoir des propriétaires fonciers. En réalité, cette perspective d'un gouvernement ouvrier en Russie était partagée par Parvus, Rosa Luxembourg et même, avec quelques réserves, par Lénine. **La nouveauté radicale de la théorie de la révolution permanente était située moins dans sa définition de la nature de classe de la future révolution russe que dans sa conception de ses tâches historiques. La contribution décisive de** Trotsky était l'idée que la révolution russe pouvait dépasser les limites d'une profonde transformation démocratique et commencer à prendre des mesures anti-capitalistes à contenu clairement socialiste. Son principal argument pour justifier cette hypothèse iconoclaste était simple et cohérent : "La domination politique du prolétariat est incompatible avec son esclavage économique". Pourquoi le prolétariat, une fois au pouvoir, et contrôlant les moyens de coercition, devrait-il continuer à tolérer l'exploitation capitaliste? Même s'il voulait se limiter d'abord à un programme minimum, il serait conduit par la logique même de sa position, à prendre des mesures collectivistes.[16] Cela dit, Trotsky était aussi convaincu que, sans l'extension de la révolution en Europe occidentale, le prolétariat russe pourrait difficilement se maintenir longtemps au pouvoir.

Les événements de 1917 ont dramatiquement confirmé les prévisions de Trotsky douze années plus tôt. D'abord, la bourgeoisie russe (et ses alliés politiques, les mencheviques, les populistes modérés, etc) a été incapable de réaliser la révolution démocratique et en particulier de satisfaire les aspirations révolutionnaires de la paysannerie. Deuxièmement, les tâches démocratiques décisives n'ont été réalisées qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat. Comme l'écrira Lénine plus tard, "ce furent les bolcheviques... qui, grâce à la victoire de la révolution prolétarienne, ont aidé les paysans à mener la révolution démocratique bourgeoise vraiment jusqu'au bout".[17] Troisièmement, une fois au pouvoir, la classe ouvrière n'a pas pu se limiter à des réformes uniquement démocratiques; la dynamique de la luttte de classe l'a obligée —comme Trotsky l'avait prévu— à prendre des mesures explicitement socialistes. En effet, confrontés au boycott économique des classes possédantes et à la menace croissante d'une paralysie générale de la production, les Soviets ont été conduits —bien plus tôt que prévu— à exproprier le capital : en juin 1918, le Conseil des Commissaires du Peuple décrétait la socialisation des principales branches de l'industrie.

En d'autres termes : la révolution de 1917 a connu un processus de développement révolutionnaire **ininterrompu** depuis sa phase bourgeoise-démocratique (inachevée) de février jusqu'à sa phase prolétarienne-socialiste qui commence en octobre. Avec le soutien de la paysannerie, les Soviets ont **combiné** les tâches démocratiques (la révolution agraire) avec les tâches socialistes (l'expropriation de la bourgeoisie), ouvrant une "voie non-capitaliste" pour la transition au socialisme. Mais le Parti bolchevique avec Lénine et Trotsky à sa tête, n'a pu prendre la direction de ce gigantesque mouvement social qui a "ébranlé le monde" que grâce à la réorientation stratégique radicale initiée par Lénine en avril 1917, selon une perspective analogue à la théorie de la révolution permanente.

Reste la question controversée de l'extension internationale de la révolution : les événements ont-ils confirmé la prévision conditionnelle de Trotsky (sans révolution en Europe, le pouvoir prolétarien en Russie est condamné)? Oui et non. La démocratie ouvrière en Russie n'a pas survécu à la défaite de la révolution européenne (en 1919-1923); mais son déclin n'a pas produit, comme le pensait Trotsky en 1906, une restauration du capitalisme (à partir de la paysannerie riche) mais un développement imprévu : le remplacement du pouvoir ouvrier par la dictature d'une couche bureaucratique issue du mouvement ouvrier lui-même....

15. Trotsky, "Bilan et Perspectives", dans *1905*, p. 420.

16. Ibid, p. 397.
17. Ibid., p. 452
18. Lenin, *Complete Works*, vol. 28, p. 314.

Chapitre 1
La théorie mondiale de la révolution permanente chez Trotsky (1928-1930)

C'est dans la deuxième moitié des années vingt que Trotsky élabora, au travers d'affrontements politiques et théoriques acharnés avec le stalinisme, les implications internationales de la théorie de la révolution permanente. On peut distinguer trois phases polémiques distinctes : (1) la lutte contre la doctrine néo-menchevique du socialisme dans un seul pays (1925-1929); (2) le débat sur la Deuxième révolution chinoise de 1926-1927; et (3) la publication du livre de Trotsky, *La révolution permanente*, en 1928.

Les historiens ont fréquemment été déroutés par le caractère confus et abstrait du débat sur le socialisme dans un seul pays. Pour Heinz Brahm, il s'agirait d'un débat "aussi absurde que les ruminations médiévales sur le nombre d'anges pouvant tenir sur une tête d'épingle"; à l'occasion, même Isaac Deutscher a dénonçé toute la controverse comme non pertinente au point d'en être bizarre.[1] Or, ces polémiques, malgré leur complexité et leur aspect quasi-rituel (chacun recueillant pieusement le maximum de citations de Lénine à l'appui de sa thèse), mettaient en jeu des questions politiques cruciales, décisives pour l'avenir du mouvement ouvrier mondial.

Le débat sur le "socialisme dans un seul pays"

La doctrine du "socialisme dans un seul pays" est sans aucun doute une création originale de Staline, élaborée pour la première fois au cours de l'année qui suivit la mort de Lénine. On peut même en dater l'apparition avec une certaine précision. En effet, aussi tard que mai 1924 Staline défendait encore (dans *Principes du Léninisme)* l'optique bolchevique traditionnelle sur la question : "Pour la victoire finale du socialisme, pour l'organisation socialiste de la production, les efforts d'un seul pays, particulièrement un pays de paysans comme la Russie, sont insuffisants; pour cela, il faut les efforts du prolétariat de plusieurs pays avancés".[2] Cependant, quelques mois plus tard (en décembre 1924) il déclarait soudain dans sa brochure *La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes*, que l'URSS disposait de conditions favorables "pour avancer vers l'organisation d'une économie socialiste".[3] Pourquoi ce changement? Dans *Questions du Léninisme* (janvier 1926), Staline expliquait l'affaire en termes caractéristiques : la première formulation avait été dirigée contre certaines affirmations des trotskystes, et "dans cette mesure —et uniquement dans cette mesure— cette formulation était alors (en mai 1924) adéquate et avait *indubitablement fourni certains services"*. Mais, par la suite, de nouvelles questions se présentant, cette formule "était devenue évidemment inadéquate et *donc incorrecte"*.[4] On se trouve ici devant un exemple tout à fait frappant du caractère presque purement opportuniste des constructions théoriques des écrits de Staline : ni la vérité ni l'erreur ne sont définies par rapport aux faits mais de manière instrumentale, selon qu'elles sont ou non "adéquates" ou, que se prêtant à une utilisation polémique, elles "fournissent certains services". Ainsi, une théorie ne devient pas "incorrecte" parce que la situation objective a changé ou que cette situation est mieux comprise, mais uniquement parce que les besoins de la lutte idéologique ont changé.

Si la doctrine du socialisme dans un seul pays a été conçue comme arme contre Trotsky, elle doit aussi sa naissance à une affinité instantanée avec l'idéologie nationaliste spontanée des couches bureaucratiques en formation. En 1926, Staline admit ouvertement que sa théorie avait une raison d'être encore plus décisive : "Pourrait-il (notre pays) rester le centre d'attraction puissant qu'il est indubitablement aujourd'hui pour les ouvriers de tous les pays s'il était incapable de remporter la victoire chez lui contre les éléments capitalistes de notre économie, d'assurer la victoire de la construction socialiste? Je ne le crois pas. Or, ne découle-t-il pas de cela, que le doute quant à la victoire de la construction socialiste, la dissémination de ce doute, conduiront notre pays à être discrédité en tant que base de la révolution mondiale?"[5] Comme nous le verrons, avec ces implications globales de la doctrine, on touche à son véritable rôle politique : garantir le prestige de l'URSS, sa "position centrale" et son hégémonie sur le mouvement communiste mondial. En d'autres termes, l'idéologie du socialisme dans un seul pays était nécessaire à Staline et aux couches bureaucratiques au pouvoir pour justifier la subordination de la luttte de classe internationale aux exigences de "la construction du socialisme" en URSS. Ou, comme Staline l'aurait dit, cette doctrine était "adéquate et fournissait indubitablement certains services..."

Si le sens du débat sur le socialisme dans un seul pays a eu tendance à rester obscur, c'est parce que deux séries de questions distinctes y ont souvent été entremêlées : la première concernait les possibilités de survie d'un Etat ouvrier isolé pendant toute une période historique; la deuxième, les possibilités de réalisation d'une société socialiste achevée dans un seul pays. En ce qui concerne la survie d'un Etat ouvrier, nous savons que Trotsky affirmait en 1906 que sans les renforts rapides d'une révolution victorieuse en Europe, la classe ouvrière ne pouvait guère escompter rester au pouvoir en Russie. Il continua à défendre cette idée pendant les années vingt, insistant parfois sur le danger d'une intervention militaire impérialiste, parfois sur l'effondrement économique

1. H. Brahm, *Trotskijs Kampf um die Nachfolge Lenins, die ideologische Auseinandersetzung, 1923-1926*, Cologne 1964, p. 211; I. Deutscher, *Stalin*, Londres 1949, p. 288. Trotsky lui-même reconnaissait que le débat apparaissait à première vue académique ou scolastique. Voir "Appendices: Le socialisme dans un seul pays", "La révolution trahie", *De la révolution*, Paris: Minuit, 1963, pp. 629-635

2. Stalin, *On the Opposition (1921-7)*, Pekin 1975, p. 156.
3. Ibid., p. 318.
4. Ibid.
5. Ibid., p. 330.

de l'URSS.[6] Il y a d'ailleurs peu de doute que Lénine partageait la position de Trotsky à ce sujet, et c'est en vain que, par la suite, Staline déploya ses efforts pour découvrir une contradiction entre eux.[7] Même après qu'un certain temps se fût écoulé sans qu'il n'y eût ni intervention ni effondrement, Trotsky continua de parler à propos de l'URSS de "répit" ou de "moratoire sans échéance spécifique".[8] Finalement, avec l'avènement des années trente il devint évident que le cours des événements contredisait, au moins dans le sens direct, cette perspective de danger imminent. Dans *La révolution trahie* (1936), il reconnut que "l'isolement de l'U.R.S.S. n'a pas eu immédiatement, il est vrai, les graves conséquences que l'on pouvait redouter.... La 'trêve' a été plus longue que l'optimisme critique ne permettait de l'espérer... Le fléau bureaucratique fut cependant le produit le plus néfaste de l'isolement."[9] Cependant Trotsky continua à défendre sa position de 1906 comme valable sur le moyen terme. "Mais ce même alignement des forces donne par avance la certitude que, sans victoire plus ou moins rapide du prolétariat dans les pays avancés, le gouvernement ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Livré à lui-même, le régime soviétique tombera ou dégénèrera. Ou plus exactement, il commencera par dégénérer pour tomber ensuite. J'ai écrit personnellement à plusieurs reprises sur cette question, et dès 1905"[10]. En fait, à l'époque (1937) le gouvernement ouvrier de Russie avait déjà dégénéré, et la bureaucratie avait politiquement exproprié le prolétariat.[11] Ainsi, dans un certain sens, Trotsky avait eu raison tout au long de ce débat : les ouvriers n'avaient pas pu conserver le pouvoir dans l'URSS isolée. Mais c'était une bureaucratie —et non la bourgeoisie ou l'impérialisme— qui leur avait ravi le pouvoir et qui avait physiquement détruit la vieille garde bolchevique dans les purges de 1936-1938. Dans ce sens-là, Trotsky avait eu tort : la dégénérescence du régime n'avait pas signifié du même coup sa "chute" —c'est-à-dire une restauration capitaliste.

L'autre problème sous-jacent à la controverse sur le socialisme dans un seul pays et souvent confondu avec le premier, a trait aux possibilités de construction d'une "société socialiste achevée" dans les confins d'une seule nation, et plus particulièrement l'URSS. Comme on l'a déjà noté, une grande partie de cette discussion tourne autour d'exégèses talmudiques des écrits de Lénine. On peut toutefois remarquer, sans se plonger dans une discussion scolastique, que la grande masse des textes de Lénine qui touchent de près ou de loin à cette question, nient cette possibilité.[12] En effet, le seul texte que Staline ait pu produire à l'appui de sa position, consiste en un bref paragraphe d'un article de 1923, intitulé "Sur la Coopération", dans lequel Lénine soutient que l'URSS possède "tout ce qui est nécessaire et suffisant" à la construction d'une société socialiste. A cela, Trotsky répondit que Lénine entendait uniquement les conditions *politiques*, et non les conditions matérielles à la réalisation du socialisme.[13] Quoiqu'il en soit, ce n'est pas dans ce débat à coups de citations plutôt arides, que réside le cœur du problème.

L'argument le plus sérieux de Trotsky se fondait sur l'hypothèse que le socialisme était par définition un système économiquement supérieur au capitalisme et ne pouvait donc pas signifier une régression par rapport au niveau international de développement des forces productives déjà atteint sous le capitalisme. "Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales.... La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme; si l'on se propose de construire la société socialiste à **l'intérieur de limites nationales**, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme".[14] Dans cette perspective, l'aspect décisif n'était pas l'arriération économique de la Russie (la prédominance d'une agriculture paysanne, le bas niveau de la productivité, etc.) puisque, d'après Trotsky, même en *Angleterre*, il serait impossible de construire une économie "socialiste nationale" isolée.[15] L'important était l'extension de la révolution à plusieurs pays avancés ou même davantage. Inutile de préciser que les auteurs qui ont attribué à Trotsky l'idée qu'il existerait en URSS une contradiction entre son "économie socialiste et son Etat non-socialiste", se sont complètement mépris sur sa thèse. Bien qu'il considérât l'économie étatique et planifiée de l'URSS comme une conquête de la révolution d'octobre qu'il fallait défendre à tout prix, Trotsky n'a jamais identifié celle-ci au socialisme.[16]

Au contraire, les partisans du "socialisme dans un seul pays", Staline et Boukharine, définissaient le socia-

6. Cf. "La révolution permanente", *De la révolution*, pp. 358-361; et "Critique du programme de l'Internationale communiste", *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris: PUF , 1969, pp. 159-160.

7. Pour ne prendre qu'un des nombreux exemples : "L'impérialisme anglo-français et américain **détruira inévitablement l'indépendance et la liberté de la Russie** si la révolution socialiste mondiale, le bolchevisme mondial, ne triomphe pas". (The Valuable Admission of Pitirim Sorokin [novembre 1918], *CW*, Vol. 28, p. 188.)

8. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 361.

9. *De la révolution*, p. 635.

10. "Bolchevisme et stalinisme-Sur les racines historiques et théoriques de la IVe Internationale", *Œuvres 14*, p. 345.

11. Trotsky fut initialement peu disposé à reconnaître pleinement l'ampleur de cette expropriation et continua jusqu'en 1936 à considérer l'URSS comme "forme dégénérée de la dictature du prolétariat". Mais après les Procès de Moscou il abandonna ce concept. Bien qu'il maintînt jusqu'à sa mort que l'Union soviétique fût un "Etat ouvrier" (principalement du fait de son économie planifiée), il caractérisa dès lors son régime politique de "dictature de la bureaucratie", soulignant que "l'appareil de l'Etat ouvrier...[s'est transformé] d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière..." (Voir *Programme de transition* [1938] Paris : La Brèche, 1983, p. 52).

12. Voir, par exemple, sa déclaration bien connue devant le Congrès des Soviets de 1918 : "La victoire complète de la révolution socialiste dans un seul pays est inconcevable et réclame la coopération active d'au moins plusieurs pays avancés, parmi lesquels la Russie ne figure pas". ("Speech on the International Situation" (8 novembre 1918), *CW*, vol. 28, p.151.)

13. "Critique du programme de l'Internationale communiste", *L'Internationale communiste après Lénine*, pp. 119-122.

14. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 249. Voir aussi "Critique du programme de l'Internationale communiste", *L'Internationale communiste après Lénine*, p. 145: "Quant au socialisme, il doit non seulement reprendre au capitalisme les forces productives les plus développées, mais les mener immédiatement plus loin et plus haut, en leur assurant une croissance impossible en régime capitaliste. Comment! se demandera-t-on, le socialisme repoussera-t-il en arrière les forces productives pour les enfermer dans les formes nationales doù elles cherchaient déjà à s'arracher sous le capitalisme?"

15. "Nous venons de parler de l'Angleterre. Elle est indiscutablement un pays de capitalisme avancé, mais **c'est précisément pour cela** qu'elle n'a aucune chance de construire le socialisme dans le cade de ses frontières insulaires. L'Angleterre tout simplement étoufferait au bout de quelques mois". "Critique du programme de l'Internationale communiste", *L'Internationale communiste après Lénine*, p.151.

16. Même un penseur rigoureux comme Claudín commet cette erreur en attribuant au trotskysme la thèse que "le système de production est socialiste mais pas la superstructure politique". (Fernando Claudín, *Eurocommunism and Socialism*, Londres 1978, p. 61.)

lisme comme synonyme de formes sociales de propriété. Boukharine a même disserté sur le "socialisme arriéré" de la Russie, entendant par "socialisme" la prédominance de l'économie nationale (étatique) et des coopératives sur le capital privé.[17] Certes, chacun a le droit de définir le "socialisme" comme il l'entend. Mais il est clair que pour Marx et Engels un "socialisme arriéré" était une contradiction dans les termes puisque pour eux socialisme signifiait précisément niveau supérieur de développement des forces productives, celles-ci étant en dernière analyse à l'étroit et bridées dans le cadre des rapports de production capitalistes. D'ailleurs, dans leur optique, une telle économie socialiste ne pouvait en aucune manière se réduire à la simple propriété sociale des moyens de production. Dans sa *Critique du Programme de Gotha* Marx indiquait explicitement que dans la première étape de la société socialiste, la production de marchandises, l'argent et la loi de la valeur disparaîtraient.[18]

Cette controverse sur la signification du socialisme fut elle-même à son tour englobée dans une lutte bien plus vaste. En effet, en dernier lieu l'enjeu politique concret du débat sur le "socialisme dans un seul pays" ne concernait rien de moins que la question de savoir si la luttte de classe mondiale serait subordonnée à la " construction du socialisme en URSS". En d'autres termes, la doctrine de Staline représentait une rationalisation idéologique (non sans la dimension habituelle d'automystification) de la soumission du mouvement communiste international aux besoins économiques, politiques, diplomatiques et militaires de l'URSS, tels qu'ils étaient compris par sa direction bureaucratique. Trotsky a clairement perçu cet enchaînement et en a fait le thème central de ses écrits critiques de la fin des années vingt. "La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national, **s'il n'y a pas d'intervention.** De là peut et doit découler... une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Le but est d'éviter l'intervention : en effet, la construction du socialisme étant ainsi assurée, la question historique fondamentale sera résolue. La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas là, certes, d'intentions subjectives mais d'une logique objective de la pensée politique".[19]

Leçons de la Deuxième révolution chinoise

Bien que Lénine et les autres dirigeants soviétiques aient manifesté au début des années vingt un vif intérêt pour les mouvements anti-impérialistes de l'Orient, le fait que le premier grand bouleversement révolutionnaire postérieur à octobre 1917 (et aux défaites en Hongrie et en Allemagne de 1919 à 1923) se produisît en Asie, fit l'effet d'une grande surprise sur la direction des bolcheviques et du Comintern. La première indication dramatique de cette vague montante fut la grève générale des travailleurs de Canton-Hong Kong de 1925, grève d'une durée de cinq mois, conduite sous direction communiste avec l'appui de milices ouvrières. Lorsque le lancement de "l'Expédition du Nord" par l'armée du Guomindang dirigée par Tchiang Kaï-chek en 1926 déclencha une immense vague de rebellions paysannes et de grèves et d'insurrections ouvrières dans les régions contrôlées par les Seigneurs de guerre, il était clair qu'on se trouvait en présence de l'essor d'un processus révolutionnaire de grande ampleur.

Au départ, il semble qu'une espèce de consensus se dégagea au sein de la direction soviétique pour juger que la Chine était un pays encore trop arriéré et que son prolétariat était encore trop réduit pour permettre quoi que ce soit qui ressemblât à une nouvelle édition de la révolution d'octobre. Même Trotsky, comme nous le verrons, se replia au début sur une position proche de la stratégie de Lénine en 1905 (une "dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie"). Mais, très vite, Staline et Boukharine régressèrent vers une position néo-menchevique, comparable sans être identique à celle de Dan et Martynov en 1905. En fait, la Deuxième révolution chinoise de 1925-1928 fournit à Staline (avec l'aide de collaborateurs comme Martynov!) le catalyste de sa deuxième grande contribution idéologique : la doctrine de la révolution par étapes et du bloc des quatre classes. Ces nouveaux concepts étaient destinés à former la ligne stratégique prônée par le Comintern pour tous les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux. Ils s'enracinèrent si profondément dans la pensée des partis communistes non-occidentaux que, lorsque Staline eut dissous le Comintern en 1943, ils restèrent inscrits dans la théorie même de communistes comme Mao et Ho qui s'en étaient détournés en pratique. En réalité c'est dans l'évolution de cette ligne stratégique que se trouve la clef de la compréhension de l'histoire du communisme en Asie.

Le premier texte qui élabore ces deux principes interdépendants de l'étapisme et du bloc des quatre classes est intitulé *Thèses sur la situation en Chine* ; directement inspiré par Staline et Boukharine, il fut approuvé en décembre 1926 par le Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste (CEIC). Il déclare que "dans son étape actuelle, la révolution chinoise est historiquement une révolution de nature démocratico-bourgeoise". Par conséquent, "le prolétariat fait bloc avec les paysans luttant pour leurs intérêts, avec la petite-bourgeoisie urbaine et une partie de la bourgeoisie capitaliste. Cette combinaison de forces a trouvé son expression politique dans le Kuomintang et le gouvernement de Canton".[20] Bien que les Deuxième et Quatrième Congrès du Comintern (respectivement en 1920 et 1922) eussent envisagé "des alliances temporaires" avec des forces bourgeoises, l'idée d'un *bloc stratégique* avec elles —allant jusqu'au gouvernement de coalition— et d'une étape bourgeoise-démocratique distincte représentait une nouveauté. Ce changement est d'autant plus frappant à la lecture du discours de Staline devant le Septième Plenum du CEIC, le

17. Boukharine, *Le socialisme dans un seul pays*, Paris 1974, pp. 185-6.

18. Dans Marx et Engels, *Selected Works*, Moscou 1968, pp. 320-1. Voir aussi Engels, *Anti-Dühring*, Moscou 1959, pp. 386-9.

19. "Critique du programme de l'Internationale communiste", *L'Internationale communiste après Lénine*, p. 155.

20. "Thèses sur la situation en Chine", Pierre Broué, *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris 1976, pp. 71, 69.

30 novembre 1926. Alors que Lénine avait souligné (notamment lors du Deuxième Congrès en 1920) la nécessité pour le Comintern de donner la priorité à la construction de *soviets paysans* dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, Staline s'opposait à cette stratégie dans les campagnes chinoises —"aussi parler aujourd'hui des soviets serait anticiper". En outre, là où le Comintern avait insisté sur l'importance du combat contre toutes les formes d'influence bourgeoise sur les mouvements populaires anti-impérialistes, Staline recommandait instamment et spécifiquement que la jeunesse chinoise (étudiante, ouvrière et paysanne) soit "soumise à l'influence idéologique et politique du Kuomintang."[21]

L'orientation vers laquelle Staline évoluait, suggérait que la révolution d'octobre n'était pas directement pertinente à la lutte qui se déroulait en Chine. De fait, même la "vieille ligne bolchevique" de 1905 ("la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie") n'était désormais plus considérée comme un précédent utile, puisqu'elle se fondait sur le refus intransigeant des alliances et pactes stratégiques avec la bourgeoisie. Cet abandon des conceptions bolcheviques traditionnelles fut reconnu explicitement pour la première fois en février 1927 par A. S. Martynov, un ancien dirigeant des mencheviques qui avait rejoint le PCR en 1923 pour être promu, peu après, par Staline au rang de principal porte-parole des positions du Comintern sur la révolution chinoise. D'après Martynov, "dans son attitude à l'égard du gouvernement national et des dirigeants de l'armée révolutionnaire, le Parti communiste chinois ne peut se borner à copier la tactique des bolcheviques à l'égard de la bourgeoisie libérale russe en 1905." Bien que le but officiel de la lutte restât encore "la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie", la "voie qui menait à cette dictature n'était pas la même que chez les bolcheviques en 1905". En fait, elle ne se réaliserait que si les communistes chinois, "s'efforçaient de ne pas créer d'obstacles à l'armée révolutionnaire commandée par des généraux bourgeois, ni au gouvernement national, mais au contraire, de soutenir leur travail révolutionnaire".[22]

Que signifiait cette politique de soutien au Guomindang en 1927 au moment précis où les paysans et les ouvriers se levaient à travers toute la Chine contre les propriétaires terriens et les capitalistes? Pour éliminer toute ambigüité quant à sa position, Martynov soutint de façon tout à fait explicite qu'il fallait "résoudre par l'intermédiaire des commissions d'arbitrage gouvernementales et par des décrets gouvernementaux ce qui se résout maintenant au moyen des grèves ouvrière et de mouvements paysans spontanés".[23]

Certes, il serait à la fois injuste et ahistorique de mettre un trait d'égalité entre la doctrine de Staline de la révolution par étapes et le menchevisme tout court. Mais les affinités entre leurs conceptions stratégiques sont indéniables malgré les évocations rituelles de la tradition bolchevique par Staline. Ainsi, ce n'est pas par hasard si le même Martynov qui, vingt ans auparavant, défendait l'étapisme menchevique avec tant de verve, se retrouvait porte-parole officiel de la politique du Comintern, tandis que le dirigeant menchevique Dan le soutenait de tout cœur de son exil. Dans un article du bulletin des mencheviques expatriés publié en Suisse, Dan offrait ce commentaire : "Le 10 avril, dans la *Pravda*, Martynov prouvait très sagement et malgré les injures obligées à l'adresse de la social-démocratie, selon la bonne méthode menchevique, contre l'oppositionnel de gauche Radek, la justesse de la position *officielle* insistant pour la conservation du 'bloc des quatre classes', et demandant qu'on ne se hâte pas de renverser un gouvernement de coalition où les ouvriers siègent côte à côte avec la grosse bourgeoisie, et qu'on ne lui impose pas prématurément des objectifs socialistes".[24]

Tandis que Staline et le PCC font confiance à Tchiang, Trotsky dénonce avec un instinct prophétique, le danger d'un coup réactionnaire. Dès mars 1927, il prévoit un tournant anti-communiste du Guomindang qui aura lieu "selon toute vraisemblance, lors de l'occupation de Shanghaï", et il appelle à la formation de soviets ouvriers et paysans.[25] Le 12 avril 1927, les troupes du Guomindang entrent dans Shanghaï et peu après, se lancent contre leurs "alliés" communistes, en massacrant des milliers de militants ouvriers de la ville. Staline prend acte de la trahison de Tchiang et propose maintenant une coalition avec le "Guomindang de gauche" (Wang Jinwei); critiquant le mot d'ordre de soviets, il proclame que Trotsky "a confondu une révolution démocratique-bourgeoise avec une révolution prolétarienne".[26] Dans une déclaration au Plénum de l'Exécutif de l'I.C. (juin 1927) Trotsky alertait à nouveau : "Celui qui, dans ces conditions, est contre les conseils et pour la soumission au Guomindang, c'est-à-dire à Wang Jinwei, celui-là prépare une nouvelle défaite de la révolution chinoise".[27] Deux mois plus tard, Wang déclenchait la terreur blanche contre les communistes chinois et le mouvement populaire.[28]

Trotsky avait démontré au travers de toutes ces péripéties une grande capacité à prévoir et prédire les événements; ses avertissements s'étaient avérés fondés sur le plan stratégique. Cependant, il ne possédait pas encore une compréhension adéquate de la dynamique de classe et

21. "Les perspectives de la révolution en Chine" (30 novembre 1926), in Broué, *La question chinoise*, p. 59, 63. En réalité, Staline avait déjà émis cette notion pour la première fois en mai 1922 lorsqu'il critiqua sévèrement la "déviation" qui consistait à "sous-estimer l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie révolutionnaire contre l'impérialisme". Etaient coupables à ses yeux de cette dangereuse déviation les partis communistes d'Asie qui avaient lancé le mot d'ordre du pouvoir aux soviets. ("Des tâches politiques de l'Université des Peuples de l'Orient", dans Staline, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris 1937, pp. 252-3.)

22. Martynov, "Le rôle du PC chinois" (1927), dans Broué, pp. 116-117. En 1902-1903, Martynov avait été un des dirigeants de l'aile dite "économiste de la Social-Démocratie russe, aile que Lénine attaqua dans *Que Faire?* Il était également l'auteur d'une brochure menchevique de 1905 *(Les deux révolutions)* dont la prise de position en faveur d'un alliance avec la bourgeoisie attira une critique polémique sévère de Lénine. On peut donc le considérer comme un des partisans les plus cohérents de la doctrine menchevique de l'étape démocratique-bourgeoise en Russie. Il adhéra au Parti communiste après le lancement de la NEP et entra immédiatement dans la polémique contre Trotsky et l'Opposition de Gauche.

23. Ibid., p. 118.

24. *Sotsialistichesky Vestnik*, (Messager socialiste) 23 avril 1927, p. 4, cité par Trotsky, "La révolution chinoise et les thèses de Staline" (décembre 1927), Broué, *La question...*, p. 197.

25. Trotsky, "A Brief Note" (mars 1927), *On China*, p. 126.

26. Staline, "The Revolution in China and the Tasks of the Comintern" (24 mai 1927), *On the Opposition*, p. 714.

27. "Déclaration des camarades Trotsky et Vuyovic au Plénum de l'Exécutif", *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1976, p. 320.

28. Voir sur cette période le CER n° 2 de Pierre Rousset, *La révolution chinoise - Tome 1 : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoiste*, Paris, 1986, pp. 10-14.

du caractère historique de la révolution chinoise. Sa rupture avec les conceptions étapistes de Staline et du CEIC restait incomplète; aussi tard que mars 1927, par exemple, il considérait encore que "ce qui se passe en Chine est une révolution nationale-démocratique, et non une révolution socialiste", et qu'un éventuel pouvoir des soviets en Chine ne serait pas "un instrument de la dictature prolétarienne, mais de la libération nationale révolutionnaire et de l'unification démocratique du pays".[29] Il concevait encore le futur pouvoir populaire qui devait s'instaurer en Chine sous l'angle du mot d'ordre "vieux bolchevique" (qu'il avait rejeté en 1905 comme inapplicable à la Russie) de la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie". Bien qu'il n'exclût pas complètement l'hypothèse d'un développement socialiste révolutionnaire en Chine, il soutenait —par une formule très unilatérale et maladroite— que la "possibilité d'une révolution démocratique se développant en une révolution socialiste dépendait complètement et exclusivement du cours de la révolution mondiale, et des succès économiques et politiques de l'Union soviétique en tant que partie intégrante de la révolution mondiale."[30]

Or, Trotsky ne pouvait défendre de façon conséquente et sur une longue période des idées qui contredisaient de manière si flagrante la perspective qu'il avait élaborée depuis 1905 pour caractériser le processus révolutionnaire en Russie. En effet, quelques mois plus tard, en septembre 1927, il se défaisait nettement de tout vestige de l'optique étapiste appliquée à la Chine : "... en ce qui nous concerne, il ne s'agit plus de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, mais de la dictature du prolétariat soutenue par les masses inépuisables des pauvres urbains et ruraux —une dictature qui se donne comme objectif de résoudre les problèmes ***les plus*** urgents et les plus vitaux du pays et de ses masses laborieuses, et qui, dans ce processus, s'engage inévitablement dans la voie d'incursions socialistes contre la propriété privée".[31] Cette nouvelle formulation, explicitement permanentiste, allait au-delà de l'horizon théorique et politique de la plupart des dirigeants de l'Opposition de Gauche dont certains, comme Preobrazhensky, reprochèrent à Trotsky de n'avoir pas tenu compte de l'extrême état d'arriération du développement économique de la Chine. En réponse, Trotsky, évoquant le précédent de la polémique de Lénine contre Soukhanov, souligna les implications méthodologiques du débat. "Le fond de l'affaire consiste précisément dans le fait que, bien que la mécanique politique de la révolution dépende en dernière analyse, d'une base économique (non seulement nationale mais internationale), elle ne peut pas cependant être déduite de cette base économique, au moyen de la logique abstraite".[32]

Alors même que la politique imposée par Staline menait le prolétariat urbain chinois au désastre, un dirigeant communiste jeune et peu connu, Mao Tse-toung, organisait —dans une large mesure au mépris des directives du Comintern— un mouvement paysan radical dans la province du Hunan. Il est intéressant de noter l'attitude de l'Opposition de Gauche à l'égard de ce début original et prometteur. Sous le titre "La voie sûre", Trotsky écrivit un article en mai 1927 sur le mouvement du Hunan, où il observait que "les ouvriers et les paysans du Hunan montrent la voie qui met fin aux hésitations et, de ce fait, la voie qui sauvera la révolution."[33]

Après 1927, la doctrine de la révolution par étapes et du bloc des quatre classes fut généralisée et appliquée, sous des formes et dans des variantes diverses, à tous les pays coloniaux, semi-coloniaux, dépendants et arriérés. Cependant, la première mouture de cette formulation "universelle" —celle du *Projet de Programme* du Comintern de 1928— n'est pas particulièrement typique car, élaborée dans le cadre du tournant du Comintern vers un gauchisme mécanique typique de la "Troisième période"(1928-1933), elle exhibait de ce fait un ton radical appelé à disparaître à partir du milieu des années trente. Même Trotsky, dans sa sévère critique du *Projet* (rédigé par Boukharine) le décrit comme un document "éclectique d'un bout à l'autre" plutôt que carrément opportuniste.[34] En effet, par comparaison avec les catégories quasi-mencheviques que le CEIC avait appliquées à la Chine en 1927, le *Projet* apparaissait comme un retour partiel au bolchevisme d'environ 1905 : la lutte pour les soviets ouvriers et paysans, la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, la dénonciation de la trahison de la bourgeoisie nationale des pays coloniaux, etc. Néanmoins, une lecture attentive du texte révèle la persistance d'une conception étapiste sous-jacente ainsi qu'une continuité intrinsèque avec la ligne de 1927. En premier lieu, le *Projet de Programme* niait la validité du "bolchevisme de 1917" (c'est-à-dire des *Thèses d'avril)* pour les pays coloniaux et semi-coloniaux. Cette distinction était rationalisée à partir de considérants principalement *économiques:* "la maturité inégale du capitalisme dans les différents pays". Ainsi, la Russie d'avant 1917 était classée comme un pays doté "d'un capitalisme à moitié développé" et d'un "minimum d'industries", conditions qui permettaient "une transformation rapide de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste". Au contraire, dans les nations coloniales et semi-coloniales comme l'Inde ou la Chine, où "les rapports féodaux-médiévaux prédominaient dans la vie économique du pays ainsi que dans sa superstructure politique", "le passage vers la dictature du prolétariat n'était possible qu'au travers d'une série d'étapes préparatoires..."[35]

Cette thèse sur la prédominance des rapports de production féodaux dans des pays comme la Chine et l'Inde était non seulement hautement sujette à caution sur la base de données purement empiriques, mais révélait aussi un aspect essentiel de la méthode de Boukharine et de

29. "To the Politburo of the AUCP(b) Central Committee" (31 mars 1927),*On China*, p. 135.

30. "Les rapports de classe de la révolution chinoise" (3 avril 1927), Broué, *La question ...*, p. 128.

31. "New Opportunities for the Chinese Revolution" (September 1927), *On China*, p. 266.

32. "Troisième lettre de Trotsky à Préobrajensky" (mars-avril 1928), Broué, *La question...*, p. 484.

33. (12 mai 1927), *On China*, p. 208. Quelques mois plus tard, Victor Serge, un autre dirigeant de l'Opposition de Gauche internationale, faisait l'éloge de l'article de Mao sur le mouvement paysan du Hunan (Victor Serge, *La révolution chinoise, 1927-1929*, Paris 1977, pp. 75-76. Un extrait est également reproduit dans le CER n°2 déjà cité, p. 11.)

34. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 368.

35. *Projet de Programme de l'Internationale Communiste*, 1928, Supplément à *Internationale Communiste* (15 juin 1928), pp. 27-28.

Staline. Elle témoignait de la résurgence d'un *économisme* qui, sur un mode évoquant le marxisme de Plekhanov et des mencheviques, tentait de déduire la capacité du prolétariat à prendre le pouvoir, directement du degré d'industrialisation et de la "maturité" du capitalisme.[36] Ainsi, le *Projet de Programme* semblait croire que la formule de la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" découlait nécessairement du niveau de développement économique et industriel : en même temps, il laissait la porte ouverte, par son ambiguïté, à des alliances avec des forces bourgeoises rebaptisées "partis paysans" (comme le Guomindang de 1926). Par ailleurs, le *Projet de Programme* admettait la possibilité "d'accords temporaires" avec la bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux "dans la mesure où la bourgeoisie ne fait pas obstruction à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans, et mène une lutte authentique contre l'impérialisme".[37]

Avec l'adoption de la stratégie du front populaire au milieu des années trente et l'abandon de la rhétorique de la Troisième Période, le caractère étapiste de la politique stratégique du Comintern dans les pays capitalistes dépendants se fit éclatant et explicite. Du Septième Congrès Mondial (1935) à la dissolution du Comintern (1943) à nos jours, cette "ligne générale" est passée par divers tournants "gauche" et "droite", se présentant sous des formes variées (front populaire, union nationale, alliance démocratique, etc.), mais la stratégie fondamentale est restée la même. Suivre l'application de cette stratégie dans différents contextes nationaux nous conduirait au-delà des limites de cet ouvrage; d'ailleurs, la plupart des pratiques et des théorisations nationales n'ont rien ajouté de particulièrement neuf à la doctrine élaborée à la fin des années vingt. Les exceptions, bien sûr, (qui seront étudiées plus loin)[38] proviennent des partis communistes qui ont rompu en pratique —et dans une certaine mesure, en théorie— avec la "ligne générale", et ont élaboré une voie autonome vers la révolution: en Chine, au Vietnam, en Yougoslavie, à Cuba.

La révolution permanente

C'est en 1928, avec la publication de son livre *La révolution permanente*, que Trotsky a pour la première fois présenté ses positions sur la dynamique de la révolution sociale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux de manière systématique, cohérente et rigoureuse, comme théorie applicable aux développements historiques globaux, revendiquant une signification et une validité *universelles* —et non plus limitée à la Russie et à la Chine. Néanmoins, le texte présente des faiblesses indéniables dans la forme de l'exposition. Tout d'abord, il s'agit d'une réponse à un "non-livre" de Radek : un "non-livre" au double sens où il n'a jamais été publié et n'était connu que d'un cercle très restreint d'oppositionnels russes, et où il ne contenait aucune conception théorique particulièrement perspicace qui justifiât une réponse polémique aussi développée. Ensuite, sa pointe critique principale était dirigée contre la formule de la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" —mot d'ordre que le Comintern stalinisé devait abandonner peu après. Enfin, l'ouvrage consacrait bien plus d'attention à l'expérience russe (et à une exégèse exhaustive des positions de Lénine) qu'aux problèmes concrets de la révolution dans le monde colonial et semi-colonial, thème qui n'était abordé centralement que dans son dernier chapitre. Malgré ces faiblesses, *La révolution permanente* reste un des ouvrages de réflexion politique marxiste les plus originaux et les plus importants du vingtième siècle. Cependant, pour accéder à une compréhension pleine et précise des nombreux aspects de la théorie de Trotsky, il faut "compléter" les thèses de *La révolution permanente* par des concepts et des arguments élaborés dans d'autres écrits —contemporains et postérieurs— touchant aux problèmes de la luttte de classe dans les zones du capitalisme périphérique.

Il vaut la peine de signaler que Trotsky n'est plus jamais vraiment revenu sur le sujet *de manière systématique* après la fin des années vingt. Pour comprendre pourquoi, il faut se rappeler qu'après la défaite de la Deuxième révolution chinoise en 1927-1928, il ne se produisit plus de bouleversements d'ampleur comparable dans le monde colonial du vivant de Trotsky. Certes, les soviets vietnamiens et la Longue Marche chinoise des années trente constituèrent des événements importants, mais il ne s'agit pas de processus à résonnance mondiale, qui auraient pu s'imposer à l'attention politique de Trotsky de manière comparable. En conséquence, Trotsky ne ressentit probablement jamais l'exigence politique de produire une nouvelle théorisation de la révolution permanente dans le monde colonial. C'est plutôt sur l'URSS ou les pays impérialistes occidentaux (Allemagne, France, Espagne[39] et Etats-Unis) que ses écrits ultérieurs ont principalement porté. Mais on peut trouver, parsemés ici et là dans ses textes postérieurs, des commentaires sur les événements en Chine, en Inde et au Mexique, qui contiennent des suggestions valables qui permettent d'enrichir et d'élargir les concepts de son ouvrage de 1928.

Il est tout à fait probable que la généralisation de la théorie de la révolution permanente à l'ensemble du monde colonial et semi-colonial (ou ex-colonial) par Trotsky a été catalysée par la dramatique explosion de la luttte de classe en Chine en 1925-1927, tout comme sa formulation originelle de la théorie avait été suggérée par la révolution russe de 1905. Déjà en juin 1928, dans un chapitre sur "Conclusions et perspectives de la révolution chinoise" de son livre *L'Internationale communiste après Lénine*, il expliquait que les enseignements de la Chine étaient utiles pour tous les autres pays d'Asie (l'Afrique et l'Amérique latine restaient encore en dehors de son champ d'intérêt). A son avis, les événements de Chine confirmaient les conclusions qu'il avait tirées des deux révolutions russes et révélaient des similarités fondamentales entre la Russie, la Chine et les autres pays "orientaux" (c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux) : la dépendance indissoluble de la bourgeoisie nationale sur l'impérialisme et les propriétaires terriens, le poids politique du prolétariat (sans commune mesure avec sa véritable force numérique), l'impossibilité pour la paysannerie de jouer un rôle politique indépendant, etc. De plus, la *réalité historique* même de la révolution russe était devenue, à son avis, un stimulant d'une puissance énorme poussant dans le sens d'un cours permanentiste, car elle encourageait le prolétariat indigène à suivre l'exemple d'octobre et, pourrait-on ajouter, renforçait en même temps les tendances conservatrices de la bourgeoisie locale et sa crainte de la mobilisation populaire.

Mais l'universalisation de la théorie de la révolution permanente par Trotsky ne découlait pas seulement d'un raisonnement inductif à partir des expériences russe et chinoise. Elle se fondait aussi sur une théorie générale de la dynamique socio-économique du processus historique (la loi du développement inégal et combiné) et sur une analyse plutôt condensée du rôle des principales classes dans les sociétés coloniales et semi-coloniales qu'il élabora entre 1928 et 1930.

Sans conteste, le fondement historico-théorique le plus général de la théorie de la révolution permanente est *la loi du développement inégal et combiné*. Bien que cette conception ait déjà été implicite dans les thèses de *Bilan et Perspectives*,[40] il fallut attendre le premier chapitre de l'*Histoire de la révolution russe* (1930) pour disposer de son élaboration pleine et explicite. C'est une nouvelle compréhension de l'histoire de l'humanité qui est à l'origine de la formulation de cette loi : avec l'apparition du capitalisme comme système mondial, l'histoire mondiale devient une **totalité** concrète (contradictoire) et les conditions du développement socio-économique connaissent un changement qualitatif. "Le capitalisme... a préparé et, dans un certain sens, réalisé l'universalité et la permanence du développement de l'humanité. Par là est exclue la possibilité d'une répétition des formes de développement de diverses nations. Forcé de se mettre à la remorque des pays avancés, un pays arriéré ne se conforme pas à l'ordre de succession". Les sociétés arriérées ont la possibilité ou, plus exactement, sont obligées d'adopter certains traits avancés, de sauter les étapes intermédiaires: "Les sauvages renoncent à l'arc et aux flèches, pour prendre aussitôt les fusils, sans parcourir la distance qui séparait, dans le passé, ces différentes armes... Le développement d'une nation historiquement arriérée conduit, nécessairement, à une combinaison originale des diverses phases du processus historique." Cette perspective plus complexe permit à Trotsky de transcender la conception évolutionniste de l'histoire qui faisait de celle-ci une succession d'étapes rigidement prédéterminées, et d'élaborer une conception dialectique du développement de l'histoire au travers de bonds en avant soudains et de fusions contradictoires. "L'inégalité de rythme, qui est la loi la plus générales du processus historique, se manifeste avec le plus de vigueur et de complexité dans les destinées des pays arriérés. Sous le fouet des nécessités extérieures, la vie retardataire est contrainte d'avancer par bonds. De cette loi universelle d'inégalité des rythmes découle une autre loi que, faute d'une appellation plus appropriée, nous appellerons loi du **développement combiné,** dans le sens du rapprochement de diverses étapes, de la combinaison de phases distinctes, de l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes".[41] (On voit là encore la place centrale qu'occupait la catégorie méthodologique de **totalité** dans les constructions théoriques de Trotsky et dans son interprétation du matérialisme historique.)

Point n'est besoin d'insister sur les conclusions politiques et stratégiques évidentes qui découlaient de la loi du développement inégal et combiné : l'articulation de l'industrie moderne et des conditions rurales traditionnelles (pré-capitalistes ou semi-capitalistes) créait la possibilité objective du rôle dirigeant du prolétariat à la tête des masses paysannes insurgées. Ainsi, l'amalgame des condition socio-économiques arriérées et avancées devenait le fondement structurel de la fusion ou de la combinaison des tâches démocratiques et socialistes dans un processus de révolution permanente.[42] Ou encore, pour présenter le problème sous un autre jour, une des principales conséquences politiques du développement inégal et combiné était la persistance inévitable de **tâches démocratiques** non résolues dans les pays capitalistes périphériques. Nonobstant les accusations de ses critiques, Trotsky n'a jamais nié la dimension démocratique de la révolution dans les pays arriérés et n'a jamais prétendu non plus que la révolution y serait "purement socialiste"; ce qu'il a effectivement répudié, par contre, c'est le dogme de la révolution démocratique-bourgeoise comme **étape historique séparée devant être parachevée**

36. Althusser a raison de souligner que l'écono misme était un des principes clefs du stalinisme, mais tort de considérer le stalinisme comme une "déviation" idéologique en premier lieu. Voir *Essays in Self-Criticism*, Londres 1976, pp. 88-89.

37. *Projet de Programme de l'IC*, p. 38. Une formule similaire a été employée par Lénine en 1920.

38. Dans le chapitre 4, "The Socialist Revolution in Backward Capitalism", du livre anglais.

39. La révolution espagnole des années trente a été un cas intermédiaire : elle aurait pu être analysée sous l'angle de la révolution permanente tout autant que dans le contexte du débat sur le Front populaire. Les écrits de Trotsky sur l'Espagne contiennent quelques remarques qui éclairent bien la dialectique entre la lutte démocratique (ou nationale, comme dans la Catalogne) et la révolution socialiste, mais son centre d'attention principal est la problématique du Front populaire.

40. Ceci est examiné en détail dans le chapitre 2, "Permanent Revolution in Russia", du livre anglais.

41. *Histoire de la révolution russe*, tome 1, Paris : Seuil, 1950, pp. 41-42.

42. Une conception étapiste rigoureuse et cohérente de la révolution dans les pays arriérés implique donc une confrontation critique avec la théorie du développement inégal et combiné de Trotsky. C'est à ce projet que s'est essayé David J. Romagnolo, partisan de la doctrine de Mao (et Staline) prônant l'alliance avec la bourgeoisie nationale pendant l'étape démocratique anti-impérialiste de la révolution. [Voir son étude , "The So-Called Law of Uneven and Combined Development", *Latin American Perspectives*, II, 4 (printemps 1975)]. Selon Romagnolo, la théorie de Trotsky de l'extension globale du capitalisme était, certes, fondée sur les écrits de Marx. Mais, explique-t-il, alors que du vivant de Marx il était vrai que "le capitalisme dans sa phase concurrentielle peut se développer et commence à se développer dans les zones arriérées", après la mort de Marx, l'impérialisme, conséquence du capitalisme monopolistique, "arrête" ou "retarde" le développement du capitalisme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (pp. 23-24, 27). Comme il ne cite pas de sources, on se demande d'où Romagnolo a tiré l'extraordinaire impression que le capitalisme s'est moins développé dans des pays comme le Brésil et l'Argentine (pour ne prendre que deux exemples) au vingtième siècle (époque de l'impérialisme) qu'au dix-neuvième siècle (époque du capitalisme concurrentiel). D'après l'auteur, "le capital marchand, tout comme le capital financier pénètre dans les pays arriérés de l'extérieur et exploite leurs formes primitives par le commerce et les prêts d'argent à grande échelle" (p. 26). Cette manière de définir l'impérialisme est très particulière puisqu'elle ignore le rôle central de l'*investissement* étranger. Il faut évidemment fermer les yeux sur l'investissement industriel productif si l'on veut prouver, comme Romagnolo, que l'impérialisme "retarde le développement extensif aussi bien qu'intensif du capitalisme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux", ou que "loin d'inonder les zones opprimées de rapports de production capitalistes, l'impérialisme nourrit les formes d'exploitation primitives" (p. 27). Son raisonnement est un exemple parfait de méthodologie non-dialectique. Les formes d'exploitation sont soit "primitives", soit capitalistes; il refuse obstinément de considérer la possibilité d'une fusion ou d'une combinaison entre les formes "primitives" et capitalistes. On voit que sa démarche complètement dualiste est la conséquence logique de son rejet de la loi du développement inégal et combiné.

avant que le prolétariat ne puisse engager la lutte pour le pouvoir. Les tâches démocratiques résolues par les pays capitalistes avancés d'Europe et d'Amérique du Nord sont bien connues : l'abolition de l'autocratie, la liquidation des survivances féodales (ou pré capitalistes) dans les rapports de production agraires, l'établissement de la démocratie parlementaire fondée sur le suffrage universel (masculin), l'unification et/ou la libération nationale. Les tâches démocratiques dans les pays arriérés et dépendants du vingtième siècle sont similaires, mais non identiques puisque l'existence de l'impérialisme crée une nouvelle configuration historique. D'après Trotsky —si l'on s'efforce de systématiser ses remarques dispersées sur la question— ces tâches comprennent en premier lieu:

(1) **La révolution démocratique agraire:** l'abolition radicale et définitive de l'esclavage, du féodalisme et du "despotisme asiatique"; la liquidation de toutes les formes d'exploitation précapitalistes (les corvées, le travail forcé, etc.); l'expropriation des grands propriétaires fonciers et la distribution de la terre à la paysannerie.[43]

(2) **La libération nationale :** l'unification de la nation et son émancipation de la domination impérialiste; la création d'un marché national unifié et sa protection contre les produits étrangers moins chers; le contrôle de certaines richesses naturelles stratégiques; etc.[44]

(3) **La démocratie :** pour Trotsky, celle-ci comprend non seulement l'établissement des libertés démocratiques, une république démocratique et la fin des régimes militaires, mais aussi la création des conditions sociales et culturelles nécessaires à la participation populaire à la vie politique par la réduction de la journée de travail à huit heures et par l'éducation publique universelle.[45]

Dans la mesure où il d\ it faire face à la solution de ces problèmes, le processus révolutionnaire des pays du capitalisme dépendant ou périphérique peut être défini jusqu'à un certain point comme démocratique ou même démocratique-bourgeois, puisque ces revendications ne transgressent pas les limites de la société bourgeoise. Mais cela n'implique en aucune façon que la bourgeoisie joue le rôle dirigeant dans la lutte démocratique ni n'empêche que la révolution s'avance au-delà du capitalisme —"je n'ai jamais nié le caractère **bourgeois** de la révolution dans le sens de ses tâches immédiates; je l'ai nié seulement quant à ses forces motrices et à ses perspectives."[46] En effet, ce fut précisément la question des "forces motrices" de la révolution qui, à l'origine, poussa Trotsky à une opposition aussi radicale à l'étapisme renaissant du Comintern à partir de 1926. Aux yeux de Trotsky, le postulat d'une bourgeoisie "révolutionnaire" dans les pays coloniaux, postulat qui sous-tend la stratégie du "bloc des quatre classes", ne fait que "reproduire sens dessus dessous l'erreur fondamentale du menchevisme qui affirmait que la nature révolutionnaire de la bourgeoisie russe découlait forcément de l'oppression du féodalisme et de l'autocratie".[47] En réalité, le développement inégal et combiné tend à mener à une articulation/ combinaison des classes dominantes internationales et nationales, modernes et traditionnelles. En Chine, par exemple, "si la bourgeoisie est liée organiquement et indissolublement par le bas, dans le cadre de la base agraire de l'économie chinoise, à des formes féodales d'exploitation, elle est liée tout aussi organiquement et indissolublement par le haut à la finance mondiale. La bourgeoisie chinoise n'est capable de se libérer elle-même ni du féodalisme agraire ni de l'impérialisme".[48] Cela ne signifie pas qu'il ne saurait y avoir de contradictions entre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme ou entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Il est évident que la bourgeoisie chinoise de 1925-1927, par exemple, avait intérêt à élargir ses marchés intérieurs au moyen de réformes agraires modérées et à obtenir une plus grande autonomie économique vis-à-vis de l'impérialisme. Mais, ajoutait Trotsky , il ne faut jamais oublier, même un instant, que "ses conflits avec les militaires féodaux les plus réactionnaires et ses collisions avec les impérialistes internationaux passent toujours au second plan au moment décisif à l'avantage de son antagonisme irréconciliable avec les pauvres ouvriers et paysans".[49] Est-il besoin de remarquer que c'est une règle qui ne s'applique pas seulement au cas chinois?

La victoire démocratique révolutionnaire contre l'impérialisme et les propriétaires terriens ne pouvait se réaliser qu'au travers d'un grand soulèvement de masse, une immense mobilisation populaire et de violentes explosions —toutes choses qui effrayeraient rapidement la bourgeoisie nationale. Face à une telle menace contre ses privilèges, la bourgeoisie indigène tendrait à opter pour une politique plus modérée et conciliatrice à l'égard du capital étranger et de la réaction intérieure. A la révolution populaire, la bourgeoisie préférerait toujours "la voie bismarckienne", une voie non-révolutionnaire vers la satisfaction de ses aspirations de classe.[50] Il faut souligner ici que Trotsky n'a jamais nié que ce type de voie pourrait permettre à la bourgeoisie nationale, en collaboration avec l'impérialisme, de réaliser un certain niveau

43. Trotsky, "Quelques notes hâtives sur les 'Bases generales para el segundo plan mexicano de seis años'" (14 mars 1939), *Œuvres 20,* Paris : Institut Léon Trotsky, 1985, pp. 256-263. Ces textes et d'autres sur l'Amérique latine ont été rassemblés en langue espagnole sous le titre *Sobre la liberación nacional,* Bogota 1976.

44. Les principaux exemples cités par Trotsky sont la Chine des années vingt et le Mexique des années trente. Cf. "Summary and Perspectives of the Chinese Revolution" (juin 1928), *On China*, p. 299, [ce texte constitue le chapitre 3 de l'édition anglaise de "Critique du programme de l'Internationale communiste"]; et sur le Mexique : "La parole est au Labour Party" (22 avril 1938), *Œuvres 17*, pp. 207-210; "Le Mexique et l'impérialisme britannique" (5 juin 1938), "L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière" (juin 1938), "Mes complots" (19 juillet 1938), "Combattre l'impérialisme pour combattre le fascisme" (21 septembre 1938), "La lutte anti-impérialiste" (23 septembre 1938), *Œuvres 18*, pp. 53-57, 118-122, 160-162, 310-312, 322-328; "Moins par moins égale plus" (10 novembre 1938), "Mon intervention dans la politique mexicaine - réponse au *New York Daily News"* (28 décembre 1938),*Œuvres 19*, pp. 162-163, 289-295; et "L'ignorance n'est pas un instrument révolutionnaire" (30 janvier 1939), *Œuvres 20*, pp. 74-83.

45. Voir "On the Declaration by the Indochinese Oppositionists", et "Critical Remarks About Prometeo's Resolution on Democratic Demands", *Writings 1930-1931*, New York 1973, pp. 31-32, 136.

46. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 294.

47. "Summary and Perspectives of the Chinese Revolution" (juin 1928), *On China*, p. 295.

48. "The situation in China and the tasks of the Bolshevik-Leninist Opposition", *On China,*, p. 403.

49. "Summary and Perspectives of the Chinese Revolution" (juin 1928), *On China*, pp. 299-403.

50. Ibid, pp. 297-298. Trotsky se réfère aux attitudes bourgeoises durant la période 1848-1871 comme exemple de cette orientation.

d'industrialisation,[51] ou que cette bourgeoisie était a priori incapable d'accomplir la moindre tâche démocratique. Par contre, ce sur quoi il insistait était le caractère limité, timide et souvent éphémère de tels "progrès". Les réformes obtenues à cette sauce seraient "misérables, instables et mesquines" comme le nationalisme du Guomindang en Chine; elles n'obtiendraient que "des résultats très partiels", et, en fin de compte, la "révolution" serait arrêtée et annulée comme ce qui s'était passé en Russie au cours des revers de 1906-1907.[52] En d'autres circonstances, la bourgeoisie nationale pourrait être forcée de mener une guerre de libération nationale contre l'occupation coloniale ou impérialiste, mais de façon tout à fait typique, elle ne le ferait qu'au service d'un autre puissance impérialiste plus souple —comme par exemple, dans les années 1930, "Tchiang Kaï-chek ne lutta contre les violeurs japonais que dans les limites que lui ont assignées ses patrons britanniques et américains".[53] En bref: une solution **authentique et complète** des tâches nationales et démocratiques dans les pays du capitalisme périphérique serait impossible sous la direction de la bourgeoisie nationale.[54]

Encore une fois, cela ne signifiait pas que la bourgeoisie nationale ne pouvait pas, sous intense pression populaire, évoluer vers la gauche (cours généralement suivi par de brusques retours vers la droite et une répression brutale des ouvriers et des paysans) ou que des accords purement tactiques sur des objectifs précis et limités ne pouvaient pas être utiles au mouvement populaire. Ce que Trotsky rejetait clairement, c'était la perspective d'accords à long terme (stratégiques, programmatiques ou gouvernementaux), ou "blocs de classes", même limités par la condition, comme dans le *Projet de Programme* du Comintern, que la bourgeoisie nationale ne "fasse pas obstruction à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans, et mène une véritable lutte contre l'impérialisme". Trotsky affirmait, au contraire, que la principale "condition" de tels accords limités et temporaires avec des forces bourgeoises était de "ne pas croire pour un seul instant à la capacité ou à la disposition de la bourgeoisie de mener une **véritable** lutte contre l'impérialisme ou de **ne pas faire obstruction** aux ouvriers et aux paysans".[55]

En 1938, à la suite de son arrivée au Mexique sous la présidence de Lazaro Cardenas, Trotsky se trouva confronté à un nouveau phénomène: celui des régimes bonapartistes ou semi-bonapartistes des pays arriérés ou dépendants, capables de mener une politique relativement progressiste dans le domaine de la question nationale et agraire, pendant une période de temps limitée. A ses yeux, ce cas de figure ne contredisait pas l'idée de la faiblesse et du caractère non-révolutionnaire de la bourgeoisie nationale, mais en était, en fait, une expression : le rapport de forces entre les classs dans les pays dépendants "créait des conditions particulières du pouvoir d'Etat. Le gouvernment louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste *sui generis* particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes".[56] Cette conception du bonapartisme, quoique insuffisamment développée, constitue probablement l'une des intuitions les plus fertiles de Trotsky et une contribution importante à la compréhension de la spécificité des multiples régimes "nationaux-populistes" apparus après la Deuxième guerre mondiale en Afrique et en Amérique latine. (Nous y reviendrons dans le dernier chapitre). Pour tactique révolutionnaire à l'égard de tels régimes,Trotsky préconisait le soutien à toute lutte **directe** contre l'impérialisme et les grands propriétaires terriens et à toute mesure **concrète** contre eux (expropriations, etc.) sans accorder le moindre soutien politique à la bourgeoisie, et sans cesser un seul moment de lutter contre elle pour la direction des masses populaires (paysannes).[57]

Prolétariat et paysannerie : rôle politique et sociologique

Refusant de reconnaître la bourgeoisie nationale comme classe révolutionnaire, Trotsky insistait sur le fait que seuls le prolétariat et la paysannerie pouvaient être la force motrice d'une révolution démocratique. Mais quels seraient les rôles et positions respectifs de ces deux classes? Une des accusations les plus typiques portées par Staline et ses partisans contre Trotsky l'accusait de "nier", "d'ignorer", ou de "négliger" la paysannerie. Dès 1924, Staline avait proclamé *urbi et orbi* que Trotsky avait "tout simplement oublié la paysannerie comme classe révolutionnaire et avancé le mot d'ordre de 'pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier', c'est-à-dire un mot d'ordre de révolution sans la paysannerie."[58] Trotsky n'eut guère de difficulté à démonter cette accusation en montrant qu'il n'avait, en réalité, jamais proposé ce mot d'ordre (dont le véritable auteur était Parvus) et qu'il avait toujours insisté dans ses écrits antérieurs sur la nécessité de l'alliance ouvrière et paysanne (quels qu'aient été ses doutes quant à l'avenir d'une telle alliance une fois au

51. Voir par exemple ses remarques sur la possibilité d'un développement industriel de l'Inde : "Dans le proche avenir, l'antagonisme entre les masses indiennes et la bourgeoisie promet de devenir d'autant plus aigü que la guerre impérialiste se transformera toujours davantage pour la bourgeoisie indienne en une entreprise commerciale gigantesque. En ouvrant un marché exceptionnellement favorable pour les matières premières, elle peut rapidement promouvoir l'industrie indienne". ("Manifeste : la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale" [1940], *Les congrès de la Quatrième Internationale - 1 : Naissance de la IVe Internationale 1930-1940*, Paris : La Brèche, 1978, p. 360.

52. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 348-350.

53. "Révolution et guerre en Chine" (5 février 1938), *Œuvres 16*, p. 153.

54. Voir "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 364-367. Trotsky formulait parfois ses idées de manière très tranchée et unilatérale comme, par exemple, lorsqu'il écrivit que "l'indépendance d'un Etat arriéré ne peut être qu'à demi-fictive, et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internes et de la pression extérieure, tombera obligatoirement dans une dictature dirigée contre le peuple, analogue au régime du Parti du peuple en Turquie ou du Guomindang, il en sera de même pour le régime de Gandhi demain en Inde" (Trotsky, "Manifeste: la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale", *Les congrès de la Quatrième..., 1*, p. 358.)

55. "Summary and Perspectives of the Chinese Revolution" (juin 1928), *On China*, p. 292. Pour Trotsky, "des accords purement tactiques, qui ne nous lient pas les mains et qui ne nous obligent à rien politiquement, peuvent être conclus avec le diable lui-même si cela est avantageux à un moment donné. Mais il serait alors absurde de demander que le diable se convertisse en général au christianisme, et qu'il utilise ses cornes non pas contre les ouvriers et les paysans, mais exclusivement pour des actes pieux. En présentant de telles conditions, nous nous transformons en fait en avocats du diable.... " (Ibid., pp. 292-293).

56. "L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière" (juin 1938), *Œuvres 18*, p. 118.

57. Voir "Discussion sur l'Amerique latine" (4 novembre 1938), *Œuvres 19*, pp. 129-143.

58. *Problems of Leninism*, dans *Works*, vol. 6, p. 382.

pouvoir).[59] Lorsqu'il universalisa la théorie de la révolution permanente à la fin des années vingt, comme stratégie pour toutes les régions du capitalisme périphérique, Trotsky continua à souligner le rôle décisif de la paysannerie dans tout vrai processus révolutionnaire. "Non seulement la question agraire mais aussi la question nationale assignent à la paysannerie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent être résolues; elles ne peuvent même pas être sérieusement posées".[60] Ce que Trotsky niait, n'était pas le rôle crucial de la paysannerie dans la révolution, mais sa capacité à jouer un rôle politique indépendant et à devenir une classe dirigeante indépendante. A ses yeux, le caractère intermédiaire et l'hétérogénité sociale de la paysannerie (et de la petite-bourgeoisie) la contraignait en dernière analyse à choisir entre la bourgeoisie et le prolétariat —un choix qui polarisait habituellement les couches supérieures et inférieures de "l'Etat" paysan.[61] Puisque la bourgeoisie nationale était incapable de metter en œuvre une véritable solution démocratique révolutionnaire des questions agraire et nationale, le prolétariat avait la possibilité, au travers d'une lutte politique acharnée contre la bourgeoisie, de gagner à lui l'essentiel des masses paysannes et d'établir une dictature prolétarienne avec leur soutien.

Comme nous le verrons, cette conception contenait une vérité politique très profonde, mais prise dans un sens directement *sociologique*, elle contredisait le cours effectif de l'histoire en Chine et dans d'autres pays dépendants. En témoignent certains écrits de Trotsky, sur la Chine notamment, qui concevaient l'idée d'hégémonie prolétarienne dans un sens social immédiat, comme la lutte urbaine de la classe ouvrière, locomotive de l'histoire entraînant derrière elle la paysannerie insurgée. Ainsi, au moment précis où les communistes chinois établissaient l'armée rouge et un gouvernement soviétique dans les campagnes du Kiangsi (1930), Trotsky écrivait : "Seule la prédominance du prolétariat dans les centres politique industriels décisifs du pays crée la base nécessaire à l'organisation de l'armée rouge et à l'exension du système soviétique dans les campagnes". Il est clair qu'il transposait le modèle "classique" de la Russie en 1917 et ne saisissait pas le fait qu'une forme radicalement nouvelle du processus révolutionnaire se développait dans le sillage des défaites du prolétariat chinois en 1927-1928. En effet, il alla même jusqu'à préconiser que les communiste chinois "ne dispersent pas leurs forces autour des flammes isolées de la révolte paysanne... Les communistes doivent concentrer leurs forces sur les usines et les ateliers et dans les quartiers ouvriers... Ce n'est que par l'activation et l'unification des ouvriers que le Parti communiste pourra assumer la direction de l'insurrection paysanne, c'est-à-dire de la révolution nationale dans son ensemble".[62] C'est là une des rares occasions où l'on peut à juste titre imputer aux positions de Trotsky l'erreur du "sociologisme", erreur qui l'empêcha de comprendre la dynamique de la révolution chinoise après 1928.

Cette erreur devint encore plus visible quelques années plus tard dans son analyse de la nature **politique** de l'armée rouge chinoise, nature qu'il tenta de déduire directement de sa composition **sociale** : "le fait que des individus communistes se trouvent à la direction des armées qui existent aujourd'hui ne transforment en rien la nature de classe de ces armées, même si leurs dirigeants exhibent une nette empreinte prolétarienne... la majorité des communistes à la base des détachements rouges est indéniablement composée de paysans qui ont adopté le nom de communistes en toute honnêteté et sincérité, mais qui demeurent au fond des pauvres ou des petits proprétaires révolutionnaires. En politique, quiconque juge sur le nom ou l'étiquette court à sa perte".[63] En toute justice, il faut noter que Trotsky a évité ce réductionnisme sociologique dans certains autres écrits où il interprète le concept de direction prolétarienne en termes plus strictement politique comme direction d'une *organisation prolétarienne.* Dans les "Postulats fondamentaux", qui résument le contenu de *La Révolution permanente,* par exemple, il avance l'idée que "l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste".[64]

Evidemment la question de la nature socio-politique précise du mouvement paysan faisait partie intégrante de toute la discussion sur l'alliance ouvrière et paysanne. Les positions de Trotsky sur la paysannerie chinoise étaient assez ambivalentes : d'une part, il percevait clairement la dimension manifestement anti-bourgeoise de l'insurrection paysanne;[65] mais d'autre part, il la considérait encore comme un mouvement fondamentalement démocratique petit-bourgeois —même dirigé par un Parti communiste sous la forme de l'armée rouge.[66] Qui plus est, il n'envisageait pas la possibilité que de larges secteurs de la paysannerie accèdent à une conscience socialiste avant la victoire de la révolution prolétarienne.[67] Cette démarche discutable de Trotsky explique pourquoi il a presque totalement négligé la signification de l'armée rouge dans ses écrits sur la Chine de la fin des années trente, et pourquoi il ne saisit pas l'originalité du processus historique en cours dans les zones rurales contrôlées par le Parti communiste. En même temps, il est intéressant de noter que la direction du Comintern, malgré le reproche de sous-estimation de la paysannerie qu'elle

59. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 327.

60. Ibid., pp. 364.

61. Ibid., pp. 308, 365. Ce fut, comme nous l'avons vu, une des principales divergences entre Trotsky et Lénine en 1905-1906; elle fut finalement tranchée par les événements en 1917.

62. "Manifesto of the International Left Opposition" (1930), *On China*, pp. 480-481.

63. "Peasant War in China and the Proletariat" (1932), *On China*, pp. 480-481.

64. "La révolution permanente", *De la révolution*, p. 364.

65. "Le révolte paysanne en Chine, bien plus qu'en Russie, est une révolte contre la bourgeoisie. Il n'existe pas de classe de propriétaires terriens en tant que classe distincte en Chine. Propriétaires terriens et bourgeoisie ne font qu'un." ("Manifesto of the International Left Opposition", *On China*, p. 482.)

66. "Quoique nous refusions d'identifier les détachements paysans armés à une armée rouge en tant que pouvoir armé du prolétariat, et que nous n'ayons pas la moindre intention de fermer les yeux sur le fait que la bannière communiste cache le contenu petit-bourgeois du mouvement paysan, nous avons, par contre, une vision parfaitement claire de la signification démocratique révolutionnaire énorme de la guerre paysanne". ("Peasant War in China", *On China*, p. 530.)

67. "Sous un régime prolétarien, des masses paysannes de plus en plus nombreuses seront rééduquées dans l'esprit socialiste. Mais pour cela, il faut du temps, des années, même des dizaines d'années." (Ibid. p. 524.)

adressait à Trotsky, a maintenu une attitude très similaire à l'égard des événements de Chine durant les années trente. La résolution du CEIC sur la Chine d'août 1931, par exemple, insiste avec force sur "la nécessité de radicalement améliorer la composition sociale du parti", en le transformant en "un parti prolétarien non seulement par sa ligne politique mais aussi par sa composition". Elle proclame impérativement que "le parti a le devoir de rétablir aussitôt que possible les liens qu'il a perdus avec les groupes d'usines du parti", et que "les meilleurs permanents du parti doivent être détachés vers les cellules ouvrières".[68] Même Mao Tse-toung, tout en accordant en pratique la priorité à la guérilla rurale, insistait encore en 1930 que la tâche principale du parti était de s'implanter dans les usines, l'armée rouge et les soviets ruraux n'étant que des auxiliaires de la lutte dans les villes (!)[69]

On voit ainsi que l'erreur de Trotsky ne découlait pas d'une soi-disant tendance à "ignorer la paysannerie" mais plutôt de la vision marxiste traditionnelle de la paysannerie comme classe atomisée et petit-bourgeoise. C'est Marx, bien sûr, qui a articulé le plus vivement cette conception dans ses écrits sur la France (en particulier *Le Dix-Huit Brumaire),* en présentant la paysannerie comme "un sac de pommes de terre", incapable d'auto-organisation indépendante ou d'hégémonie sociale. L'erreur de Trotsky —qui fut aussi celle de la plupart des autres marxistes occidentaux— consista à généraliser cette conception de la paysannerie aux nations coloniales et semi-coloniales dotées de caractéristiques structurelles très différentes, notamment de traditions villageoises communales ou collectivistes, d'un déracinement massif lié à la pénétration capitaliste, d'un taux de croissance démographique très élevé, de la condition prolétarienne ou semi-prolétarienne des travailleurs ruraux des grandes plantations, haciendas, etc. De plus, la négation du potentiel socialiste révolutionnaire de la paysannerie était particulièrement tenace chez les marxistes russes car elle avait été au centre des débats idéologiques antérieurs avec les populistes. Il n'est donc pas surprenant que Trotsky ait perçu moins bien la spécificité de la structure de classe rurale des nations non-occidentales que d'autres aspects de leur évolution historique. Néanmoins, dans un de ces derniers ouvrages —*Trois conceptions de la révolution russe* (1939)— il envisagea la révision de cette conception marxiste traditionnelle de la paysannerie : "Les populistes ne voyaient dans les ouvriers et les paysans que des "travailleurs" et des "exploités", également intéressés au socialisme. Les marxistes considéraient le paysan comme un petit-bourgeois, qui ne pouvait devenir socialiste que dans la mesure où, soit matériellement,soit spirituellement, il cessait d'être un paysan. C'est sur cette ligne que se mena pendant deux générations la lutte principale entre les tendances révolutionnaires de Russie... On peut, bien entendu, poser la question de savoir si la conception marxiste classique de la paysannerie s'est avérée erronée. Ce sujet nous entraînerait loin des limites de la présente étude. Il suffit de dire ici que **le marxisme n'a jamais donné à son appréciation de la paysannerie comme une classe non-socialiste un caractère absolu et immuable**".[70]

Trotsky complétait son analyse des forces sociales motrices de la révolution dans les pays arriérés par une théorie expliquant comment les perspectives politique du processus révolutionnaire aussi étaient soumises à l'action du développement inégal et combiné. En effet, comme nous l'avons déjà vu, le caractère ininterrompu et combiné de la révolution —la fusion/articulation/juxtaposition des tâches démocratiques et socialistes— était lié au caractère inégal et combiné des rapports de production sociaux. En 1928, à propos de la Chine, Trotsky a signalé à de nombreuses reprises les liens entre le capital et la propriété foncière qui déterminaient que "la révolution agraire est ... de nature tout autant anti-bourgeoise qu'anti-féodale".[71] Mais cela ne le conduisait pas à déduire mécaniquement la stratégie politique de la structure économique; au contraire, il insistait sur la spécificité et l'autonomie du niveau socio-politique. Dans une lettre de 1928 à Préobrazhensky, par exemple, il soulignait que le processus politique ne pouvait pas être lié "par la logique abstraite" à sa base économique puisque "la luttte de classe et son expression politique, qui se développent sur les fondations économiques, **ont aussi leur propre** impérieuse logique de développement".[72] Or, c'est précisément cette "logique impérieuse" qui pousse la bourgeoisie nationale vers des positions réactionnaires et produit une profonde polarisation sociale qui divise les couches intermédiaires. C'est ainsi, d'après Trotsky, "qu'entre le régime de Kerensky et le pouvoir bolchevique, entre le Kuomintang et la dictature du prolétariat, il n'y a, il ne peut y avoir aucun régime intermédiaire, c'est-à-dire aucune dictature démocratique des ouvriers et des paysans".[73] L'expérience de 1917 verrouillait définitivement la porte contre le mot d'ordre de "dictature démocratique". "De sa propre main Lénine a inscrit sur cette porte : 'Condamnée'". Au cours de la Deuxième révolution chinoise, "le Comintern s'empara d'une formule écartée par Lénine pour ouvrir la voie à la politique de Plekhanov."[74]

68. Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, *Le Marxisme et l'Asie 1853-1964*, Paris 1965, pp. 342-344.

69. "Les tâches organisationnelles les plus importantes de notre parti sont la création d'une base prolétarienne et l'organisation des cellules d'usine dans les centres urbains. Mais en même temps, le développement de la lutte dans la campagne, la création de petites zones soviétiques et la naissance et la croissance d'une Armée rouge, sont aussi des conditions qui peuvent aider la lutte dans les villes et contribuer au progrès de la révolution. C'est pourquoi ce serait une très grande erreur que de renoncer à la lutte dans les villes et de retomber dans la mentalité de combattants de la guérilla rurale." (Cité dans Stuart Schram, *Mao Tse-toung*, Paris 1963, p. 233. Schram a publié la version originale de ce document (un rapport au Comité central du PCC, 5 avril 1929) qui diffère considérablement de sa réédition "officielle" abrégée de 1951.

70. Dans *Œuvres 21*, pp. 352-354 —[c'est moi qui souligne - ML.]

71. "Summary and Perspectives of the Chinese Revolution" (1928), *On China*, p. 303.

72. "Troisième lettre de Trotsky à Preobrajensky" (1928), in Broué, ed., *La question...*, p. 484 —[c'est moi qui souligne - ML.] Trotsky insistait aussi sur le fait que la dimension politique n'était pas identique à la base de classe. Cette distinction se dégage clairement de sa critique de l'idée de Radek selon laquelle l'enjeu fondamental de la "dictature démocratique" était les rapports de classe et non les institutions politiques. "Radek s'est 'détaché' des 'institutions politiques' au point d'oublier 'l'essentiel' de la révolution : qui la dirige, qui prend le pouvoir? La révolution, pourtant, est une lutte pour le pouvoir. C'est une lutte politique que les classes mènent non avec des bras nus mais au moyen 'd'institutions politiques' (les partis, etc.)", La révolution permanente", *De la révolution*, p. 312-313).

La thèse centrale de l'étapisme tel que prôné par Staline, Martynov et le CEIC —"l'idée ... de donner leur tour aux pays selon leurs divers degrés de développement, et leur distribuer à l'avance des *payoks*, des rations révolutionnaires"— fut critiquée par Trotsky comme de **l'évolutionnisme** vulgaire, auquel il opposait l'articulation dialectique des phases dans un processus de révolution permanente.[75] Tout en ne niant pas qu'il pût y avoir diverses étapes épisodiques au début d'une révolution, Trotsky soulignait qu'il ne pouvait pas y avoir d'étape démocratique complète et séparée, car "la victoire de la révolution démocratique n'est concevable que par la dictature du prolétariat qui se base sur l'alliance avec la paysannerie." Ce pouvoir prolétarien satisfait en premier lieu les exigences de la révolution démocratique, mais il est très rapidement contraint d'effectuer des incursions contre les rapports de propriété bourgeois —"la révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution *permanente*".[76] D'un point de vue logique métaphysique et abstrait, il est peut-être possible de distinguer deux étapes séparées; mais dans la logique réelle du processus révolutionnaire elles se combineront organiquement dans une totalité dialectique.[77] Comme Trotsky l'a écrit dans sa Préface au livre d'Isaacs sur la Chine, "les révolutions, on l'a dit plus d'une fois, ont leur logique propre . Mais ce n'est pas la logique d'Aristote, et encore moins la semi-logique pragmatique du 'sens commun'. C'est la fonction la plus haute de la pensée : la logique du développement et de ses contradictions, c'est-à-dire la dialectique."[78] En résumé, la théorie de Trotsky contient deux ensembles de propositions étroitement liées :[79]

(1) Une révolution prolétarienne peut se produire dans un pays arriéré avant un pays avancé; par ailleurs, cette révolution prolétarienne ne **suivra** pas l'achèvement de la révolution démocratique, mais la **précédera** et/ou se combinera avec elle. Sous direction prolétarienne (communiste) et avec le soutien de la paysannerie la révolution démocratique connaîtra une transcroissance en révolution socialiste.

(2) Une révolution démocratique radicale et conséquente n'est pas possible sous une direction non-prolétarienne (non-communiste). La paysannerie et/ou la petite-bourgeoisie ne sont pas capables de suivre une politique authentiquement indépendante et ne peuvent donc assumer la direction de la révolution . Par ailleurs, sous la direction de la bourgeoisie nationale une solution complète et authentique des tâches démocratiques est impossible.

Dans la Deuxième Partie, nous examinerons dans quelle mesure l'histoire du vingtième siècle a confirmé ou invalidé ces deux hypothèses qui constituent le cœur de la théorie de la révolution permanente.[80]

73. Ibid., p. 365
74. Ibid., p. 338; et "Révolution et guerre en Chine" (5 février 1938), *Œuvres 16*, p. 156.
75. "La révolution permanente", *De la révolution*, pp. 346-347, 339.
76. Ibid., pp. 366.
77. Ibid., pp. 334, 345.
78. "Révolution et guerre en Chine", *Œuvres 16*, p. 149.
79. Pour Trotsky, "la conquête du pouvoir par le prolétariat n'achève pas la révolution, mais ne fait que l'ouvrir", au niveau national tout autant qu'international. En outre, ce caractère permanent de la révolution socialiste, cette continuité du processus révolutionnaire après la prise du pouvoir, est valable pour les pays arriérés autant que pour les pays avancés. (Voir "La révolution permanente", *De la révolution*, pp. 255-256.) Malheureusement, cette hypothèse très fertile et suggestive n'est pas soulignée ou développée par lui autant que les deux autres dimensions de la théorie, et elle reste assez marginale dans son ouvrage, *La Révolution permanente*. Cependant, on peut dire que cette conception est présente implicitement dans *La Révolution trahie* (1936) où Trotsky examine comment la dégénérescence bureaucratique en Russie a paralysé le processus de transformation socialiste et comment la doctrine du socialisme dans un seul pays est devenue la rationaliation idéologique de cette pratique réactionnaire en proclamant que le socialisme avait déjà été établi.
80. Il existe deux autres interprétations de "la révolution permanente" attribuée à Trotsky par ses critiques, principalement mais pas exclusivement les staliniens; la première, l'idée que la révolution est possible à tout moment partout (une "possibilité permanente" *hic et nunc*); et la seconde, le principe que la révolution doit se produire en même temps dans le monde entier. Il est inutile de souligner qu'aucun écrit de Trotsky ne comporte la moindre ressemblance à ces thèses fantaisistes.

Chapitre II

Tentative de bilan historique

L'idée de révolution permanente n'apparaît dans les écrits de Marx et Engels qu'à l'état de chrysalide, comme série d'intuitions géniales mais non systématisées, qui furent largement ignorées dans la codification du marxisme par la Deuxième Internationale. C'est à Trotsky qu'il revint d'élaborer, dans *Bilan et Perspectives*, la première conceptualisation cohérente et opérationnelle d'une problématique permanentiste rigoureusement fondée sur une théorie historique et une analyse socio-économique globalisantes. Cette perspective de Trotsky, nous l'avons vu, marqua une percée théorique et politique capitale. Elle offrait, en particulier, une alternative radicale à l'interprétation du marxisme qui avait cours dans la plus grande partie du mouvement socialiste avant 1917, interprétation économiste, teintée d'évolutionnisme vulgaire, dont le corollaire stratégique empreint d'un mécanisme pré-dialectique, était la théorie des étapes. Cette stratégie permanentiste n'eut le dessus que de 1917 à 1923, au plus fort de la vague révolutionnaire, lorsqu'elle guida les activités pratiques du Parti bolchevique et du Comintern. Après la mort de Lénine, une nouvelle variété d'étapisme collant bien à la *realpolitik* à courte vue qui régissait de plus en plus la pensée de la bureaucratie soviétique, devint la doctrine officielle. Appliquée intégralement et avec esprit de suite, cette variante de l'étapisme élaborée par Staline conduisit invariablement le mouvement ouvrier à des défaites tragiques; seuls les partis communistes qui transgressèrent en pratique les limites officielles, et suivirent implicitement une ligne permanentiste connurent la victoire. Les forces qui s'appuyèrent sur la théorie de la révolution permanente de Trotsky, restèrent quant à elles trop petites pour soutenir la concurrence et apparaître aux yeux des masses comme une alternative réelle. (Une histoire de la Quatrième Internationale fondée par Trotsky en 1938 et de ses efforts pour gagner les masses des pays coloniaux et semi-coloniaux nous emmènerait au-delà des limites de cet ouvrage.)

Les désastres de l'étapisme

Les désastres de l'étapisme ont fourni les "preuves négatives", pourrait-on dire, de la théorie de la révolution permanente. Sans faire une analyse historique systématique de toutes les conjonctures où l'étapisme stalinien a joué un rôle destructeur, il est utile d'en rappeler brièvement quelques exemples notoires.

L'Espagne fut probablement, entre les deux-guerres, le pays d'Europe qui reproduisait de plus près les traits structuraux de la Russie de la fin des Romanov : des rapports de production semi-féodaux à la campagne, des minorités nationales opprimées, un appareil d'Etat autoritaire, et un prolétariat concentré et combatif dans les grands centres urbains (Madrid, Séville et Barcelone) et les régions minières (Asturies). Dès 1931, cependant, le Comintern insista sur le caractère forcément "bourgeois-démocratique" de la révolution espagnole imminente, et dénonça "l'anarchisme petit-bourgeois" des secteurs de la classe ouvrière espagnole qui "s'exprimait par une tendance à faire fi de l'étape de la révolution bourgeoise-démocratique".[1] En 1936, le Comintern ajouta que le Front populaire était l'expression concrète de cette lutte pour l'achèvement de la révolution démocratique-bourgeoise. Dans une remarquable étude sur cette période, Fernando Claudín, ancien dirigeant du PCE, montre comment "l'équipe endurcie du Comintern établie en Espagne" (Togliatti, Codovilla, Geröe, etc.) et "l'équipe également endurcie de conseillers militaires et politiques soviétiques" n'avaient, pour difficile tâche, "rien moins que de forcer la révolution prolétarienne à rentrer dans le cadre bourgeois démocratique qu'elle 'n'aurait jamais dû' quitter.... Pour commencer, il leur fallut nier la réalité anti-bourgeoise de la révolution, afin que leur action visant à restaurer la réalité bourgeoise apparaisse autrement que sous son vrai jour".[2] Comme on le sait, cette équipe soviéto-cominternienne appuyée par le PCE ne réussit que trop bien à remplir la tâche ardue qu'on lui avait confiée. On peut dire que fin 1937, la "réalité bourgeoise" avait été restaurée et tous les partisans de la révolution socialiste —trotskystes, communistes de gauche du POUM, anarchistes de la CNT et *caballeristes* du PSOE— battus politiquement (et, dans certains cas, liquidés physiquement). Un an et quelques mois plus tard, les légionnaires de Franco entraient à Madrid....

On peut trouver d'autres exemples des résultats désastreux de l'étapisme en Amérique latine; en effet, nul autre continent ne peut se prévaloir d'un mouvement communiste qui ait appliqué la "ligne générale" étapiste du Comintern stalinisé aussi rigoureusement. Mais, cette adhésion rigide et flagorneuse à la doctrine stalinienne ne devint la règle qu'assez tard; durant les années vingt et le début des années trente, certains des plus importants dirigeants communistes latino-américains refusèrent d'accepter la nouvelle orthodoxie et sympathisèrent même avec l'Opposition de Gauche. José Carlos **Mariategui**, par exemple, le foundateur du Parti communiste péruvien (1928) et l'un des théoriciens marxistes latino-américains les plus originaux, écrivit en 1927 : "Il n'existe pas aujourd'hui, et il n'a jamais existé au Pérou de bourgeoisie progressiste de sensibilité nationaliste".[3] Sans remettre en cause la justesse de la stratégie du Comintern en Chine, il refusa d'appliquer la même orientation dans les Amériques. Il était, en fait, convaincu qu'à "l'Amérique du Nord capitaliste, ploutocratique et impérialiste, on ne pouvait opposer qu'une Amérique latine (ou ibérique) socialiste.... Les pays latino-américains étaient

1. Togliatti (Ercoli), "Sulle particularità della rivoluzione spagnola" (1936), *Sul movimento operaio internazionale*, Rome 1964, p. 196.
2. Fernando Claudín, "Spain—The Untimely Revolution," *New Left Review* 74 (July-August 1972), p. 16.
3. *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana* (1928), Santiago de Chile 1955, p. 29.

entrés trop tard dans la concurrence capitaliste... [et] le destin de ces pays dans l'ordre capitaliste était celui de simples colonies.... La révolution latino-américaine serait... purement et simplement une révolution socialiste. A ce terme, on pourrait ajouter, selon les circonstances, tous les adjectifs qu'on voudrait : 'anti-impérialiste', 'agraire', 'nationaliste-révolutionnaire'. Le socialisme les impliquait tous, les précédait tous et les incorporait tous".[4] Des positions semblables étaient défendues à la même époque par Julio Antonio **Mella**, le fondateur et principal idéologue du Parti communiste cubain, jusqu'à son assassinat par les sbires du dictateur cubain Machado, en 1929. Mella expliquait que "la libération nationale complète ne pouvait être obtenue que par le prolétariat au moyen d'une révolution ouvrière", et il refusait de passer des alliances avec la bourgeoisie nationale ("ce traître classique de tous les mouvement nationaux pour l'émancipation véritable").[5] Ces conceptions ne restèrent pas purement théoriques : elles fournirent l'impulsion stratégique au soulèvement révolutionnaire de 1932 au Salvador —seule insurrection armée de masse dirigée par un Parti communiste dans l'histoire de l'Amérique latine. Le but de ce mouvement, d'après les documents et les manifestes du Parti, était l'établissement d'un gouvernement des soviets de travailleurs, de soldats et de paysans afin de poursuivre la "destruction implacable de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme".[6]

Cependant, après le milieu des années trente, il n'y eut guère plus de dissidents à la direction des Partis communistes latino-américains et l'adhésion monolithique à la "ligne générale" devint la règle dans tout le continent. La plus importante expérience historique qui résulta de cette orientation fut probablement le **Front populaire chilien**, coalition gouvernementale des Partis communiste, socialiste et radical qui dura presque une dizaine d'années (1938-1947). D'après Carlos Contrera Labarca, secrétaire général du PC chilien, ce front fut possible parce que le parti avait abandonné la position gauchiste sectaire de 1932 qui s'était exprimée "dans des mots d'ordre prématurés qui cherchaient à sauter par-dessus l'étape démocratique-bourgeoise de la révolution". Il définit le Front populaire de 1938 comme "une large alliance de classes", comprenant "certains secteurs de la bourgeoisie chilienne qui peuvent et doivent être gagnés à la libération nationale par une politique progressiste et démocratique"; il soulignait par ailleurs que le front devait, si possible, être élargi à "d'importants secteurs des partis de droite qui avaient eu des moments d'hésitation... en les invitant à entrer dans le mouvement populaire avec l'assurance que leur désir d'ordre, de progrès et de démocratie serait satisfait".[7] Pendant les dix années du Front populaire, le Parti radical, étroitement contrôlé par les grands propriétaires terriens et des secteurs de la bourgeoisie, maintint son hégémonie en dressant les autres partis les uns contre les autres. Finalement, en 1947, les communistes furent exclus du gouvernement, le PCC formellement interdit et des centaines de ses militants emprisonnés. Quel jugement peut-on porter sur les réalisations de cette "large alliance de classe"? D'après James Petras, le Front populaire avait créé une infrastructure industrielle et accru le rôle du gouvernement dans le processus de développement, mais "ces changements avaient tendu à élever le statut et augmenter la fortune et le pouvoir des classes supérieure et moyenne aux dépens des ouvriers et des paysans. La politique de Front populaire avait affaibli la gauche.... Les partis de droite étaient sortis politiquement, socialement et économiquement plus forts que jamais de ces dix années de coalition entre la classe ouvrière et la bourgeoisie".[8]

Dans les autres pays d'Amérique latine, les Partis communistes ne réussirent pas à constituer des Fronts populaires dotés d'une quelconque substance. Mais ils n'en défendirent pas moins leur primauté stratégique. Dans un discours de 1936, par exemple, le dirigeant communiste cubain Blas Roca reprit l'avertissement que Staline avait lancé en 1925 contre toute sous-estimation de l'alliance entre la classe ouvrière et la bourgeoisie "révolutionnaire". Roca fit remarquer qu'à **Cuba** "toutes les couches de notre population, du prolétariat à la bourgeoisie nationale, fraternellement unies par leur intérêt commun de libérer le pays, peuvent et doivent constituer un vaste front populaire contre l'oppresseur étranger".[9] Qui devait être le représentant politique de cette bourgeoisie nationale progressiste? Après quelques années d'hésitation, les communistes cubains décidèrent que c'était un certain colonel Batista et nouèrent une alliance politique avec lui qui dura de 1939 à 1944.

Il faut bien comprendre que cette orientation étapiste des communistes latino-américains s'est maintenue avec constance au travers des divers tournants tactiques opérés par la direction soviétique du Comintern. Il est instructif, à cet égard, de noter combien le cadre stratégique sous-jacent est resté intact par delà les glissements tactiques "à droite" ou "à gauche". Voici quelques exemples de ses versions "modérées" et "radicales":

(1) La "modération" et la collaboration de classe communiste ont atteint des nouveaux sommets à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, en novembre 1945, le journal officiel du Parti **mexicain** développait la thèse suivante : "Le but de développer le capitalisme au Mexique est un objectif révolutionnaire parce qu'il signifie le développement de l'économie nationale... la disparition des vestiges semi-coloniaux et la conclusion de la réforme agraire, le développement démocratique et général du pays aussi loin que le permet une révolution agraire anti-impérialiste". D'après cet article, les mesures proposées par le Parti communiste "sont, comme la réforme agraire, des mesures bourgeoises correspondant au but de permettre le développement d'un capitalisme mexicain qui puisse industrialiser le pays et le libérer de l'intervention impérialiste...."[10] Cette conception, et les idées analogues défendues par d'autres Partis communistes latino-américains, n'est même pas menchevique dans son essence; elle évoque, au fond, le "marxisme légal" de Peter Struve, élaboré comme programme du "capitalisme progressiste russe au début du vingtième siècle".[11]

(2) Bien que contraints à un **tournant gauche** (en particulier vis-à-vis de l'impérialisme américain) par le déclenchement de la Guerre froide en 1947 -1948, les communistes latino-américains gardèrent leurs conceptions étapistes. L'illustration la plus dramatique en fut le **Guatemala** au début des années cinquante —la plus importante expérience de gauche à l'époque. Le gouvernement de coalition du Colonel Arbenz, composé de populistes et de communistes, avait décidé d'appliquer une réforme agraire qui inclurait l'expropriations des grands domaines de la société américaine United Fruit. Pour les communistes du Partido Guatemalteco del Trabajo (PGT) le but principal de cette réforme était de parachever, en alliance avec la bourgeoisie nationale, les tâches de l'étape bourgeoise démocratique du développement guatémaltèque. Dans son rapport au deuxième congrès du PGT (décembre 1952), le secrétaire général, J. M. Fortuny, annonça : "Nous, communistes, reconnaissons qu'en raison de ses conditions particulières le développement du Guatemala devra pendant encore longtemps se faire dans un cadre capitaliste".[12] Dans la conception du PGT, donc, les Forces armées étaient les représentantes d'une bourgeoisie nationale "progressiste et anti-impérialiste", et le parti rejeta les propositions d'armer les ouvriers et les paysans comme rien moins que des "manœuvres de la réaction interne visant à opposer le front ouvrier et paysan aux Forces armées." Fortuny insista tout particulièrement sur sa confiance "dans les sympathies progressistes des officiers et commandants de l'Armée".[13] En juin 1954, une armée de mercenaires financée par la United Fruit et commandée par le colonel Castillo Armas, envahit le Guatemala et renversa Arbenz. Inutile de dire que les forces armées "progressistes" se rallièrent à Armas, interdirent le PGT et établirent une dictature fondée sur la terreur blanche qui a survécu jusqu'à ce jour.

En Asie, les dégâts à mettre au compte des illusions étapistes furent d'une envergure encore plus tragique; en effet, la destruction du Parti communiste **indonésien** (PKI) en 1965 apparaît aujourd'hui encore comme la plus grande défaite subie par le mouvement ouvrier international depuis la guerre. Il faut se rappeler que le PKI était le plus grand mouvement communiste des pays capitalistes et le troisième Parti communiste du monde (dépassé uniquement par les partis soviétique et chinois). Ce parti de masse de trois millions de membres organisait une périphérie d'environ dix million de personnes au travers de syndicats, d'associations paysannes et de mouvements de masse divers. Malgré ses immenses ressources, le PKI apporta un appui inconditionnel quasiment sans faille au régime bonapartiste bourgeois de Soekarno. Aidit, le président du PKI, expliquait cette politique en soulignant que "la révolution indonésienne en est à l'heure actuelle à son étape démocratique bourgeoise et non à son étape socialiste et prolétarienne".[14] Il indiquait en outre que confondre les deux étapes de la révolution indonésienne était "démagogique, subjectif et réactionnaire", et que "l'étape socialiste ne pouvait être réalisée sans le parachèvement préalable de l'étape démocratique-nationale".[15] De façon tout à fait classique, cette étape démocratique devait être mise en œuvre par "un bloc de quatre classes", comprenant la bourgeoisie nationale indonésienne, les forces conservatrices musulmanes, les nationalistes de Soekarno et le PKI. Dans un discours devant des dirigeants communistes chinois en 1963, Aidit peignit un tableau resplendissant des succès de cette alliance : "Nous avons maintenant collaboré avec la bourgeoisie indonésienne depuis presque dix ans, et les forces révolutionnaires ont grandi régulièrement... tandis que les forces réactionnaires ont connu échec après échec."[16] Bien que les Soviétiques aient exprimé leur soutien à la stratégie du PKI à maintes reprises, ce dernier avait tissé ses liens fraternels les plus étroits avec les Chinois, et ce sont les écrits de Mao sur la "Nouvelle Démocratie" qui lui fournirent l'inspiration principale de sa ligne de collaboration de classe. Il existait cependant une différence capitale entre la Nouvelle Démocratie telle qu'elle avait été appliquée dans les contextes chinois et indonésien : **le PKI n'avait pas d'armée rouge.** Certes, le PKI avait commencé à organiser une armée rouge en 1945, mais il l'avait dissoute peu après et, dans les années qui suivirent, le PKI avait renié cette déviation "sectaire et gauchiste". Comme M. H. Lukman, deuxième secrétaire du PKI l'expliqua, "face à la propagande des réactionnaires, nous avons pensé qu'il était nécessaire d'affirmer la possibilité d'un passage au socialisme par les moyens pacifiques".[17] En réalité, Soekarno tirait l'essentiel de son pouvoir de sa capacité à louvoyer à la manière d'un Bonaparte entre les camps de classe du

---

4. Mariategui, "Carta collectiva del grupo de Lima" (1929), *El proletariado y su organización*, Mexico 1970, pp. 119-120. La ressemblance entre les positions de Mariategui et celles de Trotsky est frappante. Mariategui n'a pas ouvertement soutenu Trotsky contre Staline, mais dans un article écrit en 1928, c'est-à-dire après que Trotsky ait été exclu du parti et exilé en Asie centrale, il qualifia la défaite de ce dernier de "temporaire" et le présenta comme "un des critiques les plus ouverts et les plus lucides de notre temps". (Voir Mariategui, "Trotsky y la opposición communista" (1928), *El Proletariado*, p. 33).

5. Julio Antonio Mella, "Que es el APRA?" (1928), *Ensayos revolucionarios*, Havana 1960, pp. 23-24. Exilé au Mexique, Mella adhéra au Parti communiste de ce pays mais se heurta à sa direction qui l'accusa de tendances trotskystes. Voir Bernardo Claraval, *Cuando ful communista*, Mexico 1944, p. 49.

6. Cf. Roque Dalton, "Miguel Marmol : El Salvador 1930-1932", *Pensamiento Crítico*, 48 (janvier 1971), p. 102; et T. P. Anderson, *Matanza, El Salvador's Communist Revolt of 1932*, Lincoln, Nebraska 1971, p. 68.

7. Carlos Contreras Labarca, "The People of Chile Unite to Save Democracy", *The Communist*, XVII, (11 novembre 1938), pp. 1037-1038.

8. James Petras, *Politics and Social Forces in Chilean Development*, Berkeley and Los Angeles 1970, p. 132. On peut se faire une idée de la démoralisation du mouvement ouvrier au fait que lorsque les partis communiste et socialiste décidèrent enfin d'arrêter de se quereller et de s'unir dans un front électoral en 1952, leur candidat commun, Salvador Allende, ne reçut que 6% des suffrages.

9. Cité par Saverio Tutino, *L'ottobre cubano*, Milan 1968, p. 148.

10. Carlos Sanchez Cardenas, "La revolución mexicana y el desarollo capitalista de México", *La Voz de México* (20 novembre 1945), p. 1.

11. Il est assez révélateur que, dans son livre sur le Mexique, l'historien soviétique Anton Shulgovsky fasse précisément une comparaison entre le "marxisme légal" et l'idéologie de Lombardo Toledano, alors dirigeant des syndicats mexicains et politiquement très proche des communistes mexicains. Voir A. Shulgovsky, *México en la encrucijada de su historia*, Mexico 1969, p. 414.

12. José Manuel Fortuny, *Relatorio sobre la actividad del Comité Central al Segundo Congreso del Partido*, Guatemala 1952.

13. Manuel Pinto Usaga, *Guatemala, apuntes sobre el movimiento obrero*, 1954, p. 15. Dans une auto-critique écrite en 1955, le PGT reconnaît qu'il "n'a pas suivi une ligne suffisamment indépendante vis-à-vis de la bourgeoisie démocratique", et qu'il a "contribué à semer des illusions sur l'armée". Le PGT continua cependant à prôner un bloc avec la bourgeoisie nationale et la lutte pour une "révolution démocratique et patriotique". Voir Comisión Política del PGT, *La intervención norte-americana en Guatemala y el derrocamiento del regimen democrático*, 1955, pp. 31-32, 42.

14. D. N. Aïdit, *The Indonesian Revolution and the Immediate Tasks of the Indonesian Communist Party*, Peking 1965, p. 15.

15. Aidit, *The Indonesian Revolution, Its Historical Background and Its Future*, Djakarta 1964, p. 77.

16. Aidit, *The Indonesian Revolutiona and the Immediate Tasks*, pp. 82-83.

17. M. H. Lukman, *About the Constitution*, Djakarta 1959, p. 26. Voir aussi T. Soedarso, "Lessons from a Defeat", *The Catastrophe in Indonesia*, New York 1966.

PKI et de l'armée. En octobre 1965, ce précaire équilibre se désintégra et Soekarno fut déposé par l'armée. Celle-ci lança, avec l'appui de groupes civiques fanatiques musulmans, une campagne de massacres contre le PKI et ses partisans auprès de laquelle la défaite de la Commune de Shanghai en 1927 apparaît comme un épisode mineur. La plupart des estimations s'accordent pour affirmer que près de 500 000 personnes, y compris toute la direction du PKI, furent massacrées, tandis que des centaines de milliers d'autres "suspects" furent déportés dans des camps de concentration. Seize ans plus tard, des dizaines de milliers d'Indonésiens démocrates ou de gauche languissent encore dans cet immense Archipel du Goulag capitaliste.

Enfin, l'exemple le plus récent de la déprimante chaîne de désastres qu'il faut attribuer aux stratégies étapistes est, évidemment, le coup d'Etat au **Chili** en 1973. Le Parti communiste chilien, malgré le fiasco du précédent Front populaire dans ce pays, continua de prôner indéfatigablement la démarche étapiste. Son secrétaire général, Luis Corvalan, s'était déjà distingué par une dure polémique contre la ligne de la conférence de l'OLAS de La Havane de 1967, où il rejetait avec véhémence la possibilité d'une révolution socialiste en Amérique latine et insistait sur la nécessité de passer par une étape "anti-oligarchique et anti-impérialiste". A la veille de la victoire électorale de l'Unidad Popular, le quatorzième congrès du Parti chilien (novembre 1969) réaffirmait solennellement ces principes. Corvalan s'en prit tout particulièrement aux positions "farfelues" et "non-scientifiques" des secteurs de la gauche (surtout le MIR, les trotskistes et la gauche du Parti socialiste) qui cherchaient à mettre en œuvre une révolution socialiste plutôt que de concentrer les efforts (comme le PCC le réclamait) sur "les transformations anti-oligarchiques et anti-impérialistes".[18] Cette stricte conformité au schéma formaliste des étapes fut appliquée avec constance par le PCC : recherche d'un rapprochement avec le Parti démocrate-chrétien, retour à la bourgeoisie nationale des entreprises saisies par les ouvriers (en riposte au lock-out patronal d'octobre 1972), et confiance intrépide dans la loyauté des forces armées au système parlementaire....

C'est bien sûr la direction soviétique qui continue d'être la source principale des formulations officielles de l'étapisme qui ont cours dans le mouvement communiste des pays capitalistes périphériques. Sans toutefois abandonner les prémisses fondamentales de la doctrine élaborées par Staline dans les années vingt, la production théorique soviétique a connu divers tournants au cours du dernier demi-siècle. Le plus récent de ces schémas, élaboré par d'éminents académiciens soviétiques à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, est la théorie de **"la voie non-capitaliste"**, désormais ligne orthodoxe pour les pays dits "en voie de développement". C'est probablement le Professeur R. A. Ulyanovksy qui a proposé cette théorie le premier, mais son développement et son élaboration sont principalement le fruit des efforts de V. G. Solodovnikov, Directeur de l'Institut de l'Afrique de l'Académie des Sciences soviétique. D'après Solodovnikov, le "développement non-capitaliste vers le socialisme" est la voie des Etats "nationaux-démocratiques" comme l'"Egypte, la Syrie, l'Algérie, l'Irak, le Congo, la Guinée, la Somalie, la Birmanie et d'autres où il existe "une dictature démocratique du peuple révolutionnaire". Cette démocratie nationale "représente principalement les intérêts de la bourgeoisie nationale, de l'intelligentsia radicale, de la paysannerie et du prolétariat" (version à peine modifiée du bloc des quatre classes). Le fait que cette "dictature démocratique" soit fréquemment la dictature autoritaire et notoirement anti-démocratique des forces armées, ne semble pas troubler outre mesure l'académicien soviétique : "l'intelligentsia militaire est la force anti-impérialiste la mieux organisée. Pour résister à la pression des impérialistes et des classes exploiteuse en général, l'intelligentsia militaire démocratique prend le pouvoir politique dans ses propres mains...."[19]

Bien que le terme "non-capitaliste" introduise une certaine ambiguïté, cette théorie est manifestement dans la continuité de l'étapisme classique. D'après Solodovnikov, par exemple, "à l'heure actuelle" les Etats démocratiques nationaux "ne peuvent s'attaquer à ... la liquidation complète de toutes les classes exploiteuses et ... à la construction du socialisme". La mission historique de la démocratie nationale est de préparer "les préconditions politiques, économiques et sociales pour une transition plus poussée vers la construction de la société socialiste", de "créer les bases matérielles ... à la reconstruction socialiste future de l'économie". Bien que ces "préconditions" et ces "bases" ne soient jamais expliquées concrètement, leur absence est considérée comme une justification suffisante de l'impossibilité d'une transformation socialiste de ces pays à l'étape actuelle.[20] Quel sens attribuer dans ce contexte au terme-clef "non-capitaliste"? Solodovnikov lui-même concède que les pays concernés "ne se sont pas complètement arrachés au système de l'économie capitaliste mondiale"; qu'ils ont une "économie mixte" (comportant des secteurs étatique, capitaliste national et capitaliste étranger), et que les classes exploiteuses n'ont pas été abolies. Le seul véritable argument mis en avant par Solodovnikov pour classer ces Etats comme "non-capitalistes" est l'importance du secteur contrôlé par l'Etat, qui constitue à son avis "la base économique du développement non-capitaliste". Or, le principal exemple qu'il évoque — l'Egypte— ne saurait démontrer la fragilité de sa thèse avec plus d'ironie. Les massacres de communistes en Irak sont également un triste commentaire sur la nature véritable de cette soi-disant "dictature démocratique du peuple révolutionnaire". Mais, les exigences de la diplomatie soviétique, malgré les contradictions énormes qu'elles n'arrêtent pas d'accumuler, continueraont à faire découvrir de nouvelles "démocraties nationales non-capitalistes" —l'Egypte et la Somalie quittent la scène, l'Ethiopie y rentre, et ainsi de suite.

18. Luis Corvalán, *Camino de victoria*, Santiago 1971; and Carlos Corda, *El leninismo y la victoria popular*, Santiago 1971, pp. 111-112.
19. V. G. Solodovnikov, *The Present Stage of the Non-Capitalist Development in Asia and Africa*, Budapest 1973, pp. 13-21.

20. Ibid., pp. 13, 26.

Dynamique politique des révolutions du Tiers Monde

Au contraire, la théorie de la révolution permanente a largement permis de prédire, d'expliquer et d'éclairer le leitmotiv du vingtième siècle : la révolution sociale dans les pays capitalistes périphériques. Elle est en cela, à notre avis, une clef décisive pour la compréhension de notre époque. Ce qui s'est produit en Russie, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam et à Cuba a correspondu de près à la thèse centrale de Trotsky : la possibilité d'une révolution ininterrompue et combinée (démocratique/ socialiste) dans un pays "arriéré", dépendant ou colonial. Le fait que, dans l'ensemble, les dirigeants des mouvements révolutionnaires d'après octobre n'aient pas reconnu le caractère "permanent" de ceux-ci, ou ne l'aient fait qu'a posteriori et dans une terminologie différente, n'enlève rien au caractère nettement permanentiste de ces révolutions. On aurait du mal à faire entrer le déroulement concret du processus révolutionnaire global dans le moule des modèles étapistes rigides de Plekhanov ou de Staline; le dogme de la révolution démocratique nationale comme étape nécessaire et antérieure à la transformation anti-capitaliste est trop étroit et rigide pour contenir les turbulents mouvements de l'histoire réelle.

Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'il n'y ait eu aucunes "phases" ou **moments** dans le processus révolutionnaire. Trotsky lui-même écrivait dans *La révolution permanente* : "Quelles que soient les **premières étapes épisodiques** de la révolution dans les différents pays... la **victoire** de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, **en premier lieu,** les tâches de la révolution démocratique".[21] Si l'on examine la dynamique des diverses révolutions mentionnées ci-dessus, on trouve aisément de telles "étapes épisodiques", en particulier en Russie (de février à octobre 1917) et à Cuba (de janvier 1959 à l'été 1960); mais la "victoire" de la révolution démocratique (c'est-à-dire la pleine réalisation de ses tâches) ne s'est accomplie qu'au moyen de la dictature du prolétariat, ou, plus précisément, au moyen d'un pouvoir d'Etat révolutionnaire qui représentait politiquement le prolétariat. En Yougoslavie, en Chine et au Vietnam, la révolution s'est faite d'emblée sous la direction de partis communistes, et s'est attelée durant sa première période —qui a duré de quelques mois (en Yougoslavie) à quelques années (en Chine)— à la solution des tâches démocratiques urgentes. Mais il ne s'agissait pas là "une étape démocratique" dans les termes du scénario étapiste traditionnel, puisque ces réformes étaient inséparablement ("chimiquement" et pas seulement mécaniquement) combinées aux mesures socialistes mises en œuvre par les partis prolétariens détenant le pouvoir d'Etat.

La question des possibilités de réussite des révolution démocratiques-bourgeoises au vingtième siècle est à la fois plus controversée et plus ambiguë. L'ambiguïté découle en partie de la question elle-même : qu'est-ce qui définit une solution "complète" des tâches démocratiques-bourgeoises? La distinction entre une solution limitée et une solution complète se prêtant à diverses interpétations et évaluations, il est très difficile de tirer une réponse nette, rigoureuse et incontestable des données historiques examinées au chapitre 5.[22] Certains auteurs prétendent par exemple que le développement du capitalisme dans l'agriculture est équivalent à une solution bourgeoise de la question agraire. Mais cela est évidemment absurde : à preuve, tous les chercheurs marxistes du Mexique s'accordent aujourd'hui pour dire que l'agriculture du Mexique durant les vingt dernières années de la dictature de Diaz était largement capitaliste.[23] Or, si cela avait "résolu" la question agraire, on se demande pourquoi des millions de paysans se seraient soulevés entre 1911 et 1919 dans une des plus gigantesques explosions sociales du siècle. En réalité, le simple remplacement des rapports de production pré-capitalistes par l'exploitation capitaliste tend plutôt à intensifier, dans la plupart des configurations du Tiers Monde, les contradictions latentes de la société rurale, en accélérant la polarisation entre les pauvres sans-terres et les grands propriétaires terriens capitalistes.

Si l'on adopte le critère des réalisations à long-terme des grandes révolution bourgeoises de l'histoire (comme Trotsky l'avait implicitement fait), il ne semble pas déraisonnable de conclure qu'**aucune** des révolutions ou "semi-révolutions" bourgeoises des pays capitalistes périphériques non-européens n'a encore réussi à trouver de solution à la fois stable et complète **aux trois** types de tâches démocratiques nationales **à la fois.**[24] Comme Ernest Mandel l'a récemment suggéré, l'épreuve décisive de cet aspect de la théorie de la révolution permanente consiste à savoir si un pays dépendant est devenu au travers de ses processus de développement réellement "mûr" pour une révolution **purement socialiste** du même type que celle qui est à l'ordre du jour dans les sociétés capitalistes avancées. "Y-a-t-il un pays capitaliste dépendant, ou une ancienne colonie, qui ait connu une transformation socio-économique telle, que les tâches auxquelles doit s'attaquer le prolétariat de ce pays soient essentiellement identiques à celles auxquelles le prolétariat de pays comme l'Allemagne, la France, la Grande Bretagne ou les Etats-Unis doivent s'affronter? Une fois la question posée de cette manière, la réponse devient évidente. Il n'existe pas de tel pays et il n'y a aucune raison de penser qu'il y en aura".[25] En même temps, cependant, il ne faut pas oublier que même la très "classique" Révolution française n'a pas immédiatement donné naissance à une démocratie bourgeoise stable : cette tâche historique n'a été réalisée que quatre-vingt ans plus tard avec

21. "La révolution permanente", *De la révolution*, pp. 364-365.
22. Voir le chapitre 5 du livre anglais, "The Unfinished Bourgeois Revolutions", qui examine les cas du Mexique, de l'Algérie, de l'Inde, de l'Egypte, du Venezuela et de la Turquie comme exemples soit de révolutions populaires interrompues, soit de demi-révolutions par en haut.
23. Voir Adolfo Gilly, Arnaldo Dordova, Armando Bartra, Manuel Aguilar Mora, et Enrique Semo, *Interpretaciones de la revolución mexicana*, Mexico 1980.

24. Même les critiques non-marxistes de Trotsky sont prêts à concéder cet argument : "Qu'en réalité, la bourgeoisie de ces pays sous-développés, dépendante sur le capital étranger et peu dévouée à la cause nationale, ne remplirait pas ses "tâches historiques" — cet aspect de la théorie de Trotsky a été en fait entièrement confirmé par l'expérience. C'est lui, et non les mencheviques ou même Lénine, qui avait raison sur cette question.... Que la révolution bourgeoise doive désormais être accomplie sans la direction de la bourgeoisie des nations sous-développées, et souvent en opposition directe à celle-ci — c'est là une affirmation qui s'est avérée être une réalité de notre temps". (Irving Howe, *Trotsky*, Londres 1978, p. 35.)
25. *Revolutionary Marxism Today*, Londres 1979, pp. 88-89.

l'établissement de la Troisième République en 1870-1871. Poussant plus loin, si l'on examine les cas de l'Italie et du Japon, on découvre que non seulement la réalisation de la démocratie, mais aussi la solution de la question agraire n'ont été achevées que soixante-dix à quatre-vingt ans (et deux guerres mondiales) après l'inauguration des "demi-révolutions" par en haut. Ne se pourrait-il pas, alors, que certains pays du Tiers Monde se trouvent à mi-chemin d'une longue marche vers une solution étalée dans le temps de leurs tâches démocratiques-bourgeoises? Quoique on ne puisse écarter a priori une telle possibilité, celle-ci ne semble pas très probable, en particulier parce que le processus de "semi-industrialisation" des pays du Tiers Monde les plus avancés semble avoir accru plutôt que réduit leur dépendance sur l'impérialisme.[26]

Néanmoins, ce que la documentation historique examinée au chapitre 5 démontre bien, c'est qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des révolutions ou demi-révolutions bourgeoises ou petites-bourgeoises à accomplir d'importantes réformes et à établir des régimes relativement stables —et même, dans certains cas, des Etats parlementaires stables— jouissant d'un degré considérable d'autonomie politique et économique. Pour faire une analogie : Lénine a mis ses partisans en garde à de nombreuses reprises contre toute complaisance révolutionnaire qui aurait voulu que les réformes de Stolypine fussent condamnées, insistant au contraire qu'elles pourraient en fait donner une nouvelle vie au tsarisme. On pourrait lancer un avertissement semblable au sujet des Stolypines contemporains du Tiers Monde. La thèse qui voudrait que la bourgeoisie des pays capitalistes périphériques soit incapable d'appliquer des réformes démocratiques, ou d'établir une stabilité socio-politique relative par la démagogie populiste, est une recette pour la passivité confortable et le fatalisme. Pourquoi chercher à empêcher ce qui ne se produira de toute façon jamais? Une évaluation plus sobre des potentialités des directions bourgeoises et petites-bourgeoises arme les révolutionnaires d'une compréhension plus active de leur rôle dans la bataille pour **empêcher** une stabilisation bourgeoise ainsi que de la détermination énergique de ne pas compter sur les événements mais de lutter avec créativité pour un avenir **alternatif.**

Trotsky lui-même, dans sa polémique de 1908 contre le menchevique Cherevanin[27], insistait sur le fait que le caractère bourgeois ou prolétarien de la révolution russse ne pouvait être déterminé a priori. "On ne peut évidemment répondre qu'au conditionnel à la question de savoir quelle étape la révolution russe atteindra". Une telle perspective "conditionnelle" —intrinsèque à la théorie de la révolution permanente— est à l'opposé du fatalisme mécanique, même lorsque ce fatalisme est "optimiste" quant à l'issue inévitable (vision qui était celle de la Deuxième Internationale au début du siècle). En fait, du point de vue de la théorie de la révolution permanente, la reconnaissance de la possibilité que des forces bourgeoises établissent une hégémonie durable sur les masses populaires grâce à des réformes démocratiques nationales, est l'incitation la plus vive à une compréhension juste de l'**urgence** de prévenir cette issue par une lutte incessante pour l'hégémonie prolétarienne. Une telle démarche, tout en reconnaissant la capacité des régimes bourgeois (ou petit-bourgeois ou "bonapartistes") à appliquer des réformes significatives, n'appelle pas le prolétariat à soutenir la direction bourgeoise ou à l'aider à réaliser ses tâches. Au contraire, la stratégie de la révolution permanente implique que les marxistes apprennent à profiter de toutes les hésitations et incertitudes de la bourgeoisie pour conquérir la direction des masses populaires/paysannes et faire avancer le processus révolutionnaire de façon ininterrompue vers des objectifs socialistes. Autrement dit, une révolution socialiste-démocratique combinée, à direction prolétarienne est une possibilité objective dans les régions du capitalisme périphérique et cette possibilité ne dépend pas de l'achèvement préalable d'une révolution démocratique bourgeoise (doctrine étapiste classique de Staline). Au contraire, elle dépend de l'échec partiel ou total de la à accomplir ces tâches, et/ou de la capacité de l'avant-garde prolétarienne à gagner la direction du bloc des forces populaires.

Au **Nicaragua** comme à Cuba, l'économie était principalement fondée, avant la révolution, sur les cultures d'exportation : coton, café, sucre, élevage bovin.[28] Le développement du capitalisme à la campagne depuis 1960 —notamment le boom du coton— avait signifié le déplacement et la dépossession des petits producteurs de maïs, de haricots, de riz et de sorgho. Ce "progrès" capitaliste avait conduit au déficit alimentaire, à la manutrition et à l'accroissement de la pauvreté.[29] Il eut également deux conséquences sociales importantes : (1) la constitution d'une énorme masse de travailleurs ruraux de condition prolétarienne, semi-prolétarienne ou sous-prolétarienne, dont beaucoup n'étaient embauchés que pendant les quatre mois de la récolte; on estime que 78% de la main-d'œuvre rurale avait connu au moins une mesure de prolétarisation;[30] (2) un vaste processus d'exode rural qui avait vu les victimes des "déblaiements de terrains" pour le coton et les *ranchs* partir pour la ville. Cependant le développement industriel urbain était resté trop limité pour absorber cette masse de gens déplacés; ceux-ci étaient donc condamnés à une vie misérable de sous-emploi, survivant au jour le jour dans les bidonvilles. D'après Orlando Nuñez, un des meilleurs théoriciens marxistes du Front Sandiniste, on trouve là "des masses de prolétaires qui ne sont pas organiquement intégrés aux centres du capital productif, et doivent, par conséquent, gagner leur maigre pitance aux marges de la sphère de la circulation".[31]

26. "Certains des pays sous-développés les plus développés ont acquis un degré non-négligeable d'industrialisation.... Mais le système dans son ensemble continue d'être dominé par l'impérialisme, et il n' y a pas d'indices qui permettraient de penser qu'un changement important est en cours. Il y a donc des limites absolues aux programmes d'industrialisation de ces pays, et aucun d'eux —ou du moins aucun de ceux de ces pays qui ont une population importante— ne réussira à faire la transition de la demi-industrialisation à la pleine industrialisation, avec toutes les conséquences que celle-ci comporte.... D'ailleurs, sous certains aspects, l'industrialisation accélérée a rendu ces pays —les plus développés des pays sous-développés— non pas moins mais plus dépendants de l'impérialisme qu'auparavant. Ils sont plus dépendants sur la technologie impérialiste, intégrés plus étroitement et donc soumis plus fortement au marché impérialiste mondial. D'importants secteurs de la bourgeoisie nationale sont plus fortement liés aux firmes multinationales. En fait, leur succès économique relatif a accru leur dépendance sur le système international de crédit". (Ibid., p. 78, 83, 84).

27. Voir le chapitre 2 du livre anglais, "Permanent revolution in Russia".

28. Ce passage sur le Nicaragua est tiré de l'édition allemande de cet ouvrage, publiée en 1984.

29. Voir Jaime Biderman, "The Development of Capitalism in Nicaragua: a Political Economic History," *Latin American Perspectives*, hiver 1983, p. 12.

30. Voir Carmen Diana Deere et Peter Marchetti, "The Worker-Peasant Alliance in the First Year of the Nicaraguan Agrarian Reform," *Latin American Perspectives*, printemps 1981, pp. 42-45.

Le caractère inégal et combiné du développement capitaliste au Nicaragua a eu pour résultat d'aggraver les contradictions sociales à la ville comme à la campagne, entraînant la formation d'une masse explosive de pauvres —sans terres, chômeurs (ou sous-employés), opprimés— dont la classe ouvrière industrielle n'était qu'une petite minorité.

A cela, il faut évidemmment ajouter le "capitalisme de gangster" de Somoza et sa bande, marqué par la corruption, le népotisme et la violence, ainsi que la tradition de domination économique, politique et militaire du pays par l'impérialisme US.

Des secteurs non négligeables de la bourgeoisie nicaraguayenne s'opposaient à Somoza, mais sans la moindre intention de déclencher une insurrection populaire contre la *Guardia Nacional*, ou de lutter contre l'hégémonie américaine.

C'est probablement en la comparant à celle de son prédécesseur cubain qu'on peut le mieux illustrer la dynamique particulière de la révolution pęrmanente au Nicaragua. Notons d'abord que l'expérience sandiniste reproduit de nombreux motifs familiers de la révolution cubaine : (1) la formation d'un mouvement radical anti-impérialiste sous la bannière d'un dirigeant révolutionnaire jacobin légendaire (Martí, Sandino); (2) un mouvement (le Mouvement du 26 juillet et le FSLN) qui dirige la lutte contre une dictature brutale protégée par l'impérialisme US (Batista, Somoza); (3) par une combinaison de guérilla et d'insurrections urbaines, le vieil appareil d'Etat et les organes répressifs sont complètement détruits; (4) une nouvelle armée révolutionnaire est organisée sur la base des unités de guérilla et de milices populaires, mais le gouvernement reste une coalition avec les représentants de la bourgeoisie anti-dictatoriale (Urrutia à Cuba, Robelo au Nicaragua); (5) à mesure que les masses se mobilisent et s'arment et que la révolution prend des mesures de plus en plus radicales (en commençant par des attaques contre l'oligarchie rurale et le capital étranger), la coalition se désintègre et les forces bourgeoises passent dans le camp de la contre-révolution.

Comme leurs congénères cubains, les staliniens nicaraguayens —le Partido Socialista de Nicaragua— ont très peu participé à la révolution. Le PSN a participé à la coalition de l'opposition bourgeoise, l'UDEL (Union démocratique pour la libération), en soulignant que la révolution contre Somoza avait un caractère uniquement démocratique et non socialiste. Il récusait la stratégie du FSLN comme "gauchiste", "d'un aventurisme stérile" et marquée "d'influences maoistes et presque trotskystes". Même après le déclenchement de l'insurrection de 1978, il considérait encore celle-ci comme "l'action insurrectionnelle prématurée de jeunes patriotes bien intentionnés qui privilégient la lutte armée à partir de positions gauchistes qui ne correspondent pas à la réalité concrète du pays".[32]

La composition sociale du mouvement révolutionnaire ressemblait à celle du processus cubain : la base sandiniste ainsi que son soutien populaire large était surtout composée de paysans pauvres, d'ouvriers, de pauvres urbains des bidonvilles, d'étudiants et d'intellectuels. **Les jeunes** —et notamment les élèves de l'enseignement secondaire— ont peut-être été la composante la plus cruciale du soulèvement populaire, tant et si bien que le mot **muchacho** (jeune) est devenu quasiment synonyme de sandiniste pendant les années 1978-1979. Lorsqu'elle attaquait certains quartiers remuants, la Guardia Nacional de Somoza considérait toute la population comprise entre douze et vingt-cinq ans comme automatiquement suspecte de sandinisme.[33]

Il, faut cependant aussi noter d'importantes différences entre les deux révolutions. Le FSLN, par exemple, a été dès son origine en 1961 un mouvement doté d'une définition programmatique plus claire et plus marquée à gauche que le M26 à une étape comparable de son développement (entre 1954 et 1959). Les deux fondateurs du Frente Sandinista, Carlos Fonseca (tué par les troupes de Somoza en 1976) et Tomás Borge (actuel Ministre de l'Intérieur) étaient des marxistes qui avaient quitté le Partido Socialista de Nicaragua stalinien pour protester contre son orientation réformiste. Fonseca écrivait dans une étude capitale de la stratégie du FSLN publiée à Cuba en 1969 : "Notre but est la révolution socialiste, une révolution qui vise à évincer l'impérialisme yankee et ses agents locaux... nous devons être attentifs au danger que l'insurrection soit manipulée par des forces réactionnaires au sein de l'opposition anti-somoziste. L'objectif du mouvement révolutionnaire est double. Sa tâche, d'une part, est de briser la clique traîtresse et criminelle qui usurpe le pouvoir depuis tant d'années, et d'autre part, d'empêcher la composante capitaliste de l'opposition, dont la soumission à l'impérialisme est bien connue, de profiter de la crise créée par la lutte de guérilla pour s'emparer du pouvoir à son propre compte".[34] Un autre trait distinctif de la révolution nicaraguayenne est le rapport entre les rôles respectifs de l'insurrection urbaine et de la guérilla rurale : le moment politique/militaire **décisif** dans la destruction de la machine de guerre bien huilée de Somoza fut le soulèvement armé massif des ouvriers, des pauvres urbains et de la **jeunesse** dans les villes —d'abord les centres provinciaux (Masaya, Léon, Esteli), puis la capitale (Managua).

La maturité relative du FSLN est facilement compréhensible puisque la révolution nicaraguayenne a profité dès le départ de l'exemple du processus révolutionnaire cubain.

Par contre, la transition vers une économie collectiviste après le renversement de la dictature s'effectue beaucoup plus lentement au Nicaragua qu'à Cuba, où deux

31. Orlando Nuñez, "The Third Force in National Liberation Movements," *Latin American Perspectives*, printemps 1981, p. 7.

32. Cité par Paul Le Blanc, *Permanent Revolution in Nicaragua*, New York : publié par la F.I.T., 1984, p. 7, et Gérard de Sède, "Nicaragua sous la menace", *Politique Aujourd'hui*, Paris : oct-novembre 1983, p. 131.

33. Pour une brillante analyse du rôle de la jeunesse en tant que catégorie sociale dans la révolution nicaraguayenne, voir l'essai d'Orlando Nuñez cité ci-dessus.

34. Carlos Fonseca Amador, "Nicaragua heure H", Tricontinentale n°14, octobre-novembre 1969, pp. 40-47.

années après la victoire insurrectionnelle, le capitalisme avait été extirpé. Il serait faux de tirer de ce caractère prolongé de la transition la conclusion que la révolution nicaraguayenne n'a mis en œuvre aucune mesure anticapitalistes or qu'elle est restée prisonnière d'une "étape nationale-démocratique".

Paul Le Blanc, auteur d'une des meilleurs études marxistes révolutionnaires de la dynamique du processus au Nicaragua, remarque justement : "D'emblée, la révolution nicaraguayenne ne s'est pas limitée à des tâches "démocratiques bourgeoises". Au contraire, elle a démantelé le pouvoir politique capitaliste et progressivement sapé le pouvoir économique capitaliste. Ce n'est qu'en transgressant les limites de la démocratie bourgeoise, en effectuant des changements qui vont dans la direction du socialisme, qu'il a été possible de mettre en pratique même le "programme minimum" de la révolution".[35]

Le premier élément de cette "transgression" est donc **politique :** l'insurrection sandiniste a détruit l'appareil de répression bourgeois et établi un nouvel Etat révolutionnaire fondé sur l'Armée sandiniste, la milice populaire (ouvrière et paysanne), les syndicats sandinistes et les comités populaires locaux (CDS-Comites de Defensa Sandinista). Bien que la bourgeoisie anti-somoziste ait encore participé au gouvernement pendant un ou deux ans, le véritable pouvoir était aux mains des forces sandinistes insurrectionnelles dès juillet 1979.

Il est peut-être utile de comparer ces événements à ce qui se produisait au même moment en Iran (1979) : dans les deux pays, des armées puissantes, bien équipées, soutenues par l'impérialisme US ont été vaincues par de vastes insurrections populaires au sein desquelles le prolétariat et les forces urbaines ont joué un rôle décisif.[36] Aussitôt après, cependant, les trajectoires ont divergé, suivant la logique de deux projets politiques radicalement distincts : le sandinisme et l'intégrisme islamique. Les nationalistes religieux iraniens ont exécutés de nombreux généraux et officiers de la police, organisé une nouvelle force paramilitaire (les Pasdarans), mais ils **n'ont pas** détruit la vieille armée impériale du chah. Aujourd'hui, cet appareil militaire traditionnel, "réhabilité" par la guerre avec l'Irak, est utilisé par Khomeiny et son régime (avec l'appoint des Pasdarans) pour briser la combativité ouvrière, opprimer le peuple kurde et massacrer les organisations de gauche. Au Nicaragua, au contraire, il n'y a pas d'exécutions (les sandinistes ont aboli la peine de mort) mais l'armée somoziste, la Guardia Nacional, a été entièrement démantelée et remplacée par les forces révolutionnaires et le peuple en armes (les milices).

Quant aux mesures **sociales**, la première grande initiative de la révolution sandiniste a été la Réforme agraire. Si celle-ci ne frappa initialement que Somoza et ses complices —propriétaires de plus de 20% des terres arables du pays!—, elle s'est par la suite radicalisée, notamment après 1983, date à laquelle les propriétaires de "latifundia improductives" ont été expropriés. Tandis qu'avant la révolution, 37% des terres appartenaient aux grands propriétaires terriens (de plus de 350 ha), ce pourcentage est tombé à 12% en 1984. Par ailleurs, la même année, le secteur collectif composé de fermes d'Etat et de coopératives détenait 37% des terres. Certes, la majorité de la terre reste aux mains de particuliers, mais les syndicats de paysans (UNAG) et de travailleurs agricoles (ATC) ont sévérement limité le pouvoir de la bourgeoisie rurale.

D'autres mesures économiques ont entraîné des incursions non-négligeables contre la propriété capitaliste : dès 1979, le nouveau pouvoir révolutionnaire a saisi les nombreuses entreprises appartenant à Somoza et sa bande —en faisant le premier noyau du Secteur de la Propriété publique (APP)— les banques et compagnies d'assurance, et les ressources naturelles; le commerce extérieur a été graduellement nationalisé, et les premières tentatives de planification engagées. En 1980, les lois contre la décapitalisation et le sabotage économique ont permis de sanctionner ces infractions par la confiscation de l'entreprise ou des terres. Les syndicats de travailleurs urbains et ruraux (CST-Central Sandinista de Trabajadores et ATC-Asociación de Trabajadores del Campo) ont acquis un rôle très important dans l'application de cette législation, ce qui a entraîné une chaîne continue d'expropriations des capitalistes contre-révolutionnaires.

C'est pour tenter de rendre compte de cette contradiction entre la nature politique du pouvoir d'Etat et sa structure économique, qu'un document sur le Nicaragua, issu de la Quatrième Internationale, considère que juillet 1979 a été la première étape de la construction d'un nouvel Etat ouvrier, à qui il reste à se consolider en expropriant la propriété des bourgeois et des impérialistes. La contradiction entre le contenu socio-économique des formes de propriété et le contenu de classe de l'Etat révolutionnaire est "contenue dans la camisole de force du pouvoir nouvellement instauré".[37]

Il n'en reste pas moins que sept ans après la victoire de l'insurrection sandiniste, la plus grande part de l'économie nicaraguayenne demeure en mains privées. Dans les révolutions précédentes (Russie, Chine, Cuba, etc.), il y a toujours eu une période de quelques années entre la prise révolutionnaire du pouvoir et la transformation de l'économie, mais cette période transitoire n'a jamais été aussi longue que dans le cas nicaraguayen. D'autre part, la direction sandiniste a souligné à plusieurs reprises que, jusqu'à nouvel ordre, elle voulait maintenir un système d'**économie mixte** et qu'elle n'avait pas l'intention de collectiviser la production dans un avenir prévisible. Cette politique découle de conditions objectives : l'impossibilité pour les révolutionnaire de prendre eux-mêmes en mains la gestion des entreprises, la nécessité d'éviter une interruption catastrophique de la production, le manque de cadres techniques, le poids des petits et moyens producteurs dans l'économie rurale et urbaine. Certes, cette situation contradictoire crée des tensions, des problèmes économiques (le non-investissement des propriétaires privés, la fuite des capitaux, la spéculation, etc.) et des conflits

35. Paul Le Blanc, *op. cit.*, p. 20.

36. Pour une comparaison intéressante du Nicaragua et de l'Iran, voir Manuel Aguilar Mora, "Populisme et révolution permanente", *Quatrième Internationale* juillet-septembre 1980.

37. "La révolution centro-américaine, résolution adoptée par le XIIe Congrès mondial de la Quatrième Internationale" (1985), Paris : *Quatrième Internationale*, numéro spécial 17/18, janvier 1985, pp. 92-111.

permanents entre le secteur privé —dirigé par le COSEP (Conseil supérieur de l'Entreprise privée) adversaire de la révolution— et les forces révolutionnaires (le gouvernement et les syndicats).

Soulignons cependant que "l'économie mixte" nicaraguayenne n'a rien à voir avec ce que ce terme recouvre habituellement (notamment dans les programmes de la social-démocratie européenne). Loin de décrire une division du travail amicale entre les secteurs public et privé, il s'agit ici d'une **lutte** consciente des forces sandinistes (y compris, bien sûr, la CST et l'ATC) pour contrôler et limiter le pouvoir économique de la bourgeoisie, et soumettre toute l'économie à une nouvelle logique, la logique de l'intérêt du peuple. Sergio Ramirez, vice-président de la République depuis 1984, explique l'orientation sandiniste dans les termes suivants : "A l'heure actuelle, la révolution reste favorable au projet d'économie mixte. Nous n'entendons pas par là la juxtaposition de deux modèles économiques, dont l'un représenterait les mêmes vieux mécanismes de l'implacable reproduction capitaliste —comme si la révolution pouvait permettre une espèce de "zone libre" à un système de capitalisme privé, archaïque et intact. C'est plutôt que l'économie mixte doit commencer par l'insertion harmonieuse et limitée de l'économie privée dans le cadre stratégique global du Secteur de Propriété Publique. A ce dernier doit revenir, dans l'ensemble, la responsabilité politique de diriger tout le système économique national vers le changement et vers la production et la distribution de richesses".[38]

Le processus de la transition vers le socialisme a donc pris une forme inattendue : quoique la masse de la bourgeoisie n'ait pas été expropriée, son contrôle sur l'économie décline régulièrement depuis 1979. Journaliste au *New York Times*, John Vinocur nous livre les sombres réflexions suivantes sur la situation de la "libre entreprise" au Nicaragua : "On estime que près de 60% de l'économie reste, au moins nominalement, en mains privées. Mais comme le gouvernement contrôle toutes les banques, toutes les sources de devises étrangères et toute la juridiction sur les importations, et qu'il fixe les quotas de production et désigne les priorités, les entrepreneurs ne sont guère que des agents de la Couronne dont le gouvernement se dispense de payer les salaires".[39] Les porte-parole de la bourgeoisie nicaraguayenne émettent des doléances du même type, à l'instar d'Enrique Bolanos, riche propriétaire terrien, capitaliste et président du COSEP : "L'Etat me dit ce que je dois faire, ce que je dois produire, le niveau des salaires. Et c'est l'Etat qui exporte et contrôle tous les canaux de distribution. Est-ce là une économie mixte? Qu'est-ce que cela peut vouloir dire dans ces circonstances?"[40]

Il est difficile de dire combien de temps le secteur privé du Nicaragua acceptera les sévères règles du jeu imposées par la révolution sandiniste; la bourgeoisie est de plus en plus divisée entre ceux qui sont disposés à collaborer et ceux —représentés par le COSEP— qui mettent tous leurs espoirs dans la contra et les plans d'intervention de Reagan.

Une des particularités les plus intéressantes du processus nicaraguayen est que l'approfondissement et la radicalisation de la révolution permanente n'a pas conduit au type de dictature bureaucratique autoritaire si fréquent dans les sociétés post-capitalistes du Tiers Monde. Dans des conditions très difficiles —l'agression US, la guerre et le sabotage contre-révolutionnaire, les terribles problèmes économique— la révolution sandiniste a su jusqu'à présent assurer une large mesure de liberté démocratique et de pluralisme politique. Certes, des erreurs autoritaires ont été commises —particulièrement en ce qui concerne les Indiens Miskitos— mais le Nicaragua est certainement aujourd'hui le plus démocratique, le plus pluraliste et le moins répressif de tous les Etats post-capitalistes. Cela s'est manifesté très concrètement à l'occasion des élections de novembre 1984, les premières élections vraiment démocratiques de l'histoire du pays. Bien que le secteur le plus réactionnaire de l'opposition bourgeoise —la Coordinadora et son candidat, Arturo Cruz (aujourd'hui dirigeant de la contra, partie prenante d'une coalition avec des bourreaux somozistes bien connus)— ait décidé au dernier moment (suivant en cela les "conseils" du gouvernement de Reagan) de boycotter les élections, la vaste majorité de la population y a participé, votant soit pour le FSLN (67%) soit pour l'opposition qui comprenait divers partis bourgeois (conservateurs, libéraux et sociaux-chrétiens) et plusieurs petites forces de gauche (pro-soviétiques et pro-albanais). Le Parti communiste du Nicaragua, pro-soviétique, a accusé le FSLN de capituler devant la social-démocratie (en organisant des élections) tandis que les partis bourgeois ont accusé les sandinistes de collusion avec le communisme international.... Tous ont eu droit à un temps égal à la radio et à la télévision et le gouvernement a accordé une subvention de neuf million de cordobas à chacun d'eux (permettant aux petits partis de financer leur campagne). On est là bien loin du rituel bureaucratique vide de sens qu'on baptise "élections" dans les pays comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Les sandinistes y ont gagné en légitimité et en soutien populaire.

La révolution nicaraguayenne cherche à combiner la démocratie représentative par le biais d'élections nationales, à la démocratie directe à la base, par le biais de l'auto-organisation populaire, notamment les Comites de Defensa Sandinista (CDS) dans les quartiers, les milices locales, les syndicats, les associations de femmes, etc. Mais l'articulation entre ces deux formes et la participation directe du peuple au processus de prise des décisions reste un problème qui n'a pas encore été résolu.

38. Cité par Paul Le Blanc, *op. cit.*, p. 20.

39. John Vinocur, "Nicaragua : A Correspondent's Portrait", *New York Times*, 16 août 1983, p. 4.

40. Marcel Niedergang, "Le Front est partout", *Le Monde*, 3 novembre 1984, p.4.

Sociologie des révolutions du Tiers Monde

Si l'aspect politique de la théorie de la révolution permanente de Trotsky a, dans l'ensemble, bien passé l'épreuve de l'histoire, sa **sociologie** —c'est-à-dire son analyse du rôle des diverses classes sociales dans le processus révolutionnaire— exige par contre des clarifications et amendements importants. Revoyons les thèses de Trotsky sur le rôle des cinq principales couches sociales —la bourgeoisie nationale, la petite-bourgeoisie, l'intelligentsia, la paysannerie et le prolétariat— à la lumière des expériences historiques modernes des pays du capitalisme périphérique.

La bourgeoisie nationale

Bien que Trotsky ait parfois sous-estimé les capacités de la bourgeoisie indigène de certains pays (particulièrement l'Inde), ses conceptions générales sur le rôle historique de cette classe ont été confirmées de façon décisive à l'échelle historique-mondiale. En fait, les révolutions démocratiques les plus avancées se sont distinguées par la nature petite-bourgeoise plutôt que bourgeoise de leur direction. La bourgeoisie nationale apparaît le plus souvent comme une force modérée, sinon conservatrice, peu disposée à lancer des luttes sociales, et obsédée par le désir de contenir, "d'institutionnaliser" et d'arrêter (quand ce n'est pas carrément de réprimer) les révolutions démocratiques populaires.

La petite-bourgeoisie

Dans *La révolution permanente*, Trotsky affirmait avec insistance que la petite-bourgeoisie, que ce soit dans les pays avancés ou arriérés, serait incapable de jouer un rôle révolutionnaire dirigeant parce que la logique du développement capitaliste "condamne la petite-bourgeoisie à la nullité".[41] Or, quelques années plus tard, il fut forcé de reconnaître que la petite-bourgeoisie avait, en fait, été la force dirigeante du mouvement nationaliste en Catalogne;[42] et dans le *Programme de Transition* ((1938), il envisagea même la possibilité que dans des circonstances exceptionnelles (guerre, *krach* financier, pression révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois "puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie" et de l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan.[43] L'avènement de tels "gouvernements ouvriers et paysans" a bien sûr était tout à fait exceptionnel, les exemples les plus notables étant sans doute l'Algérie sous Ben Bella (1963-1965) et la phase de 1959 à 1960 de la révolution cubaine.

Mais un autre phénomène que Trotsky n'avait pas prévu, d'une importance capitale dans le Tiers Monde, est survenu avec bien plus de fréquence : que des forces nationalistes petites-bourgeoises (notamment les militaires) **se substituent** à la bourgeoisie nationale faible ou défaillante, prennent la direction de la révolution ou demi-révolution démocratique, et appliquent d'importantes réformes dont le radicalisme aille bien au-delà des désirs ou des capacités de la bourgeoisie. C'est, évidemment, ce qui s'est produit dans l'Egypte de Nasser, l'Algérie de Boumedienne, le Pérou de Velasco Alvarado, et dans une certaine mesure, au Mexique et en Bolivie. Bien que ces forces petites-bourgeoises substitutionnistes aient généralement ouvert la voie au pouvoirs des fractions "nouveaux riches" de la bourgeoisie (Mexique, Bolivie, Egypte, etc.), elles se sont parfois transformées —au moins en Algérie— en **"bureaucratie bourgeoise"** *sui generis*. Quoiqu'il en soit, elles ont joué un rôle social hégémonique pendant une certaine période historique, et ont marqué le processus révolutionnaire qu'elles dirigeaient d'une empreinte **spécifique** petite-bourgeoise. Plus récemment, on a vu des mouvements nationalistes petits-bourgeois jacobins prendre le pouvoir dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie et se réclamer du socialisme scientifique, du marxisme et parfois même du léninisme. Ces Etats —l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, le Yemen du Sud, l'Ethiopie et l'Afghanistan— ont par ailleurs noué des liens économiques, politiques et militaires forts avec l'Union soviétique, Cuba et le bloc de l'Est. Dans quelle mesure cela correspond à l'ébauche d'un processus permanentiste de transformation sociale, à la cubaine, reste à voir. Il pourrait tout aussi bien s'agir d'une étape transitoire vers une stabilisation néo-bourgeoise et un renouveau de la dépendance sur l'impérialisme. Quelles qu'en soient les issues, ces expériences démontrent la vitalité révolutionnaire soutenue de la petite-bourgeoisie de gauche, l'attraction générale du marxisme, et, plus spécifiquement, le regain d'influence de l'URSS dans les années soixante-dix, à la suite du retrait complet de la Chine de la lutte anti-impérialiste.

Nous devons donc conclure que, bien qu'en fin de compte la thèse de Trotsky selon laquelle la petite-bourgeoisie en tant que classe doive en dernière analyse soutenir soit la bourgeoisie soit le prolétariat, ait été confirmée, le déroulement de l'histoire moderne a également démontré que la petite-bourgeoisie nationaliste peut détenir le pouvoir et forger sa propre politique pendant des périodes allant de quelques années à quelques dizaines d'années. Trotsky s'est approché d'une reconnaissance de ce phénomène dans ses notes sur le bonapartisme en Amérique latine, mais il n'a pas clairement distingué un bonapartisme sous l'hégémonie de fractions petites-bourgeoises d'une autre variété liée à la bourgeoisie nationale. Cette carence importante de son analyse est probablement dûe au fait que l'exemple concret qu'il a le plus soigneusement observé et décrit —le Mexique de Cardenas— était un cas-limite unique, à cheval entre les deux types de régime bonapartiste.

L'intelligentsia

L'intelligentsia n'est pas une classe sociale mais une catégorie sociale définie par son rapport à la sphère que Marx nomme "la production spirituelle", marquée par des liens traditionnels à la petite-bourgeoisie (bien qu'elle se transforme de plus en plus, maintenant, sous l'effet de la tendance à la prolétarisation du travail intellectuel). Dans sa biographie inachevée de Lénine (1936),

41. "La révolution permanente", *De la révolution*, pp. 330-338.

42. "La question catalane" (17 mai 1931), *La révolution espagnole 1930-1940*, Paris 1975, pp. 104-105.

43. *Programme de transition*, pp. 43-44.

Trotsky développe une remarquable analyse du rôle de l'intelligentsia dans la Russie de la fin de siècle, où il reconnaît notamment "qu'après l'abolition du servage, le milieu nourricier des idées révolutionnaires a été presque exclusivement l'intelligentsia, ou plutôt sa jeune génération, les éléments les plus pauvres de la jeunesse des écoles, étudiants, séminaristes, lycéens, dont la plupart ne se trouvaient pas au-dessus du prolétariat de par leurs conditions matérielles, mais souvent en-dessous".[44] Malheureusement, Trotsky n'a jamais tenté d'étendre les implications de son analyse à d'autres pays "arriérés", et la question du rôle de l'intelligentsia est virtuellement négligée dans la grande majorité de ses écrits sur la révolution permanente dans les régions coloniales et semi-coloniales (Chine, Inde, Mexique, etc.). C'est là une sérieuse lacune puisque, comme nous l'avons vu, l'intelligentsia (ou plutôt ses secteurs radicalisés : les travailleurs intellectuels) ont joué un rôle capital dans la plupart des révolutions socialistes des pays du capitalisme périphérique. On ne peut pas, par ailleurs, évacuer le problème de l'intelligentsia par des références à "des individus qui rompent avec leur classe"; car, même s'il ne s'est jamais agi que de la participation à la lutte révolutionnaire de fractions de l'intelligentsia, celles-ci ont fourni une part considérable des cadres des mouvements communistes et socialistes révolutionnaires du Tiers Monde. Nous avons donc affaire à ùn phénomène massif, pour l'essentiel négligé par le marxisme "classique", exigeant une explication sociologique rigoureuse.

Parmi les chercheurs non-marxistes, Alvin Gouldner a émis certaines des hypothèses les plus provocatrices sur le rôle général des intellectuels révolutionnaires. Son essai "Prologue à une théorie des intellectuels révolutionnaires", en particulier, est rempli d'intuitions fructueuses, mais sa thèse centrale sur la dynamique de l'intelligentsia révolutionnaire dans le Tiers Monde est loin d'être convaincante. Dans son optique, la lutte de l'intelligentsia contre la bourgeoisie nationale est "une lutte internécine **au sein de** l'élite", une lutte au sein du groupe dirigeant lui-même.[45] Le terme vague "d'élite" n'est pas en mesure d'établir un lien social réel entre la bourgeoisie et les intellectuels, tandis que la caractérisation de ces derniers comme membres de la "classe dirigeante" est hautement discutable. Par ailleurs, comme Eric Wolf l'a montré dans son étude comparée des révolutions du Mexique, de la Russie, de la Chine, du Vietnam, de l'Algérie et de Cuba, les intellectuels qui ont joué un rôle dirigeant dans ces mouvements sont dans l'ensemble des "déracinés", des "marginaux", à l'écart des sources traditionnelles du pouvoir.[46] Pour défendre son analyse, Gouldner est donc amené à définir l'intelligentsia —y compris les professions libérales, techniciens, employés, journalistes, avocats, et autres— comme une "bourgeoisie **culturelle** dont le capital est le **savoir** et la langue acquise par leur éducation"[47] — définition qui vide complètement les concepts de "bourgeoisie" et de "capital" de tout sens socio-économique déterminé, et les réduit à de simples métaphores.

A notre avis, l'opposition des intellectuels à la bourgeoisie, loin d'être une lutte internécine au sein d'un "groupe dirigeant" ou un conflit entre deux fractions de la bourgeoisie, découle avant tout de leurs liens sociaux avec une autre classe sociale : **la petite-bourgeoisie.** L'idéologie spontanée de la soi-disant "petite-bourgeoisie démocratique", dont les intellectuels sont le secteur le plus bruyant et actif, n'est pas le libéralisme bourgeois mais plutôt le **jacobinisme** : cette combinaison spécifique de démocratie plébéienne et de moralisme romantique dont Rousseau et Robespierre furent les premiers représentants historiques. Dans les pays à développement capitaliste "tardif" (à savoir, l'Allemagne du dix-neuvième siècle, la Russie du début du vingtième siècle), où la était non-révolutionnaire et, par crainte des masses, alliée aux propriétaires terriens et/ou à l'impérialisme, ce jacobinisme petit-bourgeois a tendu à se radicaliser. Dans certains cas, cette radicalisation a finalement conduit des secteurs de la petite-bourgeoisie, notamment les intellectuels, à une rupture complète avec la bourgeoisie et à l'adoption d'un point de vue socialiste. Les deux exemples classiques en sont, en premier lieu, Marx lui-même et la "gauche hégélienne" en Allemagne avant 1848, et, en second lieu, l'intelligentsia russe de la fin du 19ème siècle.[48] Gouldner a décrit ce processus dans un des passages les plus percutants de son essai : "Le marxisme émerge en partie comme conséquence de l'arrêt thermidorien par la classe moyenne possédante de sa propre révolution. Dès lors, les intellectuels révolutionnaires **ne pouvaient plus s'allier à la classe moyenne possédante** et dûrent partir à la recherche d'un autre "agent historique", identité qu'ils assignèrent finalement au prolétariat".[49] Au vingtième siècle, ce processus de radicalisation de l'intelligentsia des pays du capitalisme périphérique est devenu de plus en plus massif. C'est là le résultat combiné de la pénétration croissante de l'impérialisme (et de son effet destructeur sur la culture indigène, amèrement décriée par les intellectuels nationalistes), des positions conciliatrices et même souvent ouvertement pro-impérialistes de la bourgeoisie locale, et de **l'effet cumulatif des révolutions socialistes victorieuses.** La convergence de

44. Trotsky, *La jeunesse de Lénine* (1936), Paris 1970, pp. 35-36. Une préfiguration de cette analyse apparaissait, dans une certaine mesure, dans les écrits antérieurs de Trotsky sur les étudiants, en particulier son article de 1910, *The Intelligentsia and Socialism* (Londres, 1966) : "L'étudiant, à l'encontre à la fois du jeune ouvrier et de son propre père, ne remplit aucune fonction sociale, ne ressent pas de dépendance directe sur le capital ou l'Etat, n'est liée par aucune responsabilité et — sinon subjectivement, du moins objectivement— est libre dans son jugement du bien et du mal. Tout en lui est alors en fermentation; ses préjugés de classe sont aussi informes que ses intérêts idéologiques; les questions de conscience lui apparaissent très importantes.... Si le collectivisme est capable d'emporter son adhésion, c'est alors le meilleur moment; il le fera grâce au caractère noblement scientifique de ses fondements et au contenu culturel globalisant de ses objectifs, et non sur des question prosaïques de 'biftek'". Cependant, Trotsky présentait dans cet essai une vision plutôt pessimiste de la possibilité de gagner un nombre significatif d'étudiants et d'intellectuels au mouvement socialiste d'Europe occidentale avant la victoire de la révolution prolétarienne. Nous savons, par ses écrits ultérieurs, qu'il était conscient du rôle révolutionnaire des étudiants dans des pays comme l'Espagne, mais il n'a jamais cherché à élaborer les implications plus larges de ce phénomène. Finalement, il est important de noter que, si les étudiants et les jeunes intellectuels ont été une source de cadres révolutionnaires décisive dans les pays capitalistes périphériques depuis le début du siècle, dans les pays avancés, au contraire, ils sont resté plutôt conservateurs, et même réactionnaires, dans leur majorité jusqu'aux années soixante.

45. Alvin Gouldner, "Prologue to a Theory of Revolutionary Intellectuals", *Telos* 26 (hiver 1975-1976), p. 5.

46. Eric Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, New York 1973, p. 289.

47. Gouldner, p. 6;

48. Sur le rôle du conflit de Marx avec la bourgeoisie libérale rhénane dans son évolution vers le communisme, voir notre livre, *La théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris 1970.

49. Gouldner, p. 4;

ces trois phénomènes a produit une fusion explosive des affinités anti-impérialistes, anti-bourgeoises et socialistes de larges secteurs de l'intelligentsia.

La paysannerie

Certains traits communs importants se sont dégagés du rôle crucial joué par la paysannerie dans toutes les révolutions socialistes victorieuses après 1917. Premièrement, les paysans ont constitué la base sociale principale du processus révolutionnaire, au moins jusqu'à la prise du pouvoir. Ils ont fourni le grande majorité des effectifs du parti révolutionnaire ainsi que de l'armée populaire. Deuxièmement, à l'encontre de l'expérience de la Russie de 1917, qui avait vu les troubles paysans stimulés par la montée de la classe ouvrière des villes, la mobilisation de la paysannerie dans ces autres cas **ne fut pas** le résultat d'une activité de masse du prolétariat urbain. Troisièmement, les paysans ont massivement soutenu et adhéré aux partis qui se réclamaient du communisme et ne cachaient pas leurs objectifs socialistes révolutionnaires (à l'exception de Cuba, jusqu'en 1960). Quatrièmement, la collectivisation progressive de l'agriculture après la prise du pouvoir (à l'exception de la Yougoslavie où la petite paysannerie est restée bien enraciné) a été soutenue par de vastes secteurs des pauvres ruraux et n'a pas rencontré d'opposition massive comme celle qui est apparue en Union soviétique.

Ces faits, bien que parfaitement compatibles avec les postulats fondamentaux de la théorie de la révolution permanente, contredisent néanmoins plusieurs affirmations particulières de Trotsky sur la paysannerie, notamment à propos de la Chine. (Même si, comme nous l'avons vu, il était prêt, en 1939, à réviser la conception marxiste classique de la paysannerie comme "classe non-socialiste".) Par ailleurs, les positions de Trotsky sur la paysannerie reflètent les positions marxistes russes traditionnelles, lesquelles, en raison de leur profonde influence sur la théorie révolutionnaire moderne, méritent un ré-examen complet. Le rôle révolutionnaire de la paysannerie est tout simplement un fait historique massif qui occupe une place centrale dans la dynamique de la révolution au vingtième siècle. On ne saurait l'écarter en en faisant "un accident historique" ou une épisodique "déviation de la norme". Il faut au contraire le reconnaître franchement et l'expliquer scientifiquement.

A notre avis, c'est précisément la théorie de la révolution permanente elle-même qui offre l'explication la plus cohérente et globale des deux principaux déterminants qui sous-tendent les penchants révolutionnaires de la paysannerie : (1) le développement inégal et combiné du capitalisme dans l'agriculture a produit une crise profonde dans les campagnes des pays coloniaux et semi-coloniaux. Eric Wolf a attiré l'attention sur le fait que "l'extension du marché a déraciné les gens et les a arrachés aux rapports sociaux au sein desquels ils étaient nés". Il s'en est suivi une situation d'instabilité aiguë dans laquelle "la nouvelle richesse n'est pas encore légitime et l'ancien pouvoir n'est plus respecté. Les groupes traditionnels ont été affaiblis, mais pas vaincus, et les nouveaux groupes ne sont pas encore assez forts pour exercer le pouvoir".[50] James Petras exprime une idée semblable dans un essai récent insistant sur les conséquences sociales de la pénétration impérialiste: "La domination impérialiste a eu pour effet immédiat d'accentuer le déracinement de la main-d'œuvre rurale : la décomposition du village par la force, les relations commerciales et/ou l'expansion de grandes compagnies ont été des aspects centraux des sociétés pré-révolutionnaires.... C'est l'ancien paysan dépossédé, déraciné par les efforts politiques, économiques, militaires combinés des puissances impériales, qui a mis en branle le mouvement des paysans vers l'action politique.... Il est clair que c'est cette transformation de la paysannerie qui explique que les travailleurs ruraux aient pu jouer un rôle si éminent dans toutes les révolutions socialistes victorieuses à ce jour".[51] (2) L'échec de la bourgeoisie nationale à fournir des solutions radicales démocratiques aux questions agraire et nationale a donc conduit la paysannerie révoltée à soutenir les mouvements communistes ou à y adhérer.

Certes, la "paysannerie" est un concept très large qui englobe des couches sociales hétérogènes qui se sont engagées dans le processus révolutionnaire de manière très différenciée. Les paysans riches se sont évidemment généralement montrés hostiles, ou du moins neutres, à l'égard des mouvements révolutionnaires à direction communiste. Paradoxalement, le secteur de la paysannerie qui s'est mobilisé le premier n'a pas en général été les couches les plus pauvres, mais la **paysannerie moyenne,** les petits paysans ayant accès à la terre. Dans son étude bien connue sur les paysans et la révolution, Hamza Alavi réfute et démythifie la fameuse affirmation de Mao selon laquelle ce serait surtout les paysans pauvres qui auraient engagé et dirigé la lutte au Hunan; en réalité, ce fut d'emblée les paysans moyens qui s'avérèrent les plus combatifs des masses rurales.[52] Comme on l'a vu, des tendances similaires ont caractérisé la révolution cubaine; et Eric Wolf a noté que le rôle central de la paysannerie moyenne a été un trait commun à toutes les grandes "guerres paysannes" du siècle (Mexique, Russie, Chine, Vietnam, Cuba et Algérie). "L'accès à la terre accorde au paysan propriétaire une certaine indépendance qui fait défaut au paysan dont la survie dépend principalement de son maître immédiat. Le paysan propriétaire de la terre a donc une certaine marge d'indépendance dont il peut se servir pour protester plus facilement que celui dont les options sont sévérement restreintes par sa situation de dépendance totale".[53]

La population rurale pauvre et sans-terre (métayers, fermiers, ouvriers agricoles, etc.), potentiellement plus radicale que les paysans moyens et plus objectivement favorable aux buts collectivistes du mouvement communiste, ne rejoint en général la "guerre paysanne" que dans une deuxième étape, lorsque la puissance des grands propriétaires terriens et des autorités locales a déjà été ébranlée. Comparant les diverses expériences d'insurrection paysanne dans le Tiers Monde, Wolf conclut que "le paysan pauvre et le travailleur sans-terre, qui dépendent d'un propriétaire pour la plus grande partie, sinon la totalité, de leurs revenus, n'ont pas de marge tactique : il sont complètement sous le pouvoir de leur employeur, sans ressources propres suffisantes pouvant leur servir de réserves dans la lutte. Les paysans pauvres et les travailleurs sans-terre ne sont donc pas disposés à choisir la rebellion, **à moins de** pouvoir compter sur quelque puissance extérieure pour affaiblir l'emprise de leurs maîtres". Il cite en exemples de ces forces "extérieures" les paysans soldats revenant au village avec leurs armes après l'effondrement de l'armée russe en 1917, et le rôle de l'armée rouge dans les régions rurales de la Chine.[54] Analysant la "guerre paysanne" chinoise, Alavi critique le tableau déformé qu'en fait Mao dans ses écrits : "Le paysan pauvre est peint comme jouant un rôle révolutionnaire spontanément et inconditionnellement; ce tableau de la situation obscurcit le role crucial du Parti communiste, parti armé d'une perspective prolétarienne révolutionnaire, et de l'Armée rouge, qui brisa les structures existantes du pouvoir dans les villages, éléments qui empêchèrent la révolution chinoise de dégénérer en vain soulèvement paysan ".[55] Trotsky eut raison, à cet égard, d'insister que la paysannerie ne pouvait jouer de rôle révolutionnaire conséquent que sous une direction prolétarienne et communiste. Les paysans rebelles avaient besoin d'une avant-garde intellectuelle et ouvrière urbaine pour accéder à la conscience socialiste et s'organiser à l'échelle nationale. A défaut d'une telle direction, le mouvement paysan est resté localisé et inefficace ou, alternativement, s'est rallié à une direction bourgeoise ou petite-bourgeoise, comme au Mexique et en Algérie. Laissé à lui-même, le mouvement paysan n'aurait pas pu prendre le pouvoir et entreprendre la transformation de la société.[56] Même Wolf, historien doué d'une grande sympathie pour la rebellion paysanne, reconnaît ce fait : "Les marxistes expliquent depuis longtemps que les paysans, sans direction extérieure, ne peuvent accomplir une révolution; les éléments empiriques que nous avons rasssemblés confirment cette opinion. La paysannerie rebelle victorieuse contre l'ordre établi —sous sa propre bannière et avec ses propres dirigeants— a parfois était capable de remodeler la structure sociale des campagnes dans un sens plus favorable à ses désirs; mais elle n'a jamais pu s'emparer de l'Etat, des villes qui abritent les centres de pouvoir...."[57]

On peut cependant prédire qu'en raison de l'urbanisation et de l'industrialisation accélérées de nombreux pays capitalistes périphériques, particulièrement en Amérique latine, les luttes de classes révolutionnaires de la prochaine décennie se déplaceront probablement vers les villes, et que la classe ouvrière jouera un rôle plus central. La fin du siècle pourrait bien voir un retour au modèle de révolution prolétarienne "classique", celui d'octobre.

Le prolétariat

En octobre 1917, la classe ouvrière a le plus **directement** été le principal acteur social et architecte de la révolution grâce à son organisation en soviets. En outre, le Parti bolchevique était prolétarien non seulement par son idéologie et son programme, mais aussi par sa composition sociale. Contrairement aux attentes de Trotsky, cette configuration marquée par un parti prolétarien hégémonique et une auto-organisation de la classe ouvrière massive ne s'est pas reproduite dans la révolution chinoise et les autres révolutions postérieures à 1917. Bien que le prolétariat ait joué un rôle de semence dans les premières étapes de la lutte en Chine, au Vietnam et en Yougoslavie (ainsi qu'à Cuba dans les années 1930), il a été largement absent pendant la prise du pouvoir révolutionnaire elle-même. La situation à Cuba est un peu différente en raison du rôle de la grève générale de janvier 1959, mais là aussi, ce fut la paysannerie qui fournit le principal support social de la guerre révolutionnaire. On ne peut engager ici une discussion détaillée des raisons du rôle subordonné des classes ouvrières urbaines dans les phases finales de ces révolutions, si ce n'est pour noter les conséquences fatales de la répression. Dans toutes les sociétés concernées, le prolétariat a été victime d'une terreur blanche terrible et systématique : en Chine après 1927, au Vietnam après 1939, en Yougoslavie pendant l'occupation nazie, et à Cuba après 1957. Cette répression à grande échelle n'a pas seulement détruit ou désorganisé l'avant-garde ouvrière, elle a aussi précipité un déplacement massif des cadres révolutionnaires vers des zones plus sûres. Il faut aussi reconnaître, cependant, que des facteurs politiques internes ont aussi contribué à l'affaiblissement des mouvements ouvriers urbains. En Chine, par exemple, il y eut la politique du PCC de recherche d'une alliance avec la bourgeoisie nationale, tandis qu'à Cuba un facteur important fut le caractère non-révolutionnaire de la direction politique du mouvement ouvrier organisé (le vieux PSP stalinien). Toutes les révolutions postérieures à 1917, ne méritent donc le qualificatif de "prolétariennes" qu'**indirectement,** en vertu de la nature de la direction politique du processus révolutionnaire. En effet, non seulement le prolétariat n'a pas été l'agent social direct de la révolution, mais **le parti révolutionnaire n'a pas été l'expression organique directe du prolétariat**. En vertu de quoi peut-on alors décrire, en donnant un sens aux mots, les partis communistes chinois, vietnamien, yougoslave et cubain comme des "mouvements prolétariens"? A notre avis, ces partis se sont comportés comme des "représentants" du prolétariat des quatre façons suivantes :

50. Wolf, pp. 282-283, 295.

51. James Petras, "Socialist Revolutions and Their Class Components", *New Left Review* 111 (septembre-octobre 1978), pp. 44-45.

52. Hamza Alavi, "Peasants and Revolution", *Socialist Register 1965*, pp. 258-261.

53. Wolf, p. 202. D'après Wolf, il existe un autre secteur des classes rurales enclin à la rebellion : les paysans "marginaux", "libres" ou "tactiquement mobiles" échappant au contrôle direct des propriétaires terriens (pp. 290-293). Notre analyse du rôle de la paysannerie de la Sierra Maestra tendrait à confirmer cette hypothèse.

54. Ibid. p. 29.

55. Alavi, p. 260.

56. Cela ne signifie pas cependant que les marxistes doivent considérer la paysannerie uniquement comme un **instrument** : comme Alavi le souligne avec raison, "pour les socialistes, il ne s'agit pas simplement de mobiliser un soutien paysan comme moyen d'"assurer le succès de leur lutte. Il ne s'agit pas simplement d'utiliser les forces de la paysannerie. La participation libre et active de la paysannerie à la transformation de leur mode d'existence et à la détermination du visage de la nouvelle société doit être, en soi, partie intégrante de l'objectif socialiste". (Ibid. p. 242).

57. Wolf, p. 294. Examinant le cas chinois, l'historien français Lucien Bianco a démontré que les communistes ont "révolutionné" les paysans, en leur insufflant une vision globale qui allait au-delà de leur mécontentement et de leur colères frustres. (Bianco, "Les paysans dans la révolution", *Regards froids sur la Chine*, Paris 1976, pp. 291-294. Voir aussi Roland Lew, "Révolution en Asie et marxisme", *Critique communiste* 24, septembre 1978.)

(1) à l'exception du Mouvement du 26 juillet, tous ces partis avaient des **racines historiques** dans le mouvement ouvrier et les luttes du prolétariat urbain.

(2) La classe ouvrière était présente socialement dans les structures du parti, notamment au niveau des cadres moyens. C'est particulièrement vrai du Parti yougoslave, mais aussi, à des degrés divers, des mouvements chinois, vietnamien et cubain.

(3) Ces partis étaient l'expression **politique** et **programmatique** du prolétariat en vertu de leur allégeance aux intérêts historiques de la classe ouvrière (abolition du capitalisme, etc.).

(4) Les **idéologies** de ces partis étaient prolétariennes et leurs membres et sympathisants systématiquement formés à accepter les valeurs et la vision du monde du mouvement ouvrier international.

Ce sont ces deux derniers aspects —les seuls présents, d'ailleurs, dans chacun des quatre cas postérieurs à 1917— qui sont décisifs. Ces partis n'étaient donc pas directement prolétarien dans le sens où le Parti bolchevique l'était, mais seulement au travers de certaines **médiations** politiques et idéologiques. Ils sont prolétariens dans un sens indirect non-seulement à cause de la prédominance de couches non-prolétariennes (paysans, intellectuels, etc.) mais aussi à cause de la présence d'une **bureaucratie** qui, quelles que soient ses origines sociales spécifiques, constitue un "corps séparé" aux caractéristiques et intérêts distincts de ceux du prolétariat. Certains auteurs ont eu tendance à confondre ces bureaucraties avec des couches intellectuelles, et à présenter le parti révolutionnaire comme un instrument pour la prise du pouvoir par les intellectuels. Or, ces deux catégories sociales ne sont pas identiques; dans certains Partis communistes européens, par exemple, un fort pourcentage des *apparatchiks* est d'origine ouvrière. Le facteur crucial de la bureaucratisation du mouvement communiste, y compris des partis qui ont effectivement dirigé des révolutions, a été non pas l'hégémonie des intellectuels, mais la dominance du modèle politique et idéologique de l'Union soviétique.

La bureaucratie post-capitaliste

Si les forces politiques qui ont dirigé les révolutions ininterrompues de Russie, de Chine, du Vietnam, de Yougoslavie et de Cuba étaient directement ou indirectement prolétariennes, peut-on en dire de même des **Etats** qu'elles ont établis? Trotsky, on le sait, a élaboré la conception de "l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré" pour caractériser l'URSS après le "Thermidor" stalinien des années vingt. Dans l'après-guerre, la Quatrième Internationale a étendu la théorie de Trotsky aux nouveaux régimes yougoslave, chinois et vietnamien, les désignant "d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés"; cette terminologie visait à indiquer que, la dimension bureaucratique ayant été inhérente dès l'origine, il n'y avait pas eu besoin de contre-révolution bureaucratique pour détruire l'ancien parti prolétarien, comme cela avait été le cas en URSS.

Le problème réside dans le fait que la nature de la bureaucratisation d'un **Etat** est qualitativement différente de celle d'un **parti,** pour la simple raison qu'une bureaucratie d'Etat détient un pouvoir réel et peut s'assurer de larges privilèges économiques et sociaux. Une discussion approfondie de ce problème de la nature des Etats dits socialistes nous emmènerait bien au-delà des limites de cet ouvrage, exigeant au moins un autre volume. Cependant il nous semble qu'il serait plus exact de caractériser ces régimes —à l'exception peut-être de Cuba— **d'Etats bureaucratiques d'origine prolétarienne :** ce qui signifie que, s'ils sont les produits de révolutions socialistes dirigées par des partis prolétariens-socialistes, le pouvoir réel dans ces Etats est monopolisé par une couche bureaucratique aux intérêts économiques et sociaux distincts. Dans ces sociétés post-capitalistes, la transition au socialisme qui avait commencé avec la révolution a été arrêtée par le caractère bureaucratique du régime et l'absence de démocratie socialiste. Mais l'origine prolétarienne-socialiste de l'Etat bureaucratique engendre une série de traits contradictoires :

(1) Son système économique intègre encore certains aspects révolutionnaires : l'abolition de la propriété privée, la planification par l'Etat, etc. Il implique aussi l'existence de certaines limites à l'inégalité sociale et au chômage. Mais le plan économique exprime d'abord et avant tout les intérêts de la bureaucratie, et non les besoins et les aspirations de la population.

(2) Le pouvoir de la bureaucratie est délimité par certaines restrictions dans l'appropriation des moyens de production (dont elle ne peut disposer en tant que propriété privée) et, particulièrement en Yougoslavie, dans le contrôle du procès du travail.

(3) Un pourcentage significatif de la bureaucratie est d'origine ouvrière; d'ailleurs, la bureaucratie tend à se reproduire par le biais d'un système sélectif de "mobilité ascendante " de la classe ouvrière.

(4) Le marxisme est la doctrine officielle du régime, bien qu'il ait été transformé en dogme officiel, vidé de sa dimension critique, et transformé en instrument de légitimation idéologique du système bureaucratique.

(5) L'Etat reste intégré dans le mouvement communiste mondial et continue à accorder un soutien à d'autres révolutions socialistes, mais l'objectif principal de sa politique étrangère devient la promotion des intérêts nationaux tels qu'ils sont interprétés par la bureaucratie.

Ainsi, la classe ouvrière en tant que telle est exclue de l'exercice direct du pouvoir qui se concentre dans l'appareil bureaucratique. La dictature de la couche bureaucratique peut prendre des formes plus ou moins totalitaires ou éclairées, terroristes ou libérales, personnelles ou institutionnelles : dans tous les cas, elle se base sur l'absence de droits démocratiques de la masses des travailleurs. La strate bureaucratique jouit d'un large éventail de privilèges matériels, sociaux et politiques, allant des magasins spéciaux à l'accès différentiel à l'éducation.

Le problème le plus complexe est la définition précise de la nature de cette couche bureaucratique : s'agit-il d'une "nouvelle classe", d'une "caste", d'une "nouvelle bourgeoisie", ou simplement d'une "fraction du prolétariat"? Bien que les racines historiques de la bureaucratie —particulièrement en URSS— soient dans la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, on ne peut la considérer simplement comme une "fraction spéciale du prolétariat". Comme l'Oppositionnel de Gauche soviétique Christian Rakovsky l'a montré dans son remarquable essai sur "Les dangers professionnels du pouvoir" (1928), la différenciation **fonctionnelle** entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui ne l'exercent pas, tend à devenir en plus une différence **sociale** déterminée : les conditions de vie et les privilèges socio-économiques de la bureaucratie les séparent de plus en plus de la classe ouvrière. Avec le temps, insiste Rakovsky, "la fonction modifie l'organe", et les individus exerçant les tâches de direction économiques et politiques deviennent objectivement et subjectivement, matériellement et moralement, une couche distincte et consolidée.[58]

Si l'on prend la définition marxiste classique d'une classe sociale —un groupe d'individus occupant la même position dans le processus social de production et partageant les mêmes rapports à la propriété des moyens de production— il est difficile de considérer la bureaucratie post-capitaliste comme une classe sociale dans un sens rigoureux. L'officier supérieur du KGB, le professeur de "marxisme-léninisme" et le directeur d'un ensemble hydro-électrique n'ont guère la même position dans le processus de production et ne sont certainement pas propriétaires des moyens de production. Ils partagent cependant les traits **politiques** et **idéologiques** communs suivants : premièrement leur appartenance à l'institution politique dirigeante, le parti; deuxièmement, le monopole du pouvoir social de celui-ci; et troisièmement, conséquence des deux premières conditions, leur accès à un système de privilèges socio-économiques.

Trotsky refusait de caractériser la bureaucratie stalinienne de classe sociale, la désignant plutôt comme une "caste". Mais il était le premier à reconnaître que "cette définition n'a pas, bien sûr, de caractère strictement scientifique" et que "le caractère figuré de cette dénomination est clair pour tous, et qu'il ne vient à la tête de personne d'assimiler la bureaucratie de Moscou à la caste indienne des brahmanes".[59] En effet, le terme n'est pas du tout précis puisque le sytème de caste tel qu'il existe en Inde est un système de stratification sociale totalement **fermé** et **héréditaire** dénué de toute mobilité sociale : caractéristiques qui ne sont évidemment pas applicables à la bureaucratie soviétique. Cependant, les raisons qui ont conduit Trotsky à opter pour ce terme s'éclaircissent si l'on considère certains de ces autres écrits. Dans une analyse de la société tsariste, par exemple, il se réfère aux divers Etats sociaux comme à "des castes". Il est donc probable que Trotsky utilisait le terme de "caste" comme synonyme "d'Etat".[60] Quant à nous, il nous semble que le terme "d'Etat", défini par des critères politiques et idéologiques, convient en fait le mieux à la spécificité d'un système de stratification sociale basée sur une bureaucratie. Selon la définition fameuse de Max Weber, un Etat social *(Stand)* est une pluralité d'individus qui a réussi à imposer des droits spéciaux et des monopoles *(Ständische);* ces monopoles peuvent prendre diverses formes, une des plus importantes étant l'appropriation monopolistique du pouvoir politique.[61]

Les Etats ne sont pas des classes sociales, mais un système distinct et subordonné de stratification. Dans le mode de production féodal, par exemple, une structure d'Etats (noblesse, clergé, Tiers Etat) existait aux côtés et en combinaison partielle avec une structure de classe : la noblesse coïncidait largement, mais pas complètement, avec la classe des propriétaires terriens. Le Tiers Etat, au contraire, était d'abord une **couche inter-classe,** composée de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie, des paysans, de la plèbe urbaine, etc. Le clergé était un cas encore plus complexe : d'une part, lui aussi était un bloc inter-classe, divisé entre un haut clergé aristocratique et un bas clergé plébéien; mais d'autre part, son unité en tant qu'Etat était bien réelle et garantissait à la totalité de ses membres certains privilèges juridiques et socio-économiques. Ainsi, le clergé pré-capitaliste, constitué en tant qu'Etat, possédait plusieurs traits saillants analogues à ceux de la bureaucratie post-capitaliste : d'abord, sa définition institutionnelle; deuxièmement, des formes de propriété institutionnelles (absence d'accumulation privée ou de transmission héréditaire de la richesse); troisièmement, une structure hiérarchique élaborée avec concentration du pouvoir et des privilèges au sommet; quatrièmement, le rôle central de l'idéologie dans la cohésion de l'Etat et l'exercice de son pouvoir social (avec comme corollaire, la nécessité de défendre le monolithisme idéologique à tout prix : d'où les chasses aux sorcières, l'inquisition, la confession et l'abjuration des pêcheurs, le dogmatisme, le scolasticisme et la suite).

Le parti stalinien a souvent été comparé à l'Eglise médiévale. Il est clair cependant qu'il s'agit de deux phénomènes radicalement différents et qu'il serait superficiel et ahistorique de les concevoir comme similaires ou équivalents. Le mode de production féodal n'a rien à voir avec la société post-capitaliste, et le Parti communiste n'est pas une nouvelle incarnation de l'*Ecclesia* romaine. Néanmoins, l'hypothèse que la bureaucratie post-capitaliste est une nouvelle forme d'**Etat**, définie par des critères politiques/idéologiques, et dotée d'une unité institutionnelle articulée et d'un monopole de fait sur le pouvoir dans la société, nous semble une suggestion judicieuse. Par ailleurs, à notre avis la nature-même des formations sociales post-capitalistes, en particulier

58. Rakovsky, "Les dangers professionnels du pouvoir", *Les bolchéviks contre Staline 1923-1928*, Paris 1958, pp. 157-161. Un an après la publication de cet essai, Rakovsky en collaboration avec d'autres exilés trotskystes, écrivit un document qui n'a que récemment été découvert dans la partie protégée des archives de Trotsky à Harvard. Le document contient une caractérisation de l'URSS extrêmement perspicace à notre avis : **"D'Etat prolétarien avec des déformations bureaucratiques** —comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat— **nous sommes en train de devenir un Etat bureaucratique avec des vestiges prolétariens-communistes."** (K. Rakovsky, V. V. Kossior, N. I. Mouralov, V. S. Kasparova, "Déclaration en vue du XVIème Congrès du PCUS" (12 avril 1930), *Cahiers Léon Trotsky* 6, 1980, p. 97.)

59. Trotsky, "L'URSS dans la guerre" (25 septembre 1939), *Défense du marxisme*, Paris: EDI, 1975, p. 106.

60. Voir *La Jeunesse de Lénine*, p. 55.

61. Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, I, Tübingen, 1921, p. 180. Marx et Engels ont aussi distingué les Etats des classes; voir Marx, *L'idéologie allemande.*

leur structure économique, fondée sur la propriété étatique et la planification centralisée, **détermine en dernière instance** la possibilité (mais certainement pas l'inévitabilité) de la constitution de la bureaucratie en Etat dominant et privilégié. Sans être une classe, la bureaucratie post-capitaliste remplit quand même certaines fonctions traditionnelles d'une classe dominante : appropriation du surplus social, exercice du pouvoir, etc. Il en va de même, évidemment, d'un Etat pré-capitaliste comme le clergé. Cependant, alors que le mode d'exploitation des classes productrices mis en œuvre par le clergé était semblable ou se juxtaposait à celui des seigneurs féodaux, le parasitisme économique de la bureaucratie est *sui generis* et différent de ceux de toutes les classes. On peut donc dire qu'alors que le haut clergé de la société pré-capitaliste était partiellement assimilable à une classe dominante (les propriétaires terriens féodaux), la haute bureaucratie des Etats post-capitalistes **prend la place d'une classe dominante inexistante.**

Kautsky

En 1905, Trotsky a manifesté l'espoir que la révolution permanente conduirait à l'établissement d'une démocratie ouvrière. Cela s'est effectivement réalisé en Russie pendant les premières années après la révolution, mais aucune des révolutions après 1917 n'a établi une vraie démocratie prolétarienne ou même des phases temporaires de démocratie de masse basée sur des soviets ou des conseils. Il est essentiel pour l'avenir du mouvement socialiste de savoir si cette absence de démocratie est inévitablement inscrite dans la nature des conditions objectives existant dans les pays sous-développés.

Certains penseurs marxistes suivant l'exemple de Karl Kautsky ont interprété l'évolution de l'URSS et des autres Etats post-capitalistes exactement selon ce cadre fataliste.[62] Ce point de vue "néo-menchevique" diffère du menchévisme traditionnel en ce qu'il reconnaît la possibilité d'une révolution anti-capitaliste dans les pays périphériques, mais insiste en même temps sur le fait qu'une telle révolution est condamnée à dégénérer en despotisme totalitaire. Puisque Kautsky a été le premier à présenter de façon cohérente cette position, et a contribué à une reformulation importante de la problématique étapiste, il est utile d'examiner brièvement l'évolution de son analyse de la révolution russe.

Initialement, Kautsky s'est tenu à l'orthodoxie menchevique traditionnelle, arguant encore en 1918 que la révolution russe ne pouvait pas échapper à son destin fondamentalement bourgeois-démocratique. Dans sa première brochure antibolchevique, *La Dictature du prolétariat* (1918), par exemple, il prétend que selon le marxisme "la prochaine révolution... considérant l'arriération économique de la Russie, ne peut être que bourgeoise"; les bolcheviques rejettent Marx quand ils "tentent d'avancer par sauts hardis ou d'éliminer par des mesures légales les obstacles que représentent les phases successives du développement moral". Il nie catégoriquement la possibilité que le régime soviétique puisse accomplir des tâches socialistes durables: "Personne ne peut accepter l'idée qu'ils ont durablement détruit le capitalisme.... Le capitalisme surgira à nouveau et doit nécessairement resurgir. Probablement il réapparaîtra très vite...."[63] Cependant, un an plus tard, dans *Terrorisme et communisme*, son optique s'est modifiée : le principal argument est maintenant la chute inévitable du bolchevisme dans un avenir prochain.[64] C'est seulement au cours des années vingt, quand le caractère post-capitaliste et la stabilité de l'URSS sont devenus indiscutables, que Kautsky a commencé à élaborer une nouvelle formulation théorique. Il reconnaît que les soviets ont réussi à détruire le capitalisme, mais il prétend que le nouveau régime — qu'il désigne parfois comme "capitalisme d'Etat"— est plutôt **pire que le capitalisme** et même pire que l'Italie de Mussolini. Vers 1930, il arrive à une position presque exactement inverse de la doctrine du "social-fascisme" défendue par le stalinisme à l'époque : le bolchevisme et le fascisme sont fondamentalement identiques ("Mussolini n'est que le singe de Lénine"); le principal ennemi de la classe ouvrière n'est plus la contre-révolution "primitive" des "gardes blanches" mais le danger "fasciste-bolchevique" (*faschistich-bolchevistich).*[65]

Bien entendu, ces excès polémiques ne peuvent être pris trop au sérieux d'autant plus qu'ils furent catégoriquement rejetés par les plus proches amis de Kautsky (mencheviques russes ou austro-marxistes). Plus importante est la contribution de Kautsky à la doctrine fataliste de la dégénérescence inévitable d'une "révolution prématurée". Dans tous ses écrits postérieurs à 1917, il insiste que le subjectivisme et le volontarisme débridé des bolcheviques ont conduit à violer les mutations imposées par les conditions historiques et à essayer d'imposer un projet socialiste à une base socio-économique immature —ce qui devait inévitablement produire une brutale dictature bureaucratique.[66] Il est intéressant de noter qu'il n'a pas attribué la responsabilité de cette catastrophe historique uniquement au parti bolchevique, mais aussi à la **"dégradation" du prolétariat russe lui-même** (ce même prolétariat qu'il a tellement admiré dans ses écrits d'avant 1917) : la guerre mondiale a conduit à la dégradation morale et intellectuelle des classes laborieuses, non seulement parce qu'elle a brutalisé presque toutes les couches de la population et porté les sections les moins développées du prolétariat à l'avant-garde du mouvement social, mais surtout parce qu'elle a aggravé énormément la misère du prolétariat, remplaçant ainsi la calme délibération par la plus amère exaspération".[67] Il va si loin dans cet argument qu'il critique les bolcheviques pour avoir capitulé de façon opportuniste au révolutionisme des masses arriérées :

62. La critique des thèses de Kautsky, deBilll Warren, dans *Imperialism, Pioneer of Capitalism* (Londres, 1980), et de Rudolf Bahro, dans *The Alternative in Eastern Europe* (Londres 1978), a éte publiée en français dans, "Révolution permanente et démocratie socialiste", *Quatrième Internationale*, N°19, décembre 1985, pp. 161-172.

63. Kautsky, *The Dictatorship of theProletariat,* 1964, p. 98, 124-126, 136.

64. *Terrorismus und Kommunismus* (1919) cité par M. Salvadori, *Karl Kautsky and the Socialist Revolution 1880-1938*, Londres 1979, p. 301.

65. Kautsky, *Der Boschewismus in der Sackgasse*, Berlin 1930, pp. 102-103.

66. Voir Salvadori, p. 266.

67. Cité par ibid., p. 265.

68. Kautsky, *Der Bolschewismus*, p. 46. Voir aussi Salvadori, p. 271.

"Les bolcheviques doivent leur accession au pouvoir au fait qu'ils ont dit oui et amen à tout ce que voulaient les masses, que ce fût raisonnable ou non."[68] La dictature bonapartiste en URSS était donc une espèce de punition envoyée par les lois de l'histoire pour châtier le révolutionisme fou, "irraisonnable" et "exaspéré" de la classe ouvrière russe.

Aux yeux de Kautsky, la seule alternative à cette dictature bureaucratique était le rétablissement des "phases successives du **capitalisme démocratique** (le successeur nécessaire de l'absolutisme féodal). En 1930, il avance un "programme démocratique" pour la Russie qui demandait l'abolition du monopole d'Etat sur le commerce extérieur pour "permettre le libre échange", et l'établissement d'entreprises capitalistes à la place des industries étatisées "quand cela est avantageux aux consommateurs et aux ouvriers".[69] La justification de ce programme régressif avait déjà été formulée dès 1919 : "Plus un Etat est capitaliste d'une part et démocratique de l'autre, plus il est proche du socialisme".[70] Ce n'est que grâce au capitalisme démocratique que le prolétariat peut accroître sa force numérique et acquérir la **maturité** socio-culturelle nécessaire pour lui permettre d'accomplir une transformation socialiste. En réalité, pour Kautsky capitalisme et démocratie sont virtuellement synonymes; il prévoyait au cours des années vingt que le fascisme resterait nécessairement confiné à des pays agraires arriérés comme l'Italie, puisque le capitalisme industriel moderne n'est pas compatible avec de telles formes de réaction ou d'autoritarisme...."[71] Personne n'a été aussi tragiquement surpris par les événements de janvier 1933 que Kautsky lui-même. Mais il est important de reconnaître que ses arguments n'étaient que des réafffirmations et reformulations des prémisses de la doctrine classique et inflexible de l'étapisme : le seul chemin vers le socialisme passe par l'évolution du capitalisme avancé, démocratique.

Kautsky et ses continuateurs persistent cependant à vouloir faire abstraction d'une des contradictions les plus fondamentales de leur théorie : si les masses russes "arriérées" voulaient la révolution socialiste, et si le péché originel des bolcheviques a consisté à dire "oui et amen à tout ce que voulaient les masses", alors comment la révolution d'octobre aurait-elle pu être empêchée sans une sanglante répression du prolétariat "déraisonnable"? En d'autres termes, le pouvoir de la terreur blanche (Denikine) n'était-il pas la seule alternative historique réelle à la défense obstinée de la révolution prolétarienne? Et, après la formation de l'URSS, une tentative de restaurer le capitalisme ne conduirait-elle pas inévitablement, comme Max Adler l'a souligné contre Kautsky en 1932, non à un capitalisme "normal", "démocratique", mais plutôt à une dictature contre-révolutionnaire qui ouvrirait difficilement le chemin pour un développement démocratique et socialiste ultérieur?[72] En outre, l'expérience historique de la majorité écrasante des pays capitalistes dépendants non-révolutionnaires ne montre-t-elle pas que la démocratie est une exception rare, épisodique, et que la forme habituelle de pouvoir y est la dictature autocratique ou militaire?

Le thème central dans les conceptions étapistes de l'histoire chez Kautsky est précisément le fétichisme de la "maturité". Il est parti de son orientation théorique générale, qui conçoit le développement socio-historique en termes néo-darwiniens, comme "l'évolution d'un organisme", obéissant aux lois de la "nécessité historique".[73] Pour Kautsky, "l'immaturité" politique du prolétariat russe est directement liée à l'immaturité économique du pays; analysant la situation catastrophique de l'économie soviétique vers la fin de la guerre civile, il en déduit la conclusion suivante : "Cela ne prouve pas que le socialisme soit impossible en lui-même.... Cela signifie seulement que le prolétariat d'un certain pays à un certain moment n'est pas encore mûr pour le socialisme, pour l'autogestion industrielle. Que la productivité de son travail décline dès qu'il n'est plus soumis aux coups de fouet capitalistes; qu'il manque des connaissances économiques nécessaires et du sentiment du devoir nécessaire, qui sont autant des préconditions du socialisme qu'un certain niveau de concentration du capital".[74] C'est seulement en passant par "l'école de la production capitaliste" que le prolétariat pourrait, selon Kautsky, atteindre le niveau de maturité requis pour le socialisme et l'autogestion.[75]

Il est intéressant de noter l'affinité paradoxale entre le modèle de Kautsky et certaines opinions de Lénine **(avant 1905)** sur le rôle crucial de l'usine pour apprendre au prolétariat la discipline et l'organisation.[76] Rosa Luxembourg, par contre, avait déjà anticipé et critiqué cette théorie de la "maturation" du prolétariat à "l'école capitaliste", au cours de sa polémique avec Lénine en 1904 : "Que peuvent avoir de commun la soumission aveugle d'une classe opprimée et le soulèvement organisé d'une classe luttant pour sa libération? Ce n'est pas en partant de la discipline imposée par l'Etat capitaliste au prolétariat, (...) ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d'obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle : l'autodiscipline librement consentie de la social-démocratie."[77]

Warren

Même si la descendance directe des thèses de Kautsky est limitée, des versions plus diffuses de ses idées peuvent être trouvées, dans divers contextes, chez plusieurs auteurs marxistes des années vingt à nos jours. Par exemple, l'argument selon lequel le capitalisme et la démocratie bourgeoise sont l'indispensable "pont vers le

69. *Der Bolschewismus*, p. 137.

70. *The Dictatorship of the Proletariat*, p. 96.

71. Salvadori, p. 333.

72. Voir ibid., pp. 310-311.

73. "Le marxisme nous enseigne que le socialisme viendra inévitablement, selon la nécessité naturelle, à un certain niveau du déve lop pe ment capitaliste. Mais à cela, est indissolublement attachée une autre certitude, celle que le socialisme est impossible à une étape de déve lop pe ment antérieure". (Kautsky, *Die proletarische Revolution und ihr Programm*, Berlin 1922, p. 89.)

74. Ibid., p. 159.

75. Ibid., p. 335.

76. Voir, par exemple, *Un pas en avant, deux pas en arière.*

77. Luxemburg, "Organizational Questions of Russian Soical-Democracy" (1904), *Selected Political Writings*, Londres 1972, pp. 100-101.

socialisme", la précondition pour le "mûrissement" politique et moral du prolétariat est un thème central du livre récent (posthume) du marxiste anglais Bill Warren, *L'Impérialisme, pionnier du capitalisme* (1980). Selon Warren, "la démocratie politique bourgeoise fournit au prolétariat les meilleurs conditions pour acquérir la puissance culturelle exigée pour devenir une classe dominante". Il s'agit d'un thème typiquement kautskyen comme Warren le reconnaît lui-même dans une note en bas de page (cf. K. Kautsky : "La démocratie est un moyen indispensable pour faire mûrir le prolétariat pour le révolution socialiste...").[78]

On trouve dans l'œuvre de Warren un certain nombre de points forts indéniables, qui peuvent être considérés comme des antidotes salutaires au rejet irrationnel, à la mode khomeiniste, de l'héritage occidental et à d'autres mythologies nationales-religieuses similaires du Tiers Monde.... Par exemple, Warren a sans doute raison de souligner que l'impérialisme a **effectivement** développé les forces productives dans les pays périphériques et que ce développement a, à son tour, apporté certaines améliorations sociales en termes de santé, espérance de vie, éducation, etc. En outre, sa critique de la célèbre résolution de 1928 du Comintern, qui proclamait que l'impérialisme retardait nécessairement le développement des forces productives et l'industrialisation, est utile et pertinente, particulièrement si l'on considère que des conceptions vulgaires et propagandistes de ce type florissent encore dans les mouvements révolutionnaires et/ou nationalistes du Tiers Monde.

La position de Warren est cependant compromise par une sympathie étonnante pour le "rôle historiquement progressiste" du capitalisme et de l'impérialisme, qui sert, à son tour, de support pour une conception étapiste de la transformation socialiste. Les préjugés de Warren dans cette question sont tellement extrêmes qu'il fait penser moins au menchévisme classique qu'à Piotr Struve et à l'apologie du capitalisme russe par le "marxisme légal". Warren se réfère fréquemment aux remarques admiratives de Marx sur le rôle progressiste du capitalisme mondial, en oubliant le contexte global de ces affirmations : l'insistance cohérente de Marx sur le caractère **contradictoire** du capitalisme et de sa combinaison de traits progressifs et régressifs.... Warren oppose systématiquement Marx au romantisme anticapitaliste, en oubliant l'intérêt et la sympathie que Marx a montré pour quelques-uns des plus célèbres critiques romantiques du capitalisme industriel (Sismondi, Carlyle, Balzac, etc.) précisément parce qu'ils ont été capables de saisir, même si c'était de manière unilatérale et utopique, le **côté sombre** de la civilisation capitaliste. Il cite largement un article de Marx sur l'Inde, où le rôle "progressiste" de l'impérialisme britannique est célébré (construction de chemins de fer, intégration dans le marché mondial, etc.), mais omet de mentionner la conclusion de ce texte : après la victoire du socialisme ("quand une grande révolution sociale aura dominé les résultats de l'époque bourgeoise"), arrivera enfin l'époque "où le progrès humain cessera de ressembler à cette terrible idole païenne, qui ne buvait le nectar que dans le crâne des victimes sacrifiées".[79] Par ailleurs, Warren fait état mais ne tire aucune conclusion du fait que Marx espérait que la Russie, grâce à la voie alternative fondée sur les vieilles communautés rurales, pourrait faire l'économie des "fatales vicissitudes du régime capitaliste".[80]

Dans son ardeur et son empressement à prouver la mission bénéfique et civilisatrice de l'impérialisme —et par conséquent, par implication, à démontrer que les révolutions socialistes dans les pays "moins développés" sont un détour coûteux et inutile—, Warren minimise systématiquement les horreurs de l'époque impérialiste, devenant ainsi une espèce de docteur Pangloss moderne qui essaye de convaincre les damnés de la terre qu'ils vivent en réalité dans le meilleur des mondes possibles. Il va jusqu'à prétendre que "l'histoire coloniale, considérant l'immense quantité de gens impliqués, a été remarquablement dépourvue de brutalité massive".[81] Le moins qu'on puisse dire d'une telle interprétation, c'est qu'elle doit plus à Cecil Rhodes qu'à Karl Marx, dont le chapitre du *Capital* sur "La genèse du capitalisme industriel" est une des dénonciations les plus virulentes de la brutalité coloniale jamais écrites. Mais cela ne suffit pas à Warren. Il nie aussi que l'impérialisme soit intrinsèquement responsable de la malnutrition ou de la famine dans le Tiers Monde. A son avis, —pour le moins surprenant— les famines ne sont que "le résultat d'erreurs d'orientation, du manque de stimulants adaptés et d'une allocation insuffisante de ressources à l'agriculture". En outre, il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour l'avenir, parce que "ces erreurs sont en train d'être rectifiées" et "tôt ou tard des avancées majeures vont se produire, au fur et à mesure que le capitalisme agraire se développe suffisamment pour utiliser des méthodes et composantes plus productives".[82] Confronté au fait que l'inégalité sociale tend à augmenter au fur et à mesure que les pays retardataires s'industrialisent, Warren ne s'en émeut nullement : "Cela ne peut pas être automatiquement considéré comme négatif, puisqu'il y a des bonnes raisons... de croire que cette inégalité croissante est autant une cause qu'une conséquence de l'essor économique". En outre, "la poursuite de l'égalité économique pour elle-même est à la fois injuste et anti-démocratique". "Injuste" parce qu'elle "tend à rétribuer de façon égale des groupes différents et des individus avec des jugements de valeur différents sur la consommation, le loisir, l'intensité du travail", etc. Et "anti-démocratique" parce que la majorité des habitants du Tiers Monde ont une profonde aspiration à "se maintenir à la hauteur de leurs voisins[*keep up with the Joneses*]" qui ne révèle pas le "désir d'une orientation économique égalitaire".[83] Traduit dans la

78. Bill Warren, *Imperialism: Pioneer of Capitalism*, Londres 1980, pp. 26-27.
79. Voir Marx, "The Future Results of the British Rule in India" (1853), in Marx and Engels, *On Colonialism*, p. 90.
80. Voir Warren, p. 34.
81. Ibid., p. 128.
82. Ibid., pp. 238, 253.
83. Ibid., pp. 208-211, 251.

réalité du Tiers Monde, l'argument de Warren, s'il doit être pris littéralement, signifierait ceci : abolir l'inégalité croissante entre, par exemple, Birla, le grand nabab indien, et les masses paupérisées de Calcutta serait "injuste" puisqu'ils ont "des jugements de valeur différents sur la consommation et le loisir" [en effet!] et "anti-démocratique", parce que les foules urbaines misérables et affamées sont obsédées par l'aspiration à "se maintenir à la hauteur de leurs voisins"....

Warren ne fait pas un bilan explicite des révolutions socialistes dans les pays du capitalisme périphérique, mais les remarques dispersées dans son livre suggèrent que l'impérialisme offre un chemin préférable, moins coûteux et plus efficace pour la modernisation et l'industrialisation des "pays moins développés"". Tout en reconnaissant que l'Union soviétique s'est industrialisée dans une période extraordinairement courte, il pense que cela "est dû à des facteurs spécifiques qui ne sont pas nécessairement ou facilement reproduisibles"; quant à la Chine, il ne la mentionne que pour souligner que "plusieurs décades de guerre civile ont été nécessaires pour l'établissement d'un régime égalitaire en Chine, avec tout ce que cela implique en termes de pertes économiques".[84]

Pour Warren comme pour Kautsky, le socialisme ne peut être que le produit direct du capitalisme industriel avancé, et il insiste sur la **continuité** économique, et culturelle nécessaire entre eux.[85] L'idée que le socialisme doit inaugurer une civilisation entièrement nouvelle, une rupture radicale avec les modes de production-consommation actuels éliminant les irrationalités inhérentes au développement capitaliste (gaspillage, obsolescence planifiée, consommation ostentatoire, destruction écologique, etc.), semble lui être complètement étrangère.

Toutefois, le principal pilier de la conception néo-étapiste de Warren, ainsi que sa convergence la plus évidente avec la tradition kautskienne, c'est l'idée que toute une ère de démocratie bourgeoise constitue la précondition indispensable pour l'éducation de la classe ouvrière pour le socialisme. Comme Kautsky, Warren est profondément convaincu que "capitalisme et démocratie sont liés comme des frères siamois"[86] cependant, comme il l'explique dans une note en bas de page, il limite l'examen de cette affirmation à l'Europe occidentale. Cela est regrettable parce que le problème fondamental est précisément de savoir si cette supposée équation entre capitalisme et démocratie peut être observée comme tendantiellement vraie dans les pays moins développés. Ce qu'on observe est plutôt le contraire : la norme politique dans les pays périphériques qui s'industrialisent le plus rapidement (aavec quelques exceptions partielles comme l'Inde ou le Venezuela) est le pouvoir militaire, et non la démocratie parlementaire. Or, quel type de capacité à "administrer une société socialiste" peut être acquise sous un tel despotisme? Et même dans les démocraties capitalistes avancées, quel niveau de culture socialiste se développe chez les classes laborieuses dont la principale activité politique est de voter tous les quatre, cinq ou sept ans, tandis que des technocrates et des politiciens de la bourgeoisie dirigent l'économie et l'Etat dans l'intervalle? Finalement, si la démocratie bourgeoise est le "terrain d'apprentissage" décisif pour le socialisme —ou, comme le dit Kautsky, "le moyen indispensable pour le mûrissement du prolétariat"—, pourquoi le prolétariat nord-américain, après plus d'un siècle de démocratie représentative est-il encore politiquement l'un des plus arriérés et "immatures" —d'un point de vue socialiste— du monde?

Il nous semble que Warren, comme Kautsky avant lui, a simplement ignoré la différence fondamentale entre démocratie bourgeoise et démocratie socialiste : tandis que la première est fondée sur la passivité des travailleurs, la seconde ne peut exister que par leur **auto-activité** aussi bien sur le plan économique que politique. Le prolétariat ne peut apprendre les compétences et le savoir-faire nécessaires pour devenir une nouvelle classe dirigeante que par sa propre expérience, sa propre **praxis** révolutionnaire et son propre exercice du pouvoir, depuis le niveau de l'usine jsuqu'à celui de l'administration générale de l'Etat. Ce n'est qu'en montant à cheval qu'on apprend à faire du cheval et non en regardant les autres galoper ou en les aidant —une fois tous les quatre ans à monter sur le cheval. Il y a une contradiction fondamentale et irréconciliable entre l'idéologie naturaliste et évolutionniste de la "maturation", typique de l'école kautskienne et l'idée décisive du matérialisme historique, formulée pour la première fois par Marx dans sa troisième "Thèse sur Feuerbach" : "La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement ne peut être conçue et rationnellement comprise qu'en tant que praxis révolutionnaire".

Bahro

D'autres échos de la problématique néo-étapiste kautskienne —dans une direction très différente de celle de Warren— apparaissent dans *L'Alternative* de Rudolf Bahro. Au premier abord, Bahro ne semble pas avoir grand chose de commun avec la tradition kautskienne. Par exemple, il considère l'Union soviétique et les autres pays post-capitalistes comme des sociétés "proto-socialistes", représentant un réel progrès par rapport au retard économique : "Des révolutions comme la russe et la chinoise sont la pré-condition pour une victoire sur la faim".[87] En même temps, Bahro montre dans son remarquable livre (sans doute une des contributions **marxistes** les plus importantes à une théorie des sociétés post-révolutionnaires) qu'aucun des ces Etats n'a encore atteint un réel socialisme et que leur nature politique est bureaucratique et despotique. Mais Bahro converge avec l'historiographie fataliste de Kautsky et

84. Ibid., pp. 116, 210.
85. Ibid., p. 24.
86. Ibid., p. 28.
87. Rudolf Bahro, *The Alternative in Eastern Europe*, Londres 1978, p. 58.

compagnie dans l'affirmation que le "despotisme industriel" —la dictature bureaucratique— est un stade **inévitable** dans la "voie non-capitaliste" des sociétés sous-développées, post-révolutionnaires. Dans le cas de l'URSS, par exemple, Bahro est convaincu que le stalinisme correspondait à une nécessité objective. Il concède sans difficulté que les formes les plus extrêmes de terreur et d'absolutisme (la folie "césarienne") auraient pu être évitées par un dirigeant doué de qualités subjectives différentes de celles de Staline; il insiste néanmoins que l'écart entre le progrès matériel et l'émancipation socio-politique est inévitable, parce que "seul un grand saut dans le niveau technique et culturel des masses pourrait créeer les pré-conditions à des rapports de production socialistes".[88]

La double fonction de l'Etat soviétique pendant l'ère de Staline —discipliner le travail et résister aux tendances égalitaires des masses— était une condition nécessaire du développement économique du pays, considérant l'arriération et le développement inégal hérités de l'ancien régime. En outre, Bahro accuse Trotsky de n'avoir pris en considération que les déterminants subjectifs du stalinisme, et dispose de *La révolution trahie* d'un seul trait de plume en affirmant qu'elle n'est guère qu'une version précoce de la thèse du "culte de la personnalité". Selon Bahro, Trotsky n'a pas compris que si Staline a pris le pouvoir et l'a centralisé brutalement entre ses mains, cela est dû au fait qu'il "possédait la passion historiquement nécessaire pour créer l'appareil de pouvoir pour la transformation terroriste par en haut dont la Russie avait alors besoin".[89]

Poursuivant dans la même veine, Bahro polémique contre Mandel, en soutenant qu'une démocratie socialiste en URSS dans les années vingt et trente aurait été impossible, inefficace et économiquement désastreuse.[90] Toutefois, il ne fait aucune tentative pour démontrer pourquoi le "despotisme bureaucratique", avec son cortège de gaspillage, de corruption et d'irrationalité générale, est plus "efficace" dans l'administration de l'économie que la démocratie socialiste, et que par conséquent, il était la seule alternative qui garantissait le développement et même la survie de l'URSS.

L'analyse historique de Bahro va bien au-delà du cas soviétique : il affirme que non seulement en URSS, mais aussi en Chine et dans tous les pays du Tiers Monde, l'Etat est "le maître de la société dans sa modernisation technique et sociale".[91] Dans tous les pays insuffisamment industrialisés, "la discipline d'obéissance aux instruction, qui ne peut devenir effective sans un despotisme d'un type ou d'un autre, est la garantie la plus sûre que les intérêts progressistes triompheront".[92] Il reconnaît honnêtement et franchement qu'une telle perspective court le danger d'apparaître comme **apologétique**, mais il prétend que "le réalisme critique" révèle les diverses formes de domination despotique qui surgissent au cours de l'industrialisation non-capitaliste comme "des conséquences inévitables d'un progrès historique défini".[93]

C'est seulement après la création d'une infrastructure industrielle et culturelle pour le socialisme que la démocratie prolétarienne peut devenir une possibilité historique concrète : c'est le stade atteint actuellement par l'URSS et les Etats industrialisés d'Europe orientale.

Contrairement à Kautsky, Bahro opte clairement pour la voie **non-capitaliste** pour l'industrialisation et la modernisations des pays sous-développés; mais, en, même temps, il partage la conviction kautskienne selon laquelle, en l'absence des pré-conditions essentielles pour la démocratie prolétarienne —industrialisation, modernisation et la "qualification technique-culturelle des masses"—, le despotisme bureaucratique est inévitable. Par conséquent, il conclut que c'est uniquement après l'industrialisation (non-capitaliste) de ces sociétés post-révolutionnaires que leur prolétariat deviendra assez compétent pour pouvoir exercer directement le pouvoir comme classe.

Encore une fois, Rosa Luxembourg avait anticipé pleinement ce type d'argument; dans sa polémique de 1918 avec les bolcheviques, elle écrivait : "La démocratie socialiste ne commence pas seulement en Terre promise, lorsque l'infrastructure de l'économie socialiste est créée, ce n'est pas un cadeau de Noël tout prêt pour le gentil peuple qui a bien voulu, entre temps, soutenir fidèlement une poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec la destruction de l'hégémonie de classe et la construction du socialisme (...) Elle doit émaner de l'éducation politique croissante des masses populaires".[94] En d'autres termes, la précondition décisive pour la démocratie socialiste — beaucoup plus importante que le degré d'industrialisation ou le niveau de qualification technique— est la **praxis révolutionnaire** accumulée par le prolétariat en tant que classe, aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir.

Ce que Bahro partage donc avec la tradition kautskie,,e, c'est une conception **passive** de la "maturation" (mécaniquement liée à la modernisation, au développement économique, etc.), qui ne rend pas compte de la centralité de l'auto-activité et de l'auto-organisation de masse dans "l'éducation" du prolétariat, son "apprentissage" pour devenir le maître de la nouvelle société. Derrière l'historiographie de Bahro se cache la vieille philosophie matérialiste du XVIIIe siècle , qui croyait que "les circonstances façonnent les hommes" et que, par conséquent, des circonstances arriérées font des classes "arriérées". Cette doctrine, que Marx avait critiquée de façon radicale dans ses *Thèses sur Feuerbach* et autres écrits, mène logiquement à une impasse dont la solution clasique est l'idée d'un "despote éclairé" qui change les circonstances et ouvre la voie pour la transformation pédagogique du peuple. De ce point de vue, Bahro est un Diderot socialiste justifiant le rôle historique de Staline comme le simulacre de Catherine la Grande....

88. Ibid., p. 117.
89. Ibid., pp. 19-20.
90. Ibid., pp. 104-105.
91. Ibid., p. 129.
92. Ibid., p. 130.
93. Ibid., p. 163.
94. Rosa Luxemburg, "The Russian Revolution" (1918), *Selected Political Writings*, p. 249

En conclusion, cependant, il nous faut reconnaître un certain **noyau rationnel** dans les conceptions de Kautsky, Warren et Bahro : il est indiscutablement vrai que le sous-développement économique, social et politique est un obstacle majeur à l'établissement de la démocratie socialiste et constitue un environnement très favorable pour la croissance du parasitisme bureaucratique, l'autoritarisme économique et le monolithisme idéologique. Trotsky lui-même en était parfaitement conscient, et souligne, dans *La révolution trahie* , le rôle puissant des conditions objectives —surtout la pénurie— dans le triomphe du stalinisme. Il est aussi convaincu que dans un pays avancé comme les Etats-Unis, avec un haut niveau d'industrialisation et une longue tradition de démocratie, le danger de dégénérescence bureaucratique à la suite d'une révolution prolétarienne serait bien moindre. Mais, en même temps, il croyait à la possibilité réaliste de combattre, même dans les pays les plus pauvres et les moins développés, les tendances à la bureaucratisation et à l'usurpation de la démocratie prolétarienne. Contrairement à Kautsky et ses semblables, Trotsky n'a jamais accepté la thèse selon laquelle le despotisme bureaucratique est une espèce de punition inévitable infligée aux mouvements de masse qui osent briser le capitalisme et la domination impérialiste avant leur complète "maturation".

Le bilan historique de notre époque ne permet pas encore d'émettre un jugement définitif sur les positions antagoniques de Kautsky et Trotsky, mais il semble confirmer plutôt l'orientation politique du deuxième que celle du premier. Il montre, au moins, qu'il n'y a pas de relation directe entre le degré d'industrialisation d'une société post-capitaliste (ou ses traditions parlementaires) et son niveau d'ossification bureaucratique. En réalité, la variable la plus importante semble être si oui ou non — et à quel degré— l'Etat post-capitaliste a été le produit d'une authentique révolution populaire. C'est certainement cela qui distingue Cuba et la Yougoslavie d'une part (où l'Etat post-révolutionnaire jouit d'une popularité authentique et où certaines formes de pouvoir local —au niveau des usines et des villes— existent) de la RDA ou de la Tchécoslovaquie de l'autre (malgré leur industrialisation et la tradition démocratique de la deuxième). L'URSS n'est pas, comme on pourrait le croire dans un premier moment, une exception à cette règle : la révolution bolchevique a produit un Etat révolutionnaire avec plus d'éléments de pluralisme (jusqu'en 1920-1921, d'autres groupes socialistes étaient légaux et participaient aux soviets) et de démocratie socialiste que n'importe quel autre régime post-capitaliste. Sans doute, ces éléments de démocratie ont été profondément érodés par la guerre civile et la retraite forcée vers la NEP, mais il a fallu l'extermination massive et systématique du vieux parti révolutionnaire pour établir définitivement la dictature bureaucratique dans les années trente.

Il semble donc raisonnable de supposer que l'intervention de ce qu'on appelle "les facteurs subjectifs" —le caractère participatoire du processus révolutionnaire, les conceptions démocratiques-pluralistes de l'avant-garde socialiste, le degré d'auto-activité et d'auto-organisation du prolétariat et des larges couches populaires, etc.— peut, sinon abolir, au moins limiter et **contre-balancer** les tendances à la bureaucratisation inhérentes à la transition au socialisme dans un pays pauvre et sous-développé. Considérant par exemple la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, il faut compter parmi les déterminants "subjectifs" négatifs, le manque de vigilance socialiste-démocratique de la direction révolutionnaire. Les erreurs des bolcheviques en 1917-1923 ont ouvert la voie à l'essor et plus tard au triomphe de l'ordre bureaucratique stalinien. Les révolutionnaire d'octobre ont créé, en laissant s'affaiblir la démocratie prolétarienne, un Golem —l'appareil bureaucratique— qui a bientôt échappé à leur controle, a été pris de folie meurtrière et les a finalement détruits. Encore une fois, la préscience de Rosa Luxembourg inspire l'admiration. Contrairement à Kautsky et aux mencheviques, elle a exprimé sa totale solidarité avec le projet audacieux de la révolution bolchevique, mais en même temps elle a averti Lénine et Trotsky que le dépérissement de la démocratie socialiste mènerait, tôt ou tard, à un Thermidor bureaucratique.[95]

Par conséquent, il est loin d'être évident que le despotisme bureaucratique est inévitablement inscrit dans le processus de révolution permanente des pays capitalistes périphériques. En particulier, il faudrait vérifier si l'existence de formes massives d'auto-organisation populaire, combinées à un authentique engagement des organisations politiques révolutionnaires hégémoniques en faveur de la démocratie socialiste ne peut pas freiner ou neutraliser les tendances "naturelles" à la bureaucratisation qui résultent de la pénurie et de l'arriération. La recherche historique et l'analyse sociologique ne peuvent pas donner une réponse sans équivoque à cette question; la réponse appartient au royaume de la future praxis, dans le sens marxiste classique du terme.

95. Ibid., pp. 247-248.